

Auteurs :

Olivia MEIFFREN, Bertrand OUDIN (BC),
Florence GALLOIS-BRIDE, Marie-Béatrice
GALAN (OC2)

Juillet 2014

Evaluation du Plan Banane Durable 1

LIVRABLE 3

Rapport phase 2 :

Evaluation

Version finale du 25/07/14

Évaluation commanditée par le ministère de l'Agriculture, de
l'Agroalimentaire et de la Forêt, et par le ministère des Outre Mers.

*Ce document n'engage que ses auteurs et ne constitue en aucun cas le
point de vue des ministères commanditaires*

SOMMAIRE

1	PREAMBULE	5
2	REPONSE AUX QUESTIONS EVALUATIVES	5
2.1	Q1 : Dans quelle mesure le Plan Banane Durable n°1 a-t-il permis de mobiliser la recherche afin de développer des innovations techniques porteuses de durabilité ? (axe 1 et Interreg)?	5
2.1.1	Q1-1 : Dans quelle mesure la mobilisation de la recherche a-t-elle permis de proposer des réponses innovantes dans le domaine de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, tout en maintenant ou améliorant les résultats agronomiques de la filière ?	5
2.1.2	Q1-2 : Dans quelle mesure le Plan Banane Durable a-t-il provoqué des opportunités de collaboration efficace entre instituts de recherche, et entre la filière et ces instituts de recherche ? A-t-il donné lieu à des modes d'action ou d'organisation innovants, adaptés aux nouveaux enjeux ? Les résultats obtenus sont-ils à la mesure des moyens consacrés ?.....	7
2.1.3	Q1-3 : Dans quelle mesure la recherche d'alternatives terrestres au traitement aérien a-t-elle contribué au développement de pratiques de traitement plus durables dans les bananeraies (Projet OPTIBAN) ?	9
2.1.4	Q1-4 : En quoi le programme Interreg IV Caraïbe a-t-il permis des synergies en termes de recherche et développement dans l'espace Caraïbes ? En quoi a-t-il permis une évolution des pratiques culturales dans cet espace géographique ?	11
2.1.5	Synthèse Q1	12
2.2	Q2 : Le Plan Banane Durable n°1 a-t-il permis une diffusion des résultats de la recherche et un transfert de compétences à tous les planteurs ? (axes 2 et 3)	13
2.2.1	Q2-1 : Quelles innovations techniques l'IT ² et les organisations de producteurs (OP) ont-ils permis de transférer aux planteurs ? Quels modes de transfert ont été mobilisés, et parmi ceux-ci, lesquels sont les plus efficaces ? Les moyens mobilisés par et pour l'IT ² et les OP sont-ils en adéquation avec les résultats obtenus ?	13
2.2.2	Q2-2 : Quelles sont les caractéristiques des planteurs bénéficiaires de ce transfert de compétences et de connaissances ? Les modalités de diffusion de l'innovation sont-elles adaptées à la diversité des planteurs et des spécificités qu'ils incarnent ?	14
2.2.3	Q2-3 : Dans quelle mesure le développement de références technico-économiques, la conduite d'expérimentations et la diffusion de leurs résultats aux planteurs et prescripteurs ont-ils été appropriées par ces derniers, et constituent-ils pour eux une aide à la décision ?.....	15
2.2.4	Q2-4 : Le mode de gouvernance et le fonctionnement de l'IT ² qui ont été mis en œuvre sont-ils adaptés aux objectifs attendus ?	15
2.2.5	Q2-5 : Quelle plus-value effective les activités internationales de l'IT ² ont-elles apporté à la filière antillaise ?	16
2.2.6	Q2-6 : Quels ont été les effets des formations dispensées auprès des planteurs sur l'amélioration de leurs pratiques culturales ?	16
2.2.7	Q2-7 : La conception du cahier des charges BANAGAP a-t-elle permis la construction d'un référentiel commun à l'ensemble des acteurs de la filière ? En quoi BANAGAP a-t-il permis de répondre aux objectifs environnementaux, sociaux et économiques du Plan Banane Durable n°1 ? Le coût de la certification est-il compensé par une meilleure valorisation des produits auprès des distributeurs ? Un alignement du cahier des charges sur des normes déjà connues aurait-il été envisageable et, le cas échéant, plus pertinent ?.....	17
2.2.8	Q2-8 : De quelle manière la réalisation de diagnostics environnementaux de la filière (bilan carbone et analyse de cycle de vie) a-t-elle permis d'établir en conséquence des plans de progression partagés par l'ensemble des acteurs et d'améliorer la durabilité environnementale de la filière via des actions concrètes ?	18
2.2.9	Synthèse Q2	19

2.3	Q3 : Les mesures d'accompagnement des planteurs ont-elles permis un maintien de la production et une modernisation des exploitations, tout en favorisant la protection de l'environnement (axe 4) ?	20
2.3.1	Q3-1 : L'intégration de mesures des PDR dans le Plan Banane Durable n°1, et en particulier des mesures ICHN, MAET et de modernisation des exploitations, s'est-elle traduite par une meilleure cohérence d'ensemble de ces dispositifs pour la filière? Quel en a été l'impact pour la filière ?	20
2.3.2	Q3-2 : Les critères d'éligibilité aux mesures d'accompagnement sont-ils pertinents et vont-ils dans le sens d'un développement durable de la production ?	21
2.3.3	Q3-3 : Quels ont été les impacts environnementaux et économiques de l'utilisation généralisée de vitroplants ? Quelle est la viabilité économique de cette pratique à moyen et long termes ?	22
2.3.4	Q3-4 : Les choix de stratégies collectives ou individuelles de mise en place de stations de conditionnement et d'emballage sont-ils adaptés au contexte local de production, et aux enjeux de durabilité de la filière ?	24
2.3.5	Q3-5 : Sur un plan socio-économique, les mesures d'accompagnement des planteurs ont-elles contribué à consolider la filière, via un maintien de la sole bananière, du nombre d'exploitations, d'un niveau de production optimal, et d'emplois non précaires ?	25
2.3.6	Synthèse Q3	26
2.4	Q4 : Le Plan Banane Durable a-t-il permis d'améliorer l'image de la filière et la mise en marché ? (axe 5 : programme de promotion)	27
2.4.1	Q4-1 : Les actions mises en œuvre dans le cadre de la promotion du logo RUP sont-elles cohérentes avec les objectifs du règlement européen dont elles découlent ? (règlements (CE) n° 3/2008 et n° 501/2008)	27
2.4.2	Q4-2 : Comment les actions ont-elles pris en compte les spécificités du marché ciblé (proximité, taille, contraintes, concurrence...)?	28
2.4.3	Q4-3 : Dans quelle mesure le logo RUP et les campagnes de promotion associées ont-ils eu un impact sur la visibilité de la banane antillaise auprès des mûrisseurs, des distributeurs, des consommateurs ? Un impact sur les ventes sur le marché intérieur ?	29
2.4.4	Q4-4 : Les campagnes de communication réalisées dans les deux départements de Guadeloupe et Martinique ont-elles permis d'améliorer l'image de la filière et de conforter son intégration territoriale ?	32
2.4.5	Q4-5 : Les campagnes de communication réalisées dans les deux départements de Guadeloupe et Martinique ont-elles permis de faciliter le recrutement de la main d'œuvre, en améliorant l'image de la filière ?	34
2.4.6	Synthèse Q4	34
2.5	Q5 : Les différents axes du Plan Banane Durable n°1 ont-t-ils permis de répondre à ses objectifs globaux ? Ceux-ci ont-ils été fixés de manière pertinente ?	35
2.5.1	Q5-1 : Les emplois de la filière (et lesquels) ont-ils été préservés depuis que le Plan a été lancé, ou, à défaut, que sont devenus les salariés et les exploitants non-salariés qui ont quitté le secteur de la banane ?	35
2.5.2	Q5-2 : Quelle a été l'évolution des classes de taille des exploitations bananières ? Les exploitations qui ont disparu ont-elles permis d'agrandir des petites et moyennes exploitations, ou ont-elles été absorbées par de plus grandes exploitations ?	39
2.5.3	Q5-3 : Le Plan Banane Durable n°1 a-t-il contribué à compenser les handicaps de production auxquels sont confrontés les planteurs et les écarts de compétitivité qui en résultent ?	40
2.5.4	Q5-4 : Comment l'arrivée de la cercosporiose noire du bananier aux Antilles françaises a-t-elle été prise en compte dans l'évolution du Plan Banane Durable n°1 et la reformulation éventuelle de ses objectifs ?	42
2.5.5	Q5-5 : Les principaux objectifs affichés par le Plan en matière sociale, économique et environnementale, sont-ils pertinents au regard des défis auxquels la filière est confrontée (faible compétitivité, image dégradée...)?	43
2.5.6	Synthèse Q5	46
2.6	Q6 – Quelle est la cohérence du Plan Banane Durable n°1 ? Dans quelle mesure la construction du Plan, le choix des axes et mesures ou actions, leur éventuelle hiérarchisation et leur évolution au cours de la période ont conduit à assurer une cohérence interne et externe apte à répondre aux besoins de la filière ?	47
2.6.1	Q6-1 : Cohérence interne	47
2.6.2	Q6-2 : Cohérence externe	50

2.6.3	Synthèse Q6	51
2.7	Q7 : Dans quelle mesure le mode de gouvernance et de suivi du Plan Banane Durable n°1 a-t-il permis de contribuer aux objectifs fixés ?	52
2.7.1	Q7-1 : Quels mécanismes de suivi des moyens mis en œuvre, des projets financés, et de leurs résultats, ont été mis en place ?	52
2.7.2	Q7-2 : Les instances de suivi mises en place ont-elles été efficaces ? Ont-elles permis une bonne circulation de l'information parmi tous les acteurs ? Ont-elles permis des prises de décision concertées et opportunes ?	52
2.7.3	Q7-3 : Les rôles respectifs des différentes parties prenantes ont-ils été correctement définis en amont ?	53
2.7.4	Q7-4 : Toutes les parties prenantes ont-elles eu un rôle décisionnel ? Consultatif ? Ont-elles été informées des décisions prises ?	53
2.7.5	Q7-5 : Quelle a été l'incidence de la gouvernance du Plan sur la gestion et le suivi de celui-ci ?	54
2.7.6	Synthèse Q7	55
3	JUGEMENT EVALUATIF TRANSVERSAL	56
3.1	Pertinence	56
3.2	Cohérence	57
3.3	Efficacité	57
3.4	Efficience	59
3.5	Durabilité des effets du plan	60
3.6	Effets induits non attendus	61
4	ANALYSE CRITIQUE ET LIMITES DE L'EVALUATION DU PBD1	62
4.1	Les difficultés rencontrées	62
4.2	Les limites de l'évaluation	64
5	ANNEXES	66
5.1	Retour d'expériences de la filière banane des Canaries	66
5.1.1	La filière banane canarienne	66
5.1.2	La stratégie de différenciation	68
5.1.3	Conclusion	69
5.2	Liste des acteurs interrogés dans le cadre de l'évaluation	72
5.3	Liste des planteurs interrogés en Guadeloupe	74
5.4	Liste des planteurs interrogés en Martinique	75
5.5	Liste des opérateurs aval interrogés en métropole	76
5.6	Liste des figures	77
5.7	Liste des tableaux	77

1 Préambule

Ce rapport présente le résultat du **travail évaluatif** mené sur le Plan Banane Durable 1 couvrant la période 2008-2013.

Les réponses aux questions évaluatives formulées s'appuient sur :

- ▶ les données quantitatives et objectives récoltées et analysées dans le cadre du bilan de la mise en œuvre : 34 entretiens ou contacts réalisés (cf. rapport Phase 1)
- ▶ ainsi que sur des entretiens individuels réalisés auprès de l'ensemble des acteurs concernés, de près ou de loin, par le PBD ou la filière banane¹ :
 - 36 entretiens réalisés auprès des représentants de la filière, des financeurs, des acteurs extérieurs (associations, DIECCTE...).
 - 40 entretiens réalisés auprès des planteurs (25 en Martinique, 15 en Guadeloupe)
 - 11 entretiens réalisés auprès d'opérateurs aval de la filière

Cet exercice d'analyse et de croisement trouve ses limites dans l'indisponibilité de certaines données ou acteurs et mène donc à quelque lacune qu'il serait bon de combler dans un futur PBD.

2 Réponse aux questions évaluatives

2.1 Q1 : Dans quelle mesure le Plan Banane Durable n°1 a-t-il permis de mobiliser la recherche afin de développer des innovations techniques porteuses de durabilité ? (axe 1 et Interreg)?

Rappel sur les principales actions de recherche engagées dans le cadre du PBD1

- ▶ Le CIRAD a mené des activités de recherche sur la banane dans le cadre de ses unités de recherche « amont » en génétique et agronomie (axe 1) mais aussi sur les 2 plateformes de développement : systèmes de culture innovants et sélection de nouvelles variétés (axe 2).
- ▶ Le CEMAGREF/IRSTEA a effectué des travaux sur l'amélioration du traitement aérien et sur la recherche de solutions de traitement terrestre (axe 1).
- ▶ L'INRA et l'IRD, cités initialement dans la maquette du PBD1, n'ont pas participé aux actions de recherche mises en œuvre. L'INRA n'a participé que tardivement au PBD, et uniquement sur des techniques de valorisation non alimentaire de la banane (relevant de l'axe 6)
- ▶ Des instituts de recherche caribéens ont été impliqués dans le cadre des travaux menés sur le programme InterReg IV (axe 2).

2.1.1 Q1-1 : Dans quelle mesure la mobilisation de la recherche a-t-elle permis de proposer des réponses innovantes dans le domaine de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, tout en maintenant ou améliorant les résultats agronomiques de la filière ?

- ☉ Les activités de recherche visant à réduire l'impact environnemental de la production de banane, menées dans le cadre du PBD1 ont permis de :

¹ Cf. liste détaillée des personnes interrogées en Annexe

- ▶ **Développer des systèmes de cultures intégrant des pratiques agronomiques nouvelles** (plantes de couverture ayant évolué vers une notion plus large de plantes de service) permettant une moindre utilisation de produits phytosanitaires (notamment les insecticides, nématicides...).
 - Ce développement a été réalisé dans une optique de maintenir des rendements de production équivalents. En effet, les indicateurs de suivi de performance des prototypes testés comprennent des indicateurs de productivité (compétition sur les ressources et effet sur le micro-climat).
 - Par contre, aucune analyse précise n’a été réalisée sur l’impact de ces nouvelles pratiques à un niveau plus économique. Les effets sur le coût de production (temps de travail, achat des semences, potentiel de réduction d’achat d’intrants...) et l’organisation du travail n’ont pas été évalués.
 - ▶ **Multiplier les efforts concernant les travaux de sélection variétale** (900 à 1100 hybrides produits / an, plateforme multi-acteur, recrutement de compétences spécifiques en création variétale) avec l’obtention d’une variété en phase de test au champ (producteurs pionniers) et à l’export (murisserie UGPBAN).
 - Les travaux menés n’ont cependant pas encore totalement abouti à une variété tout à la fois résistante à la cercosporiose et répondant aux contraintes agronomiques et commerciales des planteurs.
- ⊙ Cette mobilisation de la recherche s’inscrit dans un **cadre temporel plus large** et davantage dans une **trajectoire de progrès** que dans la recherche de solutions disponibles à court terme.
- ▶ Le pas de temps de la recherche dépasse souvent largement celui de programme de soutien limité dans le temps comme le PBD. L’obtention de résultats/réponses innovantes ne peut se concevoir que dans la durée et résulte souvent d’un travail antérieur à la période d’observation. Cela est d’autant plus vrai dans le cadre de la recherche variétale.
 - ▶ Les travaux effectués dans le cadre du PBD1 sont dans le prolongement de travaux antérieurs du CIRAD (dans les Antilles ou dans d’autres zones géographiques) et capitalisent les résultats antérieurs.
- ⊙ L’effet levier du PBD sur une mobilisation supplémentaire ou différente de la recherche est difficile à évaluer :
- ▶ Le PBD a apporté des sources de financement à la recherche (via INTERREG et indirectement via le FEADER versé à l’IT²), qui sont **plus dans une logique de substitution, que d’amplification**. Dans cette optique, le PBD semble avoir permis de maintenir les moyens de recherche dédiés à la banane. Sans ce financement, on peut se demander si le CIRAD aurait pu allouer les moyens suffisants pour faire émerger les 2 plateformes.

Tableau 1 : Comparaison de la situation de l’UPR 26 du CIRAD entre 2 évaluations AERES (source : AERES, rapport 2010 et CIRAD, dossier d’évaluation octobre 2013)

UPR 26	2005-2009	2008-2013
	Evaluation AERES 2010	Evaluation AERES 2014
Ressources humaines	Bilan 2010 : 18/19 chercheurs 37 techniciens et administratifs 1 non titulaire 8 doctorants (4 thèses soutenues) ? Post doc 0 HDR soutenue 2 pers. habilitées à diriger des recherches	En juin 2013 : 18 chercheurs 35 techniciens et administratifs 1 non titulaire 8 doctorants (9 thèses soutenues) 4 post-docs 4 HDR soutenues 3 pers. habilitées à diriger des recherches
Publications	61 articles ACL	119 articles ACL

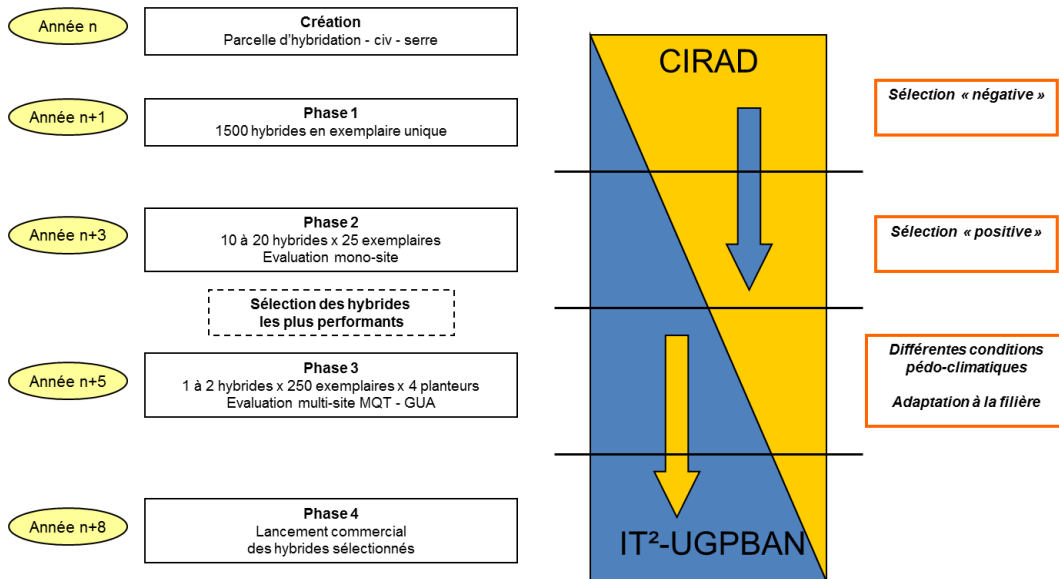
- ▶ On note un doublement de la production scientifique entre 2005-2009 et 2008-2013, mais il est assez difficile de mesurer la contribution du PBD au regard d'autres facteurs :
 - stratégie d'intensification de publication liée aux recommandations de l'AERES lors de l'évaluation de 2010
 - orientation plus opérationnelle des travaux banane menés sur les plateformes dont il est difficile d'évaluer leur capacité à générer des publications dans des journaux scientifiques
- ▶ **L'orientation par la filière (mobilisation différente) semble effective** et se traduit par une volonté d'opérationnalité plus forte et par un lien avec la diffusion plus concret (voir Q1-2).

2.1.2 Q1-2 : Dans quelle mesure le Plan Banane Durable a-t-il provoqué des opportunités de collaboration efficace entre instituts de recherche, et entre la filière et ces instituts de recherche ? A-t-il donné lieu à des modes d'action ou d'organisation innovants, adaptés aux nouveaux enjeux ? Les résultats obtenus sont-ils à la mesure des moyens consacrés ?

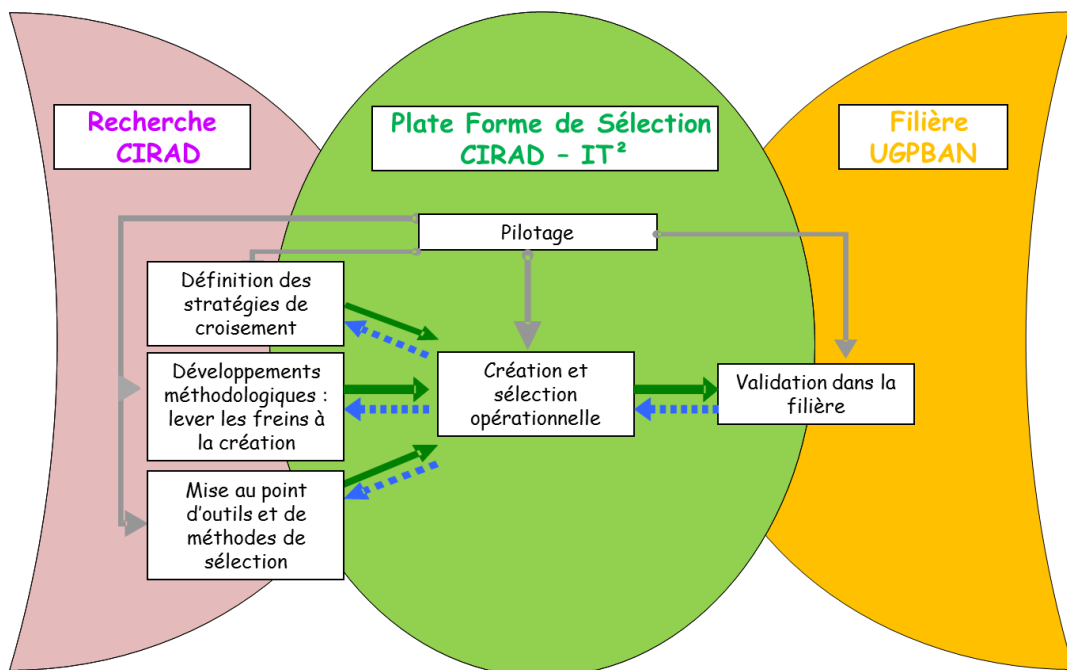
- ⊙ Au-delà d'une participation du CIRAD aux travaux de l'IRSTEA dans le cadre d'OPTIBAN, on peut regretter le manque de collaboration entre instituts de recherche français (CIRAD, IRSTEA, INRA, IRD...) sur la banane. **Chaque organisme a mené ses programmes de recherche de façon indépendante.** On constate que des projets partenariaux ou des travaux sur la banane menés par ailleurs, n'ont pas été intégrés au PBD ni même évoqués par les acteurs interrogés (exemple du projet SYBAN (Systèmes de culture bananiers sans pesticide) en collaboration INRA/CIRAD/IRD/IRSTEA). Certains instituts de recherche regrettent le manque de **lieu d'assemblage des connaissances** (lieu de partage des conclusions des études) spécifiques à la filière banane.
- ⊙ Le PBD a par contre permis de formaliser une **collaboration entre les instituts de recherche** (CIRAD principalement) **et la filière** qui s'est traduite par la création de l'ITBAN/IT². Cet institut technique est le lieu de dialogue entre chercheurs et producteurs, et de gouvernance conjointe du programme de recherche appliquée du PBD1 (plateformes).
 - ▶ Le mode de gouvernance de l'IT², grâce à son conseil d'administration composé de représentants de la filière et à son conseil scientifique auquel participe le CIRAD, et plus récemment l'INRA à titre d'expert, a permis de **créer une convergence des visions** et une **meilleure adéquation entre travaux de recherche et besoins opérationnels de la production**. Cette organisation permet une bonne adaptation aux enjeux de la filière.
 - ▶ Ce maillon que constitue l'IT² a aussi permis une meilleure visibilité de l'utilisation des fonds privés (contribution des planteurs) par la recherche et l'accès à des fonds publics complémentaires (via les PDR).
 - ▶ Les acteurs interrogés reconnaissent **l'innovation organisationnelle** que représente la création de l'ITBAN pour la filière banane, qui a notamment inspiré la création des RITA dans d'autres filières.
- ⊙ Au-delà de la création de cette interface Recherche-Production, le **schéma de plateformes associant recherche appliquée, développement et expérimentation est très pertinent** pour répondre aux objectifs opérationnels du PBD. Dans les faits, le CIRAD et l'IT² qui sont associés sur ces outils, se répartissent les rôles entre amont et aval du processus de R&D (voir schéma ci-après). On peut noter que ce travail au niveau des plateformes permet d'envisager une expérimentation jusqu'au niveau de l'exploitation.

Figure 1 : Répartition des tâches entre structures au niveau de la plateforme de sélection (source : présentation CIRAD - Plateforme de sélection de nouvelles variétés de bananes dessert faite à l'occasion de l'entretien évaluatif le 20/03/14)

Schéma de sélection



Structuration de la plateforme de sélection



- L'efficacité (résultats par rapport aux moyens) de ce mode organisationnel est difficile à objectiver pour les deux axes travaillés :
 - ▶ *Au niveau de la recherche amont* : il n'est pas possible de distinguer les 2 thématiques de recherche, les données financières étant cumulées (17,9 M€ dépensés réellement par le CIRAD entre 2009 et 2013 pour les 2 actions en recherche amont - 1.A et 1.B) et les résultats propres à ce niveau de travaux.

- ▶ *Au niveau de la recherche variétale*, il semble difficile de trouver des éléments de comparaison permettant de positionner les résultats obtenus (1 variété potentiellement commercialisable en phase III : Cirad 925) au regard des moyens consacrés (6,1 M€ de dépenses réelles tous partenaires confondus² pour la plateforme SNV - 2.F – sur la seule période 2009-2013 et sans compter la recherche amont). En effet, des coûts équivalents de développement par des structures privées ou d'autres structures publiques ne sont pas connus. D'autre part, il est difficile de comparer avec des recherches variétales sur d'autres espèces, à cause des contraintes spécifiques du « matériel » banane (ex : stérilité du fruit).
 - ▶ *Au niveau des systèmes de culture innovants*, les résultats obtenus semblent beaucoup plus développés et opérationnels, avec une adaptation forte à la diversité des systèmes. Les moyens mis en œuvre restent importants (9 M€ de dépenses réelles tous partenaires confondus³ en ce qui concerne la plateforme SdCi – 2.E – sur la seule période 2009-2013 et sans compter la recherche amont), mais difficilement substituables ou comparables par une action privée.
- ⊙ A noter également les partenariats que l'IT² a noué avec d'autres acteurs, en marge du PBD : synergie avec les instituts métropolitains comme le CTIFL, conventions avec les Offices de l'Eau.

2.1.3 Q1-3 : Dans quelle mesure la recherche d'alternatives terrestres au traitement aérien a-t-elle contribué au développement de pratiques de traitement plus durables dans les bananeraies (Projet OPTIBAN) ?

- ⊙ Alors que les travaux du CIRAD visaient surtout à « traiter moins » (réduction des besoins de traitement), le projet de l'IRSTEA avait pour objectif de « traiter mieux » (amélioration des techniques de traitement).
- ⊙ Les travaux menés dans le cadre d'OPTIBAN ont permis de :
 - ▶ **Diminuer l'impact environnemental du traitement aérien** (limitation de la dérive, mise en place d'un système SIG de traçabilité et d'évitement des ZITA).
 - ▶ Amorcer la **recherche d'une solution de traitement terrestre**, même si aucune solution opérationnelle et généralisable n'est disponible actuellement. Cependant des protocoles de test (dérive, efficacité biologique, exposition applicateur) ont été mis en place permettant de tester les différentes solutions techniques utilisées par les planteurs.
- ⊙ **Les techniques de traitement ont été améliorées mais l'objectif d'obtention d'une solution terrestre durable n'est pas atteint** aujourd'hui ; 3 freins sont identifiés :
 - ▶ Un contexte réglementaire changeant : alors qu'OPTIBAN se plaçait en situation d'anticipation vis-à-vis d'un durcissement des conditions de traitement aérien en 2008, les efforts ont avant tout visé à optimiser ce mode de traitement. L'interdiction complète des traitements aériens étant actuellement avérée, **ce travail n'a donc finalement pas pu être vraiment valorisé, alors que les réalisations techniques ont été jugées probantes et efficaces.**
 - ▶ Une évolution des contraintes sanitaires imposées aux planteurs (arrivée de la cercosporiose noire et interdiction des traitements aériens) a modifié leur degré d'implication dans le projet et le contenu du cahier des charges imposé à l'IRSTEA.

² IT² et CIRAD avec la participation de fonds publics : FEDER InterReg, FEADER, Etat, collectivités locales

³ Idem.

Aucune solution opérationnelle n'est disponible aujourd'hui mais la nécessité de traiter incite les planteurs à utiliser des alternatives terrestres non maîtrisées (méconnaissance des impacts environnementaux et de sécurité de l'applicateur).

- ▶ La **complexité technique du projet** (innovation pratiquement totale) et le manque de connaissance de la filière locale par l'équipe projet sont des raisons ayant pu contribuer aux retards et délais pris par le projet. Le développement d'un système opérationnel n'est pas achevé (stade de développement de 7/9 sur une échelle TLR), et les planteurs interrogés doutent de l'opérationnalité à terme du dispositif.
 - ▶ Un manque de lien entre recherche et producteurs sur le champ de la mécanique, lié au manque de compétences dans ce domaine à l'IT², aujourd'hui beaucoup plus orienté sur le domaine agronomique. Cela a pu limiter les échanges et les remontées d'essai des producteurs pionniers et rendre plus opérationnelle la recherche de l'IRSTEA.
- ⊙ **Il faut relativiser le fait de ne pas avoir atteint les objectifs initiaux.** En effet, les difficultés rencontrées par le projet se placent dans un cadre de contraintes très fort :
 - ▶ Nécessité de développer une solution mécanisée dans un contexte de main d'œuvre coûteuse et dans une optique de protection des applicateurs,
 - ▶ Topographies des Antilles,
 - ▶ Non-adaptation des itinéraires techniques actuels aux passages d'éléments motorisés,
 - ▶ Spécificité du contexte antillais comparé à d'autres zones de production qui ne rencontrent pas le même système de contraintes.
 - ⊙ L'ensemble des difficultés semble avoir été sous-estimé dans un projet qui était initialement prévu pour durer 18 mois !
 - ⊙ **Cependant, le travail réalisé dans le cadre d'OPTIBAN a permis de débroussailler le dossier du traitement terrestre** et d'apporter une base scientifique rigoureuse pour la poursuite des travaux (brevetage d'une tête de pulvérisation spécifique). Il a contribué également à initier une démarche d'évaluation de la protection des applicateurs (projet REPHYBAN). Les protocoles de test définis vont permettre de tester les méthodes employées actuellement par les planteurs.
 - ⊙ Le projet OPTIBAN et ses différentes composantes, qui était tourné vers l'anticipation, doit maintenant se placer dans un cadre plus global :
 - ▶ Les leviers d'optimisation des modalités de traitement se sont reportés d'une solution mécanisée lourde, opérationnelle éventuellement à terme, vers des équipements individuels plus légers en fin de programme.
 - ▶ A partir d'une stratégie collective et d'une mise en œuvre mutualisée avec des traitements aériens, la **stratégie actuelle de traitement s'est en partie individualisée** (décision de traitement collective par avertissement et vente des produits ciblée aux périodes de traitement mais application individuelle) avec l'arrivée de la cercosporiose noire et l'absence d'alternatives au traitement aérien. Elle est parfois non maîtrisée du point de vue sanitaire (protection des acteurs), technique et environnemental.
 - ▶ **Certains producteurs sont en train de développer leur propre réponse**, avec des quads et des engins motorisés 8 roues, mais avec une application « par-dessous », qui est en train d'être évalué par le programme REPHYBAN.
 - ▶ Il s'agit à l'avenir de repenser une stratégie à la fois collective pour les producteurs ne pouvant s'équiper en traitement mécanisé, et individuelle pour certains, le tout dans un objectif de mise en œuvre efficace et sécurisée pour les applicateurs.
 - ⊙ Certains acteurs interviewés conviennent cependant que le traitement terrestre semble a priori moins efficace que le traitement aérien. Même si l'arrêt des traitements aériens répond à une demande sociétale et que celui-ci semble condamné, les impacts du traitement terrestre sembleraient plus défavorables :

- ▶ D'un point de vue environnemental et économique : l'efficacité du traitement au sol est moindre (volume épandu plus important > 15l/ha, temps de traitement à l'hectare plus important 4 ha/h au lieu de 35 ha/h), cela nécessite donc davantage de produits, en plus d'un équipement spécifique pour chaque exploitation, il sera donc plus coûteux.
- ▶ D'un point de vue social : la sécurité de l'applicateur est une inquiétude partagée.

2.1.4 Q1-4 : En quoi le programme Interreg IV Caraïbe a-t-il permis des synergies en termes de recherche et développement dans l'espace Caraïbes ? En quoi a-t-il permis une évolution des pratiques culturales dans cet espace géographique ?

- Dans le cadre du programme INTERREG IV, des acteurs caribéens ont été impliqués dans les travaux d'amélioration et de diffusion des pratiques culturales en bananeraie :
 - ▶ Des instituts de recherche : INISAV (Institut de Recherche en Santé du Végétal)
 - ▶ Des organisations de producteurs : ADOBANANO, WINFA, COOPABANDO...
- La coopération sur cet espace a permis de :
 - ▶ Mieux appréhender la situation sanitaire de la Caraïbe et de mieux connaître la cercosporiose noire déjà installée là-bas et les pratiques de lutte utilisées,
 - ▶ Tester des systèmes de cultures nouveaux dans des conditions d'exploitation différentes des Antilles françaises et des variétés résistantes à la cercosporiose dans des conditions de pression parasitaire plus importante.
 - Le retour d'expérience permet d'enrichir les éléments d'analyse des systèmes de cultures testés,
 - Le développement d'hybrides sur les Winwards permet de limiter les foyers de contamination.
 - ▶ Valoriser les expertises et savoirs faire acquis aux Antilles dans d'autres contextes et diffuser des techniques innovantes qui contribuent à réduire l'utilisation des produits phyto-pharmaceutiques dans ces territoires (en République dominicaine). Ceci est d'autant plus vrai que le conseil technique et l'expertise sont inexistantes en dehors du conseil des firmes phytosanitaires.
 - ▶ Identifier de nouvelles pratiques et systèmes de culture (test actuellement d'un prototype de système de cultures en Martinique, après identification et évaluation en République Dominicaine).
- On peut émettre des réserves sur la traduction opérationnelle de ces échanges. En effet, dans les pays voisins, il est difficile d'observer des changements de pratiques, dans la mesure où :
 - ▶ La production de bananes, hormis la République Dominicaine (200 à 300 kt/an), s'est effondrée avec l'arrivée la cercosporiose noire dans la plupart des îles voisines

Figure 2 : Evolution des volumes importés par l'UE en milliers de tonnes (source CIRAD-PERSYST)

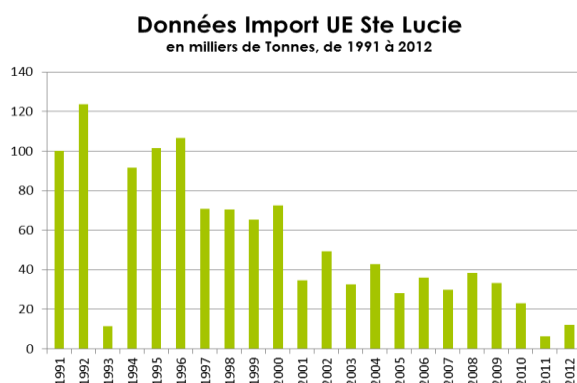
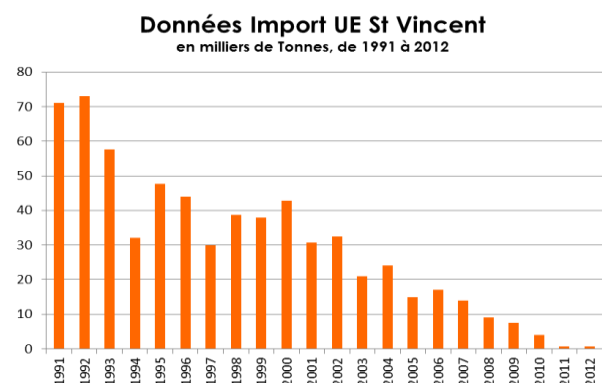


Figure 3 : Evolution des volumes importés par l'UE en milliers de tonnes (source CIRAD-PERSYST)



- ▶ La propagation de la maladie ne semble pas avoir été ralentie par les efforts de coopération, qui ont été tardifs au regard des évènements observés (démarrage du projet en 2010),
- ▶ Le système de développement et de diffusion des pratiques est beaucoup plus sommaire que dans les Antilles françaises,
- ▶ Les itinéraires techniques locaux utilisent peu d'intrants, (sauf en République Dominicaine où la fréquence de traitement est élevée) faute de moyens économiques et ne semblent pas adaptés à l'adoption de moyens innovants parfois coûteux.

2.1.5 Synthèse Q1

- Les travaux de recherche sur l'amélioration technique de la production de banane sont bien antérieurs au démarrage effectif du PBD et les résultats obtenus sur la période l'ont été grâce aux efforts fournis depuis de nombreuses années, notamment par la recherche « amont ».
- **On peut pourtant reconnaître que le PBD1 a permis de maintenir le processus de recherche et développement et de concentrer les efforts vers plus d'opérationnalité dans les solutions techniques innovantes proposées.**
 - ▶ En effet, un des atouts du PBD1 a été de confronter les concepts et travaux scientifiques avec les besoins et le pragmatisme de la production. Le chemin parcouru par chacun des acteurs, l'évolution de leurs visions, permettent aujourd'hui de partager un certain nombre d'objectifs et de travailler dans la même direction.
 - ▶ En ce sens, l'IT² est l'outil permettant le dialogue entre ces 2 univers. Il est jugé par un certain nombre d'acteurs (principalement de la filière) comme la **principale réussite du PBD1**. La formalisation d'une collaboration efficace entre recherche et filière a permis d'accélérer le **développement d'innovations plus opérationnelles**
 - ▶ Les acteurs de la recherche mettent en avant que cette innovation organisationnelle (plateforme) représente une première pour :
 - Le secteur bananier (à l'échelle mondiale selon le CIRAD)
 - Les Antilles (qui a inspiré la mise en place de Réseaux d'Innovation et de Transfert Agricole (RITA) dans chaque DOM)
- La pertinence de certains programmes (OPTIBAN) pourrait être remise en cause a posteriori, avec une évolution des enjeux durant le programme (arrivée de la cercosporiose noire, arrêt du traitement aérien). On peut se poser la question de l'anticipation de ces évolutions qui étaient largement pressenties par les acteurs en place.
- Globalement, la mobilisation de la recherche a été orientée vers une plus grande **durabilité environnementale** (concentrée toutefois sur la réduction de l'usage de produits phytosanitaires, sans s'intéresser à d'autres aspects environnementaux, comme la consommation énergétique par exemple), sans prendre en compte les 2 autres volets, économique et social.
- Il faut également s'interroger sur l'optimisation des synergies entre acteurs de la recherche et se demander si une plus grande diversité d'acteurs aurait amené à plus de résultats opérationnels.

2.2 Q2 : Le Plan Banane Durable n°1 a-t-il permis une diffusion des résultats de la recherche et un transfert de compétences à tous les planteurs ? (axes 2 et 3)

2.2.1 Q2-1 : Quelles innovations techniques l'IT² et les organisations de producteurs (OP) ont-ils permis de transférer aux planteurs ? Quels modes de transfert ont été mobilisés, et parmi ceux-ci, lesquels sont les plus efficaces ? Les moyens mobilisés par et pour l'IT² et les OP sont-ils en adéquation avec les résultats obtenus ?

- ⊙ Les innovations techniques transférées sont issues des travaux de recherche initiés au niveau du PBD (plantes de service), mais aussi des innovations moins récentes, dont la diffusion avait déjà été initiée.
- ⊙ Un zoom peut être fait sur 3 types d'évolution culturelle provenant directement ou indirectement du travail de la recherche :
 - ▶ L'utilisation combinée de jachères assainissantes et de vitroplants semble avoir été acquise avant le PBD, celui-ci ayant plus joué en termes d'aide à l'investissement (cf. partie 4.4 du bilan) pour stimuler les replantations en vitroplants (plus de 90% des plantations a priori en Guadeloupe)
 - ▶ Le piégeage biologique des charançons a continué à progresser en Martinique et de manière plus réduite en Guadeloupe (mais on peut s'interroger sur la généralisation de cette pratique alors qu'elle ne dispose pas d'Autorisation de Mise sur le Marché)
 - ▶ C'est au niveau des plantes de services, que la pratique s'est le plus diffusée, avec un fort développement en Martinique et beaucoup plus limité en Guadeloupe. Plusieurs explications peuvent être avancées (voir partie 4.4 du bilan) : manque d'implication des fournisseurs en Guadeloupe (jusqu'en 2014), priorités hétérogènes entre îles, pratique de la rotation canne/banane....

Figure 4 : Evolution des surfaces de plantes de couverture (en ha) et du nombre de producteurs concernés (source : BANAMART et IT²)

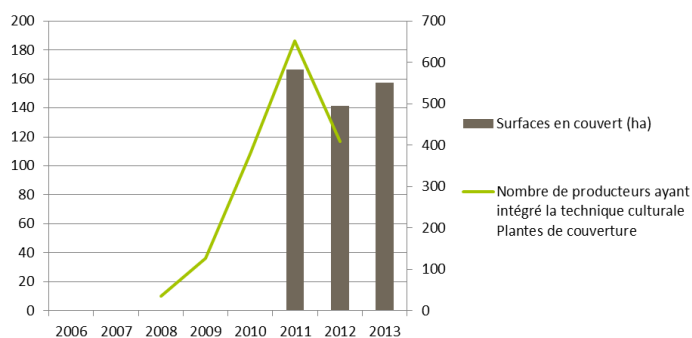
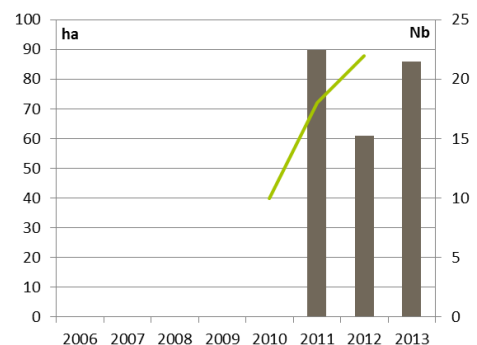


Figure 5 : Evolution du nombre de producteurs et de la surface concernée par les plantes de couverture en Guadeloupe (source : LPG et IT²)



- ⊙ Les modes de transferts et de diffusion initialement prévus s'appuyaient sur les moyens de l'IT² en synergie avec les OP. Après la création de l'IT², les acteurs ont choisi de privilégier une diffusion en 2 temps :
 - ▶ Premier temps : diffusion des innovations issues de la recherche de l'IT² vers les techniciens des OP. A ce stade, l'IT² conçoit des outils de communication et de vulgarisation à destination des planteurs (ex : Manuel du planteur),

- ▶ Deuxième temps : transfert des pratiques et des connaissances des OP vers les producteurs.
- ⊙ Cette évolution s'explique par la volonté d'adapter les modes de transferts au regard des moyens humains limités de l'IT².
- ⊙ Les modalités de transferts ont compris plusieurs vecteurs :
 - ▶ Envoi de document de vulgarisation à l'ensemble des producteurs, notamment diffusion des notes techniques et des comptes rendus d'atelier via le trait d'union hebdomadaire de l'UGPBAN ou via les casiers des planteurs et publication d'une lettre trimestrielle du PBD Caraïbes
 - ▶ Encadrement individuel réalisé par les OP,
 - ▶ Journées techniques de l'IT²,
 - ▶ Formations réalisées avec des spécialistes de l'agriculture de conservation,
 - ▶ Démonstrations dans le cadre du réseau de fermes DEPHY bananes,
 - ▶ Démonstration également menées en partenariat avec l'IT² : ateliers de mise en place de plantes de couverture,
 - ▶ Formations collectives dont les modules sont réalisés ou conçus par l'IT² et les OP, vers les techniciens d'OP (y compris de l'espace caribéen) et vers les producteurs.
- ⊙ Les 40 entretiens avec les producteurs de banane convergent vers une **satisfaction globale des modes de diffusion qui semblent à la portée de tous**. Quelques voix minoritaires s'expriment pour un plus grand nombre de réunions sur le terrain.
- ⊙ Concernant l'efficacité de cette diffusion, il est difficile d'isoler les budgets propres et les moyens engagés spécifiques par les OP et l'IT², qui impliquent l'ensemble de leur personnel technique.

2.2.2 Q2-2 : Quelles sont les caractéristiques des planteurs bénéficiaires de ce transfert de compétences et de connaissances ? Les modalités de diffusion de l'innovation sont-elles adaptées à la diversité des planteurs et des spécificités qu'ils incarnent ?

- ⊙ **Tous les planteurs interrogés, quel que soit leur taille**, leur situation géographique, leur âge, les conditions de culture, **sont les bénéficiaires de l'ensemble des vecteurs de diffusion précédemment décrits**. Les efforts de diffusion, les formations, informations sont jugées pertinents et faciles d'accès, quel que soit la population interrogée. Tous, sauf quelques exceptions, jugent ce transfert à leur portée.
- ⊙ Ils admettent être très informés sur toutes les voies de progrès techniques possibles. La suite ne relève que du passage à l'acte individuel.
- ⊙ Tous disent avoir été formés à la reconnaissance de la cercosporiose noire et au coupe feuilles, et se disent relativement confiants dans leur capacité à contrôler la maladie.
- ⊙ Au final, les producteurs les plus importants perçoivent une plus faible plus-value de cette information, car ils ont acquis un niveau technique généralement plus avancé, et sont eux-mêmes sources d'innovation.

2.2.3 Q2-3 : Dans quelle mesure le développement de références technico-économiques, la conduite d'expérimentations et la diffusion de leurs résultats aux planteurs et prescripteurs ont-ils été appropriées par ces derniers, et constituent-ils pour eux une aide à la décision ?

- ⊙ Alors que des expérimentations ont été développées, que des résultats techniques ont été produits, **il n'existe pas de références technico-économiques sur les nouveaux systèmes** (et même sur les systèmes traditionnels !). Techniquement, les améliorations semblent sensibles. Dans le cas des plantes de service les observations sont nettes, les cultures se portent mieux, mais aucun chiffre n'est avancé sur les incidences en termes de rendement. Economiquement, les charges semblent moindres.
- ⊙ Les **moyens déployés par l'IT² et les OP semblent très importants au regard des changements de pratiques réels** qui dépendent également d'autres facteurs : inadéquation de l'exploitation aux nouveaux itinéraires techniques (pentes), manque de main d'œuvre...
- ⊙ Alors que tous les planteurs peuvent adopter ces nouvelles méthodes, avec une technicité accessible à tous avec l'accompagnement des services techniques, on peut citer également l'inertie de certains planteurs qui hésitent à passer à l'acte (plantes de couverture notamment), mais qui n'est pas forcément une question de taille.
- ⊙ Cette inertie pourrait être réduite si une **aide à la décision s'appuyait sur un argumentaire technico-économique plus solide**. Dans ce domaine, il faut noter les travaux du CIRAD (Observatoire des Marchés - PERSYST), mais aussi la production d'un logiciel BANAMARGE 2.0 (coproduction INRA/CIRAD) paru en 2010, dont aucun interlocuteur n'a fait référence lors d'entretiens.

2.2.4 Q2-4 : Le mode de gouvernance et le fonctionnement de l'IT² qui ont été mis en œuvre sont-ils adaptés aux objectifs attendus ?

- ⊙ La gouvernance de l'IT² s'appuie sur le fonctionnement de 2 organes distincts :
 - ▶ Un conseil d'administration décisionnel uniquement composé de représentants de la filière et 1 membre de l'ACTA,
 - ▶ Un conseil scientifique, qui a un rôle consultatif et de propositions d'orientations techniques, composé de 6 membres issus de la recherche (CIRAD, l'INRA, AgroParisTech),
 - ▶ 2 comités techniques opérationnels ont été créés (1 par plateforme) et complètent le schéma de gouvernance actuel.
- ⊙ Cette gouvernance reflète une volonté forte de la profession de piloter l'institut technique, avec un **souci d'opérationnalité fort**. Cette orientation favorise la diffusion de travaux de la recherche vers le terrain, mais peut limiter les développements à plus faible retour sur investissement immédiat.
- ⊙ Le conseil scientifique est déterminant pour les orientations de recherche. Il constitue un lieu d'échange intéressant : quand les résultats sont validés, l'innovation est proposée au développement par les OP. Cela contribue à une répartition des rôles assez claire entre IT² et les OP.

2.2.5 Q2-5 : Quelle plus-value effective les activités internationales de l'IT² ont-elles apporté à la filière antillaise ?

- ⊙ La plus-value peut-être perçue dans 2 sens : en tant que bénéficiaire, mais aussi en tant que pourvoyeur à destination de partenaires techniques.
- ⊙ A priori, les bénéfices de la collaboration sont unidirectionnels vers les Winwards. En effet, les apports pour la filière antillaise **sont limités** à une meilleure connaissance de la situation sanitaire dans ces pays (cercosporiose noire) et quelques échanges de bonnes pratiques.
- ⊙ Les échanges avec la République Dominicaine semblent intenses (4 par an) et plus riches techniquement, notamment pour le CIRAD, qui possède un poste à temps plein sur ce pays.
- ⊙ Alors que des rencontres ont été organisées dans le cadre d'INTERREG, les échanges entre les OP caribéennes et l'IT² semblent difficiles à entretenir dans le temps.

2.2.6 Q2-6 : Quels ont été les effets des formations dispensées auprès des planteurs sur l'amélioration de leurs pratiques culturales ?

- ⊙ Différents types de formation ont été dispensés par les OP en lien avec les pratiques culturales, pour les salariés et les chefs d'exploitation : effeuillage et connaissance de la cercosporiose noire, optimisation du traitement terrestre, réussite de la culture des vitroplants, optimisation de la fertilisation.
 - ▶ Les producteurs interrogés ont pratiquement tous été bénéficiaires de la formation à l'effeuillage, dispensée par le CIRAD et l'IT². Les effets sont bien sûr différents d'un producteur à l'autre, mais un sentiment général se dégage. Les producteurs reconnaissent la plus-value de cette formation, **intègrent les recommandations enseignées** (reconnaissance de la maladie, amélioration de la technique d'effeuillage), avec un effet induit de plus grande confiance dans leur capacité à maîtriser la maladie.
 - ▶ Sur l'optimisation du traitement terrestre, il existe **un écart entre les pratiques et outils recommandés** (utilisation d'un atomiseur + kit permettant de positionner la lance en arrière et d'éviter à l'applicateur de traverser le nuage de produit) et **les pratiques réelles post-formation** chez un certain nombre de producteurs (source : entretiens planteurs).
 - ▶ Quant aux formations sur l'utilisation de canons, nécessitant un réseau de traces plus important, celle-ci semble **avoir été suivie d'effets**, avec des producteurs qui réinvestissent dans la voirie, qui s'équipent et qui modifient leurs pratiques culturales.
 - ▶ Enfin, la diffusion de nouvelles pratiques culturales (comme les plantes de service) passent également par des moments collectifs d'information (réunion sur les exploitations, les parcelles d'essais), qui peuvent s'apparenter à des formations. Comme énoncé précédemment, le passage à l'acte semble moins important, sauf s'il est accompagné d'un accompagnement individuel.
- ⊙ A noter qu'en Guadeloupe, même s'ils ont assisté à des ateliers ou formations sur les plantes de service, tous ne les utilisent pas, notamment pour les raisons évoquées suivantes :
 - ▶ les **plantes ne sont pas toujours adaptées à leurs conditions pédo-climatiques** (impatiens utilisable principalement dans les zones humides, petit-mouron peu adapté en Grande Terre qui possède un climat trop sec),
 - ▶ il n'y a **pas assez de plants disponibles** pour recouvrir rapidement toute une parcelle et avoir un impact significatif sur l'utilisation d'herbicides,
 - ▶ l'entretien des plantes de couvertures nécessite une **organisation de la main d'œuvre** qui n'est pas forcément simple à gérer dans les grands domaines (nécessité de pratiquer

un désherbage sélectif pour permettre à la plante de couverture de s'installer correctement).

2.2.7 Q2-7 : La conception du cahier des charges BANAGAP a-t-elle permis la construction d'un référentiel commun à l'ensemble des acteurs de la filière ? En quoi BANAGAP a-t-il permis de répondre aux objectifs environnementaux, sociaux et économiques du Plan Banane Durable n°1 ? Le coût de la certification est-il compensé par une meilleure valorisation des produits auprès des distributeurs ? Un alignement du cahier des charges sur des normes déjà connues aurait-il été envisageable et, le cas échéant, plus pertinent ?

- ⊙ L'élaboration du cahier des charges BANAG.A.P. a permis de formaliser une démarche de certification globale des exploitations. Différents objectifs étaient sous-tendus par cette démarche :

 - ▶ Homogénéiser les pratiques (notamment en termes de traçabilité, de sécurité, d'impact sur l'environnement...), en stimulant l'excellence, tout en étant compatible avec d'autres certifications (CERTIPHYTO)
 - ▶ maintenir l'accès à tous les marchés, avec un socle de référentiel (GLOBALG.A.P.) mondialement reconnu
 - ▶ adapter ce référentiel aux spécificités de la filière (améliorer la lisibilité du référentiel GLOBAL GAP pour les planteurs en ciblant uniquement les points concernant la banane)

- ⊙ Cela a abouti à l'élaboration d'un référentiel technique poussé (256 points de contrôle pour la version 4, simplifié en 189 points pour la version 5 en vigueur actuellement) qui a été promu par les OP. Alors que la mise en place au niveau des exploitations semble avoir atteint un palier, en ne touchant que **20 à 30 % des producteurs** (les plus importants) et **80% de la production**, nous pouvons noter un niveau d'adhésion différent selon les acteurs de la filière :

 - ▶ le cœur de cible effective, comme on vient de le voir, est représenté par les exploitations dépassant les 500 t/an
 - ▶ pour les exploitations plus petites, la certification est plutôt vue comme une contrainte, avec une validation partielle du référentiel, et une mise en place difficile du système de documentation. Ce sont finalement surtout les exploitations de taille intermédiaire (dès 1 salarié) qui ont le plus de difficulté à être certifiées à cause de difficultés économiques et organisationnelles.
 - ▶ les OP et l'IT² qui sont les promoteurs de cette certification
 - ▶ l'UGPBAN qui devrait l'utiliser au niveau de ces clients
 - ▶ les distributeurs qui ne semblent pas unanimement considérer la certification comme indispensable pour l'accès au marché français (moins vrai pour l'UE ou certains distributeurs comme Carrefour, qui demandent parfois une certification GLOBALGAP ou équivalente). Ils connaissent très mal le contenu de BANAGAP.

- ⊙ Ainsi, le respect du cahier des charges BANAGAP n'apporte **aucune plus-value au niveau du marché**. Cela a pu assurer l'accès à certains marchés nécessitant une certification GLOBAL GAP grâce à l'équivalence reconnue officiellement.

- ⊙ BANAGAP est finalement surtout un **outil de système qualité**, visant à améliorer les pratiques de chaque entreprise et recherchant la performance globale de la structure. Les apports de la certification ont été importants dans ce sens et ont essentiellement porté sur l'amélioration du management interne et des conditions de travail, une meilleure formation à l'hygiène et

l'amélioration de la traçabilité. Par ailleurs, l'implication forte des producteurs dans l'élaboration du cahier des charges a permis une appropriation concrète de la certification par les professionnels. Mais il y a donc une déconnexion forte entre les motivations initiales communiquées et la réalité du marché.

- ⊙ Cependant, en ce qui concerne l'accès au marché, **un alignement uniquement sur GLOBALGAP aurait été suffisant**. Actuellement, la filière s'oriente sur un autre type de cahier des charges collectif, l'IGP, avec également une reconnaissance de ressemblance GLOBALGAP pour répondre à 2 types d'acteurs différents : les distributeurs (GLOBALGAP) et les consommateurs (IGP).

2.2.8 Q2-8 : De quelle manière la réalisation de diagnostics environnementaux de la filière (bilan carbone et analyse de cycle de vie) a-t-elle permis d'établir en conséquence des plans de progression partagés par l'ensemble des acteurs et d'améliorer la durabilité environnementale de la filière via des actions concrètes ?

- ⊙ Un bilan carbone et une ACV de la filière banane, visant à mieux connaître les impacts environnementaux de la production de banane, ont été réalisés au démarrage du PBD afin d'initier un état « zéro » et de pouvoir mesurer ensuite sur la durée les effets des évolutions de pratiques.
 - ▶ Ces évaluations environnementales ont été confrontées aux difficultés liées à l'adaptation de la méthode à la situation environnementale spécifique des DOM (types de sols, milieu insulaire...). Le travail a fait l'objet d'une revue critique par le CEMAGREF/IRSTEA, comme il est d'usage pour comparer avec d'autres ACV, et la remise en cause scientifique de la méthodologie employée a freiné sa valorisation concrète et sa traduction en plan de progrès.
 - ▶ Par ailleurs, du fait du retard pris par l'affichage carbone dans la distribution, le bilan carbone n'a pas été valorisé pleinement.
- ⊙ Malgré l'absence de formalisation de plan de progrès, des apports concrets issus de ces diagnostics sont évoqués par les acteurs :
 - ▶ Une **meilleure connaissance de l'impact de l'azote** qui a conduit le CIRAD à s'interroger sur la fertilisation et le rôle que peuvent jouer les plantes de services sur les niveaux d'intrants azotés. Un déploiement de moyens humains est prévu sur le sujet.
 - ▶ La mise en place de pratiques plus respectueuses :
 - Utilisation de plastiques biodégradables et collecte des déchets
 - Développement des équipements de traitement à bas volume,
 - Généralisation de pratiques de fertilisation plus respectueuses (fractionnement des apports d'azote, substitution par des matières organiques) grâce à la formation des producteurs, en Guadeloupe.
 - Mise en place de campagne de détection de produits phytosanitaires dans les eaux et suivi dans les eaux souterraines
- ⊙ Nous pouvons rajouter à ces apports, **l'intérêt de cette première approche pour anticiper des problématiques d'affichage environnemental**. Cela a permis de mieux connaître les principaux postes responsables de production de CO₂ : fertilisation (30%), transport (32%) et emballages (19%)⁴.

⁴ Réalisation d'un bilan carbone de la filière banane en Guadeloupe et Martinique, UGPBAN, 2009 – p 44

- ⊙ Bien que ces actions contribuent, à leur échelle, à améliorer la durabilité environnementale de la filière, l'impact de ces diagnostics reste faible. Une réunion de restitution des conclusions a été prévue mais a priori, très peu de producteurs connaissent l'existence de ces travaux et aucun n'a conscience des actions concrètes qui ont pu en découler (source : entretiens planteurs). **Aucun plan d'action ou de progression partagé n'a découlé directement de ces travaux**, même si **des initiatives passées ou concomitantes** de la filière vont dans un sens positif (actions sur les déchets, agriculture de conservation...). Les conclusions de ces diagnostics et **les actions mises en place** ont surtout été appréhendés par **l'IT²** qui a réalisé en 2012 une synthèse des actions en lien avec ces diagnostics.
- ⊙ On **peut donc s'interroger sur la pertinence** a posteriori de ces outils dans la mesure où la valorisation interne et externe constatée a été faible et où aucune logique d'action formalisée et communiquée n'a été démontrée après les premiers travaux (d'où une difficulté à relier les actions et les impacts mesurés).

 - ▶ Cependant, comme prévu initialement, une 2^{ème} ACV sera tout de même réalisée en situation finale du PBD1 grâce à l'acquisition d'un logiciel permettant à la filière de réaliser elle-même une ACV annuelle. Elle devrait servir d'indicateur de suivi dans ce domaine et être l'objet d'un plan de progrès présenté aux conseils d'administration des OP. Quid d'une valorisation externe ?

2.2.9 Synthèse Q2

- ⊙ La filière, au travers du PBD, s'est dotée de **moyens importants** pour assurer une **courroie de transmission entre les résultats de la recherche et les planteurs**. Cela s'est traduit notamment par la **création de l'IT²** et une action synergique entre CIRAD, IT² et OP. Cette action a été « universaliste » et semble avoir **touché l'ensemble des producteurs**, qui reconnaissent la bonne accessibilité à l'information.
- ⊙ On peut noter, à ce niveau le rôle important du PBD pour **unifier le discours entre les 2 îles via un institut technique commun (IT²)**.
- ⊙ **La formation à l'effeuillage** qui a pratiquement touché tout le monde a notamment permis aux producteurs de faire face à la maladie plus sereinement.
- ⊙ Même si les producteurs ont eu accès à l'information, ont amélioré leurs compétences, **le passage à l'acte a été partiel**, notamment en Guadeloupe. Au-delà d'un net retard des changements de pratiques lié à des logiques différentes et d'une certaine inertie individuelle à appliquer des innovations, un problème d'adaptation des solutions techniques a été évoqué par les planteurs guadeloupéens (espèces de plantes de couverture).
- ⊙ Le bilan est plus mitigé concernant la certification, où on peut **s'interroger sur la pertinence de BANAG.A.P.** (par rapport à GLOBALG.A.P.), avec un ticket d'entrée élevé (nombreux points de contrôle, procédures administratives lourdes) qui l'a réservé aux exploitations les plus importantes. La cible de 100% de producteurs certifiés était clairement trop ambitieuse.
- ⊙ Les diagnostics environnementaux ont eu peu d'impact sur le fonctionnement de la filière, avec des outils qui restent **complexes, peu valorisés** et qui n'ont pas été suivis de plans d'action.

2.3 Q3 : Les mesures d'accompagnement des planteurs ont-elles permis un maintien de la production et une modernisation des exploitations, tout en favorisant la protection de l'environnement (axe 4) ?

2.3.1 Q3-1 : L'intégration de mesures des PDR dans le Plan Banane Durable n°1, et en particulier des mesures ICHN, MAET et de modernisation des exploitations, s'est-elle traduite par une meilleure cohérence d'ensemble de ces dispositifs pour la filière? Quel en a été l'impact pour la filière ?

- L'intégration des mesures investissements, ICHN et MAE du PDR dans le PBD s'est traduite par la définition d'une ligne directrice commune à l'ensemble de la filière, mais avec des adaptations différentes entre les 2 îles.
Il faut cependant avoir un regard différent entre soutiens aux investissements (mesures 121 et 125) et mesures surfaciques (211 et 214).

Mesures liées aux investissements

- Cette « guideline » a été particulièrement importante pour les choix des investissements éligibles et leur **mise en cohérence avec les objectifs globaux du Plan Banane Durable** :
 - ▶ L'accent sur les VP (arrêt du financement des plantations classiques) cherchait à réduire la pression sanitaire sur les cultures,
 - ▶ la priorisation de la modernisation des hangars devait contribuer à l'amélioration de la qualité,
 - ▶ le financement de l'irrigation et du drainage devait permettre de maintenir voire développer la compétitivité,
 - ▶ le financement de voiries/traces devait améliorer la compétitivité, mais aussi renforcer les capacités d'adaptation au développement du traitement terrestre.
 - ▶ les seuls matériels financés ont été les moyens de lutte contre la cercosporiose et d'entretien des haies (favorable à une biodiversité fonctionnelle),
 Ainsi, par rapport au DOCUP, la **diversité des investissements éligibles a été fortement restreinte** (arrêt de financement d'engins motorisés par exemple).
- Cette sélectivité a été **renforcée, surtout en Martinique, par une faible disponibilité des fonds d'aide à l'investissement pour la filière.**
- L'intégration de ces mesures 121 et 125 et la priorisation apportée sur un nombre restreint d'investissements a eu plusieurs effets sur la filière :
 - ▶ ce ciblage a limité, notamment en Martinique, l'accès aux financements pour les planteurs, reportant pour ceux qui le pouvaient, vers la défiscalisation (notamment pour le matériel roulant),
 - ▶ cela a entraîné une **sous-consommation de soutiens publics** en Martinique, qui a pu se traduire par un **sous-investissement dans les exploitations qui ne sont pas orientées vers la défiscalisation**. Les aides à l'investissement ont été fortement concentrées sur les plus grosses exploitations (75% des montants éligibles ont concerné 11% des exploitations et 48% de la SAU).
L'ouverture, à mi-parcours, des types d'investissements éligibles a permis de combler en partie ce retard.

- *D'autres facteurs expliquent ce sous-investissement en Martinique, qui a pu être observé lors d'entretiens avec les planteurs en Martinique (< 20 ha) :*
 - Une moindre disponibilité initiale de fonds, qui a envoyé un message négatif aux producteurs,
 - Une absence de portage financier par l'OP (contrairement à la Guadeloupe) qui a limité l'accès aux aides. Les planteurs sont souvent désarmés face à des problèmes de délais d'instruction et de paiement et à une complexité administrative parfois trop forte pour eux.
- ▶ En Guadeloupe, on constate également une sous-consommation par rapport au prévisionnel, mais qui semble liée à une prolongation du DOCUP au démarrage du PBD, qui a induit un décalage des soutiens sur une période post-2013 (d'où une consommation en 2014 voire 2015). Par contre l'ensemble des producteurs guadeloupéens ont bénéficié d'un soutien à l'investissement.
- ⊙ Un des principaux impacts constatés concerne le **financement des plantations avec l'emploi très majoritaire de VP dans les plantations**. Il faut relativiser ce raisonnement en Martinique, avec :
 - des VP qui n'ont pas été forcément financés par le PBD (66% des VP non financés par le PDR selon BANAMART), avec un recours parfois à la défiscalisation,
 - quelques surfaces en plantation classique qui persistent.
- ⊙ Au vu des données disponibles et des délais de réalisation de la mission d'évaluation, il n'a pas été possible d'approfondir davantage l'analyse des investissements réalisés par les planteurs et leurs effets sur la qualité de leur production. Cette analyse pourrait permettre d'éventuellement réorienter les investissements éligibles voire les cibles des subventions des mesures 121 et 125.

Mesures liée aux surfaces

- ⊙ Pour l'ICHN, qui reste une mesure de masse, on constate une **moins forte pertinence de cette intégration**, hormis le fait de regrouper toutes les aides au sein d'un même programme (recherche d'une meilleure lisibilité). On peut à la rigueur accorder une certaine cohérence, dans la mesure où l'ICHN contribue à maintenir des producteurs en zone de montagne, et donc participe au maintien du niveau de production.
- ⊙ Pour les MAEt, celles-ci ont pu contribuer, de par leur nature, à réduire les impacts environnementaux de la filière. Même si l'on a pu observer en Guadeloupe une bonification de l'aide à l'investissement de 5% pour les bénéficiaires de MAE, leur mise en synergie avec l'ensemble du PBD et les autres mesures semble limitée. On peut regretter le fait que la mise en place de plantes de services ne relève pas d'un financement de type MAEt.
- ⊙ Sur ces mesures surfaciques, nous ne pouvons déterminer un impact spécifique lié à leur intégration dans le PBD. A priori, sans le PBD, nous aurions observé les mêmes effets.

2.3.2 Q3-2 : Les critères d'éligibilité aux mesures d'accompagnement sont-ils pertinents et vont-ils dans le sens d'un développement durable de la production ?

- ⊙ Pour les mesures surfaciques (ICHN et MAE), l'accès à la mesure n'est ouvert qu'aux sociétés dont le capital est détenu en majorité par l'exploitant.
 - ▶ En Martinique, cela restreint fortement l'accès aux aides à ce type de société. Cela pourrait nuire aux développements de pratiques plus durables (pour les MAE).

Cependant, aux dires des acteurs de la filière, cette restriction ne pénalise pas la mise en œuvre effective de ces pratiques.

- ▶ Le problème n'est pas le même en Guadeloupe avec une dissociation des sociétés entre le foncier (GFA) et l'exploitation.
- ⊙ D'autres critères d'éligibilité peuvent être appréhendés :
 - ▶ Taille maximum pour financer les stations de conditionnement en Martinique (300 t au départ, puis 500 t) :
 - L'objectif était de favoriser la modernisation des plus petites exploitations et contribuer au maintien à terme des plus petites structures. Cela correspond à l'objectif social et économique du PBD. Ce critère semblait donc pertinent.
 - Au final, les réalisations n'ont pas été au rendez-vous, et il faut s'interroger sur les raisons de cet échec, qui sont peut-être plus liées à des priorisations d'investissement sur d'autres parties de l'exploitation, et à un taux d'aide qui n'était pas assez attractif.
 - ▶ Taux différentiels d'intervention en fonction de la superficie (seuil à 19 ha) en Guadeloupe, favorisant les plus petites exploitations.
 - Les objectifs étaient les mêmes qu'en Martinique et sont pertinents au regard du développement durable de la filière,
 - Contrairement à la Martinique, cela n'a pas entraîné de sous-consommation, avec des taux d'intervention globalement plus importants.

2.3.3 Q3-3 : Quels ont été les impacts environnementaux et économiques de l'utilisation généralisée de vitroplants ? Quelle est la viabilité économique de cette pratique à moyen et long termes ?

- ⊙ Il est difficile de mesurer l'impact des vitroplants seuls, qui n'est pas ou mal dimensionné par les fournisseurs. Les principaux effets sont les suivants :
 - ▶ *Impacts environnementaux :*
 - Baisse des consommations de produits phytosanitaires (nématocides) pour contrôler le parasitisme tellurique (d'après les fournisseurs de vitroplants, passage de 35 à 8 kg de MA/ha... mais ne correspondant plus aux standards actuels qui sont beaucoup plus bas).
 - ▶ *Impacts économiques :*
 - Homogénéité du niveau de développement des plants sur la parcelle permettant de grouper les travaux au champ et de réduire leur coût,
 - Orientation de la production vers les périodes de commercialisation les plus intéressantes en matière de prix de vente,
 - Réduction de l'achat de produits phytosanitaires notamment les nématocides,
 - Surcoût à la plantation difficile à évaluer : le coût d'achat des VP est de 4000€ / ha alors que les plantations traditionnelles représentent surtout des coûts de main d'œuvre.
- ⊙ Globalement, la généralisation de l'emploi de vitroplants a contribué à **améliorer la performance environnementale et économique de la filière.**

Figure 6 : Evolution de l'IFT/ha en Martinique pour les nématicides (source IT2)

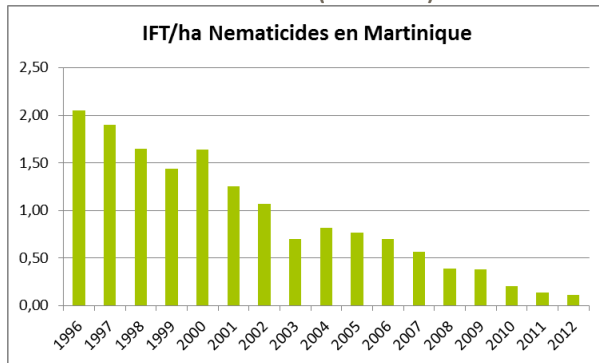
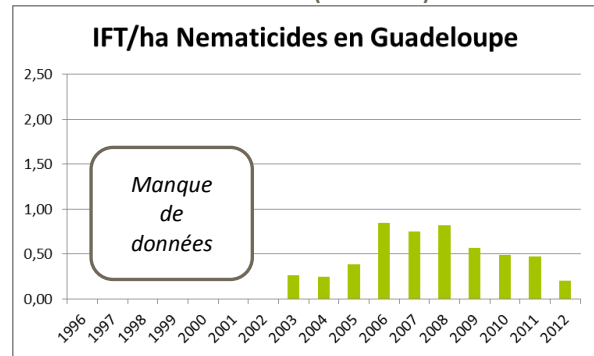


Figure 7 : Evolution de l'IFT/ha en Guadeloupe pour les nématicides (source IT2)



- A priori, l'emploi de vitroplants semble être de plus en plus ancré dans les pratiques, surtout chez les plus gros planteurs. Le surcoût semble être compensé partiellement par les économies réalisées en termes de main d'œuvre et de produits phytosanitaires.
- Il est difficile de se prononcer sur la viabilité économique des vitroplants sans subvention. Plusieurs paramètres sont à prendre en compte :

 - ▶ Il existe un risque important que les petites exploitations n'aient plus recours aux vitroplants sans participation publique :
 - Les plus grosses exploitations peuvent réaliser des économies de main d'œuvre plus intéressantes,
 - Elles ont la capacité financière pour investir quand il faut renouveler la plantation. Elles anticipent et planifient ces achats.
 - ▶ L'arrêt des aides pourrait réduire les achats en vitroplants, déstabiliser les fournisseurs existant et réduire l'offre (et donc augmenter les prix),
 - ▶ Un certain effet d'aubaine pourrait disparaître. En effet, le coût du VP antillais est plus important que dans d'autres zones de production. Les prix à l'importation seraient de :
 - 52 c€/plant dans les Antilles (avec des coûts de grossissement et de distribution, amenant le coût du plant à 2,15 à 2,20 € rendu planteur),
 - 40 c€/plant en Afrique,
 - 30 c€/plant en Amérique du Sud,
 - Le différentiel de coût est à relativiser avec des normes sanitaires et des coûts de grossissement plus important dans les Antilles.
- En 2012 et 2013, les VP en Martinique ont été beaucoup moins financés, avec un recours sans doute massif à la défiscalisation (25%).

 - ▶ Cela n'a pas entraîné de chute brutale des chiffres de ventes des VP. Cela semblerait accréditer l'idée que la suppression des aides ne supprimerait pas l'emploi de vitroplants dans les plus grosses exploitations à condition de valider les gains induits par l'emploi du vitroplant ou de considérer que les prix d'achat peuvent baisser (compensation d'un arrêt éventuel de la défiscalisation).
 - ▶ Ce constat doit être relativisé au niveau des petites exploitations qui pourraient continuer de bénéficier d'aides directes pour pérenniser une pratique encore récente (notamment en Guadeloupe).

2.3.4 Q3-4 : Les choix de stratégies collectives ou individuelles de mise en place de stations de conditionnement et d'emballage sont-ils adaptés au contexte local de production, et aux enjeux de durabilité de la filière ?

- ⊙ Jusque dans les années 80, existaient des SICA communales dont le modèle a été remis en cause à cause de dérives. Des aides à la création de stations individuelles ont permis de substituer ce type de station. A l'heure actuelle, même si les plus grandes exploitations possèdent des unités performantes, on constate que cette stratégie individuelle a atteint ses limites au moment où ces installations doivent être modernisées.
- ⊙ Pourtant, aucun dossier de station collective n'a été déposé en Guadeloupe où il existait un financement avec un taux d'aide majoré. D'autre part, peu de projets sont recensés au niveau professionnel (niveau expérimental).
On peut donc s'interroger sur la pertinence d'un modèle collectif, alors que toute logique économique et technique y pousserait (modèle des Canaries), notamment dans **une logique de durabilité** :

 - ▶ Rationalisation des investissements,
 - ▶ Transmission des exploitations plus aisée avec un ticket d'entrée qui serait réduit,
 - ▶ Mise aux normes plus aisée, notamment pour être certifié,
 - ▶ Amélioration de la productivité potentielle et de la qualité des fruits,
 - ▶ Meilleure capacité à assurer une maîtrise des traitements post-récolte, des effluents et des déchets.
- ⊙ Les **principaux freins évoqués** à la création de stations collectives sont les suivants :

 - ▶ Peu d'habitude de travail en commun (pas ou peu de CUMA), des logiques essentiellement individuelles,
 - ▶ Une responsabilité du produit qui va jusqu'au bout de la chaîne par chaque planteur (contremarque/contrôle qualité/prix payé au producteur) : quid de la responsabilité au niveau du maillon conditionnement ?,
 - ▶ Un transfert de propriété à l'entrée dans la station qui n'est pas autorisée par le POSEI,
 - ▶ Une question logistique délicate :
 - Des frais d'approche (transport amont) supplémentaires pour le producteur,
 - Des voiries qui doivent être de qualité pour ne pas détériorer la qualité des bananes non emballées lors du transport.
 - ▶ La crainte de certains planteurs d'arriver à des grandes stations de conditionnement, qui seraient plus exposées au risque social,
 - ▶ L'isolement géographique des petits planteurs, notamment en Guadeloupe, et la valorisation de la main d'œuvre familiale sur les tâches d'emballage qui ne serait plus possible sur un hangar collectif
- ⊙ Plusieurs solutions sont ou pourraient être envisagées :

 - ▶ la **mutualisation uniquement matérielle** (construction du hangar et achat des équipements en commun), avec un partage de l'utilisation entre producteurs (journée dédiée et utilisation de son propre personnel par exemple).
 - ▶ L'intervention des OP pour construire et gérer des outils collectifs d'une taille minimale (7500 t/250 ha) et assurer une prestation sur le principe des centres d'emportage.

2.3.5 Q3-5 : Sur un plan socio-économique, les mesures d'accompagnement des planteurs ont-elles contribué à consolider la filière, via un maintien de la sole bananière, du nombre d'exploitations, d'un niveau de production optimal, et d'emplois non précaires ?

Les indicateurs disponibles

- ⊙ Les vecteurs de la consolidation de la filière sont multiples (maintien, voire développement des capacités de production jusqu'à la commercialisation). Si l'on s'arrête aux effets des aides sur les planteurs, 4 indicateurs semblent pertinents :
 - ▶ L'évolution de la sole bananière,
 - ▶ L'évolution du nombre d'exploitations,
 - ▶ L'évolution du niveau de production,
 - ▶ L'évolution des emplois et des compétences.

Figure 8 : Evolution de la production et des surfaces de banane d'exportation en Martinique (source : DAAF Martinique et ODEADOM pour les volumes commercialisés)

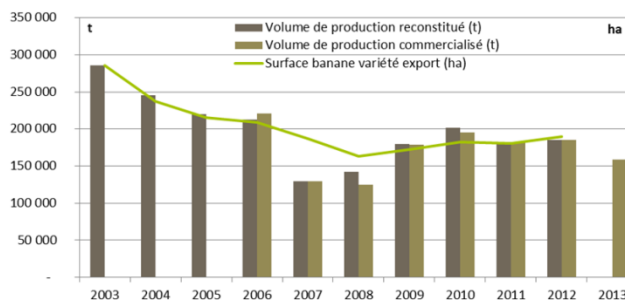
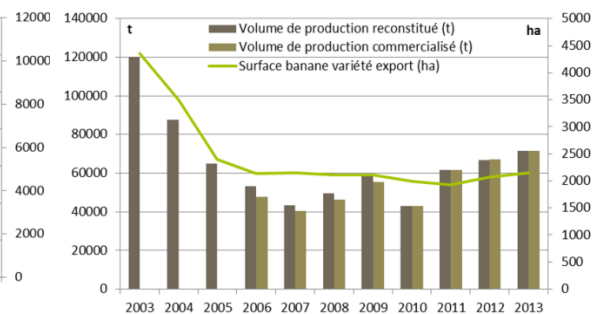


Figure 9 : Evolution de la production et des surfaces de bananes d'exportation en Guadeloupe (source DAAF Guadeloupe)



- ⊙ *Pour l'évolution des surfaces* : celles-ci sont orientées à la hausse pendant le PBD en Martinique et sont stables en Guadeloupe. Outre la quantité (surface en ha), il faudrait analyser l'évolution du type et de la qualité de surface en production, en constatant :
 - ▶ Une augmentation supposée de la part de vitroplants (influence sur la productivité),
 - ▶ Une augmentation des zones de jachères (éventuellement en Martinique, expliquant d'éventuelles baisses de rendement),
 - ▶ Une évolution des zones de production en montagne ou sur des terrains non mécanisés (données non disponibles),

Sur ces derniers points, les aides à l'irrigation et aux voiries (maintien des accès aux parcelles) ont contribué positivement au maintien des surfaces en production.

Les mesures surfaciques, notamment l'ICHN, ont peu participé de leur côté au maintien de surfaces de production en zones de montagne.
- ⊙ *Pour l'évolution de la production* (qui est liée aux surfaces en production et au rendement) :
 - ▶ la baisse des rendements en Martinique (cf. bilan) a été partiellement compensée par une hausse des surfaces. La production a donc été maintenue, avec un effet contributif possible des vitroplants à une hausse de la productivité mais aussi des mesures d'irrigation.
 - ▶ En Guadeloupe, les rendements et la production ont été à la hausse (pour les surfaces productives en variété export). Or le soutien à l'investissement a été plus fort en Guadeloupe et aura peut-être contribué à augmenter la productivité.

- Pour l'évolution du nombre d'exploitations : en Guadeloupe, le nombre de producteurs s'est stabilisé (avec un renouvellement induit des exploitations en place) alors qu'il semble avoir diminué en Martinique (500 en 2007, 400 en 2013). L'effet des mesures d'accompagnement aux planteurs peut être multiple :
 - ▶ Les mesures d'aide à la surface ont pu aider des exploitations, notamment en zone de montagne, à se maintenir,
 - ▶ Les aides à l'investissement ont pu maintenir également le niveau technique de certaines exploitations et assurer leur « transmissibilité ». Par contre, l'absence de fléchage des aides vers les plus petites exploitations a pu jouer en leur défaveur. En effet, l'accès aux aides semble plus aisé pour les exploitations les plus structurées, qui possèdent en plus des capacités d'investissement supérieures. Cet effet discriminant semble avoir été fortement atténué par le **portage des dossiers par LPG** (collectifs jusqu'en 2010, puis individuels).

- En ce qui concerne la *réduction de la précarité des emplois*, celle-ci semble être à l'œuvre (réduction forte du nombre d'emplois saisonniers), mais pour des facteurs complètement extérieurs aux actions du PBD (annualisation du temps de travail, travail des partenaires sociaux, de l'emploi et de la formation). D'ailleurs, une certaine catégorie d'employés ne cherche pas forcément des emplois dans la durée et trouve dans le secteur bananier, l'opportunité de reconstituer des droits sociaux ou d'acquérir un pécule suffisant.

PBD vs POSEI

- Il faut relativiser le poids de ces aides aux planteurs dans la dynamique et la consolidation de la filière. En effet, en termes de soutiens financiers, les mesures du PBD représentent 30 M€ d'aides publiques sur 5 ou 6 ans (19 M€ pour l'investissement, 11 M€ pour l'ICHN et les MAE). Cette somme est à comparer aux **130 M€ annuels du POSEI** qui contribuent fortement au maintien d'un certain niveau de la production (effet seuil (ou plancher) des 80% de réalisation des Références Individuelles). Les entretiens réalisés auprès des producteurs nous ont confirmé cette réalité, en indiquant spontanément l'intérêt du POSEI dans leur dynamique de production et sa contribution pour stabiliser des perspectives d'avenir.
- Toute évolution de ce dispositif (répartition des quotas entre îles et entre producteurs, fixation de nouveaux seuils et planchers) sera cruciale pour infléchir les volumes de production, mais aussi le paysage des exploitations.

2.3.6 Synthèse Q3

- Il est difficile de dire que des mesures de soutien à l'investissement et de maintien des surfaces n'ont pas contribué au maintien de la production et à une modernisation des exploitations. Mais elles semblent avoir un **effet d'entraînement limité** comparativement à celui du POSEI.
- On peut envisager toutefois des effets différenciés, même s'ils sont restreints, entre les 2 îles. L'intensité de l'aide a été 2 fois moins importante en Martinique (voir bilan), avec un effort spécifique de l'OP (portage et dossiers collectifs) et des fonds supérieurs à disposition en Guadeloupe. Les effets sur la filière ont sans doute été plus forts dans cette île, où l'on constate un maintien du nombre de producteurs, des surfaces et une augmentation de la production.
- **L'entrée environnement a été plus clairement ciblée** avec des mesures phares comme l'aide aux vitroplants, avec une bonne cohérence avec les autres actions du PBD.

2.4 Q4 : Le Plan Banane Durable a-t-il permis d'améliorer l'image de la filière et la mise en marché ? (axe 5 : programme de promotion)

2.4.1 Q4-1 : Les actions mises en œuvre dans le cadre de la promotion du logo RUP sont-elles cohérentes avec les objectifs du règlement européen dont elles découlent ? (règlements (CE) n° 3/2008 et n° 501/2008)

Rappel des objectifs du règlement n°3/2008 (extrait)

Le Conseil souhaite développer une politique globale et cohérente d'information et de promotion en ce qui concerne les produits agricoles et leur mode de production (...), en promouvant notamment l'image de ces produits (...) en particulier en termes de qualité, d'aspects nutritionnels et de sécurité des denrées alimentaires, et des modes de production.»

Les actions(...) ne doivent pas être orientées en fonction de marques commerciales, ni inciter à la consommation d'un produit en raison de son origine particulière. L'origine du produit faisant l'objet peut toutefois être indiquée lorsqu'il s'agit d'une désignation faite au titre de la réglementation européenne.

Une attention particulière est accordée aux actions de promotion qui s'adressent aux enfants dans les établissements scolaires.

- Les actions de promotion mise en œuvre dans le cadre de la promotion du logo RUP **respectent l'esprit des règlements européens** notamment sur les points suivants :
 - ▶ Les logos RUP promeuvent une origine qui n'est pas nationale (ce qui est interdit !), et qui est lié à 2 des 9 régions ultra-périphériques. Même si ce ne sont pas des produits IGP (ce qui est le cas maintenant pour les produits espagnols et qui est en train d'émerger dans les Antilles), les bananes antillaises sont promues selon un logo européen.
 - ▶ Pour le programme RUP II, le vecteur est le mode de production (banane durable), ce qui correspond aux attentes du Conseil. Pour le RUP, le bon goût de nos régions s'appuie plus sur un message de qualité (le goût, dont la qualité n'est pas à prouver scientifiquement, contrairement à des arguments nutritionnels), mais aussi sur l'origine « régionale », qui est un message « subliminal » pour mettre en avant plus un « terroir français ».
 - ▶ Avec le programme Banane à la classe, en partie financé par le programme, les enfants des établissements scolaires ont été sensibilisés (Antilles essentiellement, mais aussi en Ile de France).

- Sur l'aspect de marque, l'UGPBAN ou FRUIDOR (filiale murisserie de l'UGPBAN) n'est pas mis en avant, même si l'UGPBAN est le seul metteur en marché. On peut par contre s'interroger sur le fait que le vecteur de communication de l'UGPBAN soit devenu le logo RUP. Dans ce sens, la promotion du logo RUP favorise une seule entreprise l'UGPBAN, voire sa marque.



2.4.2 Q4-2 : Comment les actions ont-elles pris en compte les spécificités du marché ciblé (proximité, taille, contraintes, concurrence...)?

Rappel : quelques données sur le marché de la banane antillaise (source : entretien UGPBAN).

Actuellement, la production antillaise varie de 200 à 270 000 tonnes par an.

Elle est écoulée exclusivement dans l'UE, et notamment sur le marché français.

La filière est regroupée pour sa commercialisation avec l'UGPBAN qui commercialise tous les volumes sur le continent européen.

L'UGPBAN est propriétaire de FRUIDOR, qui est un mûrisseur et vend les bananes aux GMS et à la RHD.

L'UGPBAN commercialise donc une partie de sa production (en vert) :

- *Via FRUIDOR 100 kt*
- *Via des clients mûrisseurs indépendants :*
 - *Grossistes (une vingtaine) : 75 kt dont 50 kt sur Rungis*
 - *Intermarché : 25 kt*
- *Export UE 70 kt (qualité moindre)*

FRUIDOR complète son offre en achetant des bananes africaines et des bananes ACP (notamment République Dominicaine), qui sont « bio » ou Fairtrade)

Le marché Français est estimé à 530/540 kt

Les concurrentes des bananes antillaises (38% parts de marché) sont :

- *Les bananes venant d'Afrique Centrale (détenues parfois par des capitaux français, ex : LA Compagnie Fruitière) : 45% de parts de marché,*
- *Les bananes des Caraïbes (hors France) : 5 à 15%,*
- *Les bananes dollar : très faible part de marché en France, (mais Del Monte vient de s'implanter à Rungis, 25 kt), alors qu'ils ont 80% de parts de marché en UE.*

La part de marché de la banane antillaise en France diffère selon les zones géographiques et les liaisons maritimes : Port de Dunkerque pour les Antilles, Marseille pour l'Afrique.

D'où une part de marché de 60/70% sur la zone Nord-Ouest (ligne Bordeaux-Lyon) et inférieure à 30% sur la zone Sud.

- Les actions de communication ont **complètement pris en compte les spécificités du marché cible** qui était le marché historique français. En effet, certaines de ces actions ont été axées (notamment sur la partie affichage) dans la zone de chalandise où le taux de pénétration de la marque était le plus important (au nord d'une ligne Lyon Bordeaux), afin de **conserver ces positions historiques**.
- Des actions de trade marketing ont eu lieu au niveau de différents types de distributeurs (GMS, mais aussi détaillants (cours des halles).
- En ce qui concerne les animations en magasin, on peut noter une **montée en puissance du professionnalisme** de l'UGPBAN/FRUIDOR. D'une attitude assez passive des services (demande des enseignes), notamment due à une intégration de FRUIDOR assez récente, les moyens se sont peu à peu professionnalisés vers le développement d'actions coordonnées et la formation d'équipes d'animatrices dédiées (2014). De même, les actions d'animations se sont orientées petit à petit vers les magasins les plus importants et vers des périodes hors promo (pour éviter de stimuler des ventes à faibles marges).
- L'ensemble des distributeurs interrogés salue la qualité des outils marketing développés.

2.4.3 Q4-3 : Dans quelle mesure le logo RUP et les campagnes de promotion associées ont-ils eu un impact sur la visibilité de la banane antillaise auprès des mûrisseurs, des distributeurs, des consommateurs ? Un impact sur les ventes sur le marché intérieur ?

Impact de la campagne au niveau des mûrisseurs et des distributeurs

- ⊙ Les acteurs de l'aval reconnaissent l'important travail de communication effectué par la profession antillaise. Les outils développés (kits de PLV, animation) ont été très appréciés et ont permis une **communication positive** autour de la banane antillaise, alors que celle-ci pouvait être attaquée face aux problèmes de chlordécone.
- ⊙ De plus, **les concurrents n'ont pas ou peu de budget de communication** alors que la filière antillaise a su dégager des moyens pour une communication à la fois B2B (acheteur) et B2C (consommateurs). Cette situation renforce la lisibilité de l'action de l'UGPBAN.
- ⊙ L'ensemble des acteurs interrogés se souviennent des campagnes autour de la banane durable. Ils reconnaissent et saluent les efforts engagés par la filière. Ces arguments **contribuent à améliorer la relation client, voire sa fidélisation**. Le « durable » a permis de compenser d'une certaine manière la fragilité de la production antillaise (diversité de qualité et variabilité des volumes) auprès des distributeurs.
- ⊙ Par contre, ceux-ci émettent des doutes sur la lisibilité du message auprès du consommateur. En effet, la communication autour du concept de durable doit lever plusieurs freins :

 - ▶ Il s'agit d'un **concept complexe** alors que le consommateur est plus enclin à retenir un message clair, simple et compréhensible. Il est difficile à expliquer au consommateur sur le lieu de vente et même par les campagnes de communication.
Une communication sur la réduction de l'emploi de produits phytosanitaires porterait un message plus explicite pour le consommateur. Malheureusement, cela pourrait avoir un effet contreproductif pour toute la filière, en faisant reconnaître que des traitements sont encore nécessaires, y compris une banane durable.
 - ▶ Son **positionnement marketing est difficile**. Le marché est globalement divisé entre 3 grandes strates :
 - Premier prix
 - Cœur de gamme
 - Bio/équitable.

Sur cette dernière strate, où la banane durable pourrait se positionner, les attentes des consommateurs, relayées par celles des acheteurs, sont beaucoup plus fortes au niveau du bio (segment occupé par la banane « bio » de République Dominicaine) voire des bananes équitables (moins vrai sur le marché français contrairement à d'autres marchés européens). Dans ce contexte, la banane antillaise, qui n'a pas de label officiel et reconnu solvable comme AB, ne peut prétendre être réellement concurrente sur ce segment potentiellement plus rémunérateur.
Pour ne pas simplifier le marché, les bananes emballées (qui ont donc un coût de production plus élevé) sont souvent celles qui sont en premier prix.
 - ▶ Les concurrents proposent parfois des actions « éthiques » (financement d'écoles ou d'hôpitaux en Afrique) qui peuvent s'apparenter à des démarches durables pour les acheteurs, et mettre sur un pied d'égalité les 2 types de produits.
- ⊙ Une enquête de satisfaction interne de l'UGPBAN réalisée en 2012 auprès de 55 clients (acheteurs, chefs de rayon, grossistes) a démontré que :

 - ▶ Les critères d'achats spontanément cités sont :

- L’aspect (35,9%) : cela reste un des facteurs de vente principaux, qui n’est pas forcément favorable aux Antilles, avec une tendance vers des bananes de plus en plus vertes, alors que les bananes antillaises sont généralement plus colorées,
 - Le prix (34,3%) : il n’est jamais cité en premier (même dans les enquêtes précédentes) alors qu’il est au cœur des négociations entre acheteurs et vendeurs. Un certain « prix de marché » semble s’être instauré, avec des phénomènes d’**oligopole** (peu d’offreurs) et d’**oligopsonne** (peu de demandeurs).
 - Le poids fixe /nombre de produits fixe (33,3%) : c’est une demande importante (gain de temps en rayon pour le consommateur, lisibilité prix) qui nécessite un emballage des produits,
 - Le calibre (25%) : il va être déterminant selon les lieux de vente, avec des calibres supérieurs (Jumbo) réservé aux grandes enseignes, alors que les catégories inférieures sont plus connotées « discount » (P20 et inférieur),
 - Le type de production (25%) : la recherche de produits s’oriente principalement vers de la banane bio (équitable ou non), puis de la banane premier prix préemballée. La banane durable n’est citée que 2 fois, contre 8 fois pour la banane de Montagne et 47 fois pour la banane bio (sur 55 réponses),
 - L’origine (22,6%) : voir infra,
 - La coloration (20%) : alors que c’était une des préoccupations majeures des acheteurs dans les enquêtes précédentes (Premier critère en 2003, 2005, 2007 et 2010).
- ▶ L’origine préférée est bien les Antilles françaises (NB : les clients interrogés se fournissent à 30% en moyenne en bananes françaises), devant la banane dollar puis la banane africaine et enfin celle de République Dominicaine. Cette **préférence est assez récente**, avec un classement qui était différent avant 2010, où la Côte d’Ivoire était toujours première (depuis 2001). Cela pourrait démontrer à la fois un travail d’amélioration de la qualité au sein de la filière antillaise (reconnu par les acheteurs), mais aussi **l’efficacité d’une campagne de communication**, qui peut améliorer la fidélité à l’origine Antilles.
 - ▶ La moitié des 55 répondants connaissait la nouvelle campagne « Le bon goût de nos régions ». 15 répondants sur 19 estimait que les effets sur les volumes étaient nuls, quand 4 répondants pensaient que cela avaient entraîné une augmentation des ventes.
 - ▶ Les attentes des clients sont orientées avant tout vers de la PLV permettant une meilleure mise en avant des produits, et contribuent à l’attractivité du rayon. Parmi les valeurs attendues, la mise en avant de l’origine France est loin devant les autres avec 67% des répondants. On retrouve après le sport, la santé et la nutrition (44%), puis la Banane durable des Antilles (37%). Ce score est relativement faible, mais n’est pas si négligeable pour un concept qui n’existait pas il y a plusieurs années. Les attentes concernant le durable sont très différentes d’une enseigne à l’autre.

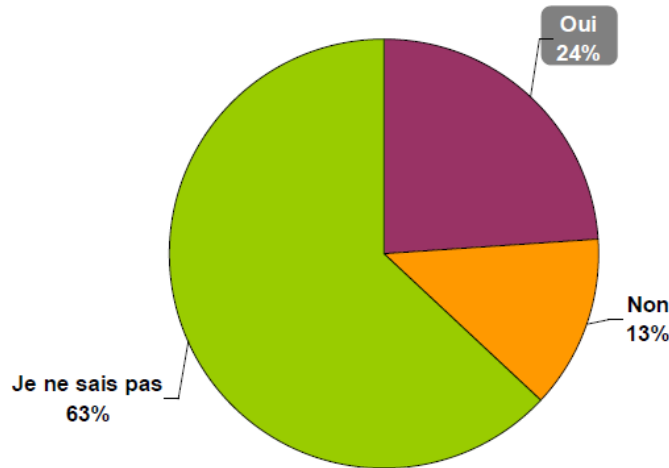
Impact de la campagne au niveau des consommateurs

- ◎ L’enquête auprès de clients professionnels nous montre que **l’impact auprès du consommateur semble limité** en ce qui concerne la promotion d’une banane durable. La deuxième campagne **orientée vers l’origine**, qui reprend en partie des arguments de la banane durable (présent dans l’argumentaire des animatrices), semble plus efficace.
La seule enquête disponible a été commanditée par l’UGPBAN et réalisée en août 2010 par Ginger. Le concept d’agriculture durable est assimilé à des préoccupations d’ordre environnemental. Cependant, les consommateurs interrogés en 2010 semblaient trouver de l’appétence à une banane durable. Réalisée pratiquement 2 ans après le début de la communication sur la banane durable, seuls 24% des répondants pensaient que la banane antillaise était produite selon les principes de développement durable.

Figure 10 : Extrait de l'enquête Ginger « Les Français et l'agriculture durable », août 2010

Selon vous, la Banane de Guadeloupe et Martinique est-elle produite selon les principes de l'agriculture durable ?
Base : 1.001 individus âgés de 15 ans et plus

Aujourd'hui, une grande ignorance des Français en ce qui concerne le caractère durable des bananes de Guadeloupe et Martinique.



Aucun écart significatif positif à 95% avec l'ensemble

Enquête 'Les Français et l'agriculture durable' - août 2010

- Les résultats de cette enquête sont à prendre avec précaution (clients interrogés par téléphone et non sur le lieu de vente, dans une période de faible consommation de bananes). Ils illustrent cependant la difficulté de faire pénétrer un message pour l'ensemble des consommateurs. En effet, il aurait fallu des moyens encore plus importants et consommateurs de budgets (TV) pour arriver à imposer le message.

Impact de la campagne au niveau des ventes

- Le durable fait-il vendre ? Pour l'instant, comme le reconnaissent les acheteurs et l'UGPBAN, **l'impact sur les ventes reste limité**. Aucun chiffre précis ne peut être disponible pour chiffrer ces impacts, avec une période de commercialisation et d'évolution de part de marché très perturbée. En effet, les **quantités disponibles** et la qualité de la production (effet indirect des problèmes climatiques, sanitaires et sociaux) ont été plus déterminantes et ont pu avoir une plus grande influence sur les ventes durant la période du PBD. Pour l'UGPBAN, la principale vertu a été de proposer un **message positif** à leur client et à maintenir une certaine fidélité pour ne pas perdre des positions face à la concurrence, y compris en période de faible disponibilité (liée à des intempéries).
- Toutefois, on peut estimer qu'il y a eu quand même des effets positifs, ne serait-ce qu'au niveau des **animations réalisées dans les hypermarchés**. Le nombre d'animations n'a cessé de croître de 100 magasins en 2009 (x2 jours), elles sont passées à 180 magasins en 2010, puis 150 en 2011, pour atteindre 250 magasins en 2012. 2013 est une année consacrée aux 50 ans de Carrefour avec 60 animations de 4 jours. Apparemment, l'UGPBAN entend intensifier cette stratégie de trade marketing en développant le nombre d'animations (400 prévues), en ciblant sur des périodes hors promotions et en formant des animatrices dédiées. Cela prouve que des retombées économiques existent bien !

Première approche des retombées liées à l'animation sur le lieu de vente

Pour approcher ces retombées, nous pouvons procéder au calcul suivant :

- Nombre de jours d'animation sur la période : environ 1600
- Croissance des ventes avec une animation : 10 à 400 % (en général entre 20 et 30%)
- Volumes de ventes par point de distribution : très variable selon le format
 - 1 carton de 18 kg/j pour un format de proximité (300 m²), voire 2 en cas de promotion,
 - 100 à 150 cartons de 18 kg pour un hypermarché de 20 000 m²,
 - Les animations étant principalement sur les points de vente les plus importants (hypermarchés > 2500 m²), on prendra un débit moyen de 30 à 50 cartons de 18 kg (débit d'un 6 à 7000 m²), soit 720 kg/j.
- Les ventes additionnelles seraient de 25% X 720 kg, soit 180 kg par jour d'animation,
- Les hausses des ventes sur la période seraient donc de l'ordre de 288 t seulement sur la période (soit environ 300 k€ de CA additionnel, pour un coût de 240 k€ (150 €/animation).

Au-delà de ces retombées qui sont assez faibles, il faut rajouter également le trafic client qui permet une communication directe (50% des clients fréquentent le rayon fruits et légumes).

Si on prend les mêmes bases de calculs, on peut estimer que 5 à 7000 clients fréquentent le magasin, soit près de 5 Millions de consommateurs qui auraient potentiellement la campagne en magasin (6000 X 50% X 1600). Bien sûr, ce ne sont que des approximations (notamment sur la taille moyenne des magasins animés assez élevée), mais cela permet d'avoir une première approche.

2.4.4 Q4-4 : Les campagnes de communication réalisées dans les deux départements de Guadeloupe et Martinique ont-elles permis d'améliorer l'image de la filière et de conforter son intégration territoriale ?

- L'un des enjeux des actions de communication était de pouvoir porter à nouveau des messages positifs.
 - ▶ Les associations et élus interviewés reconnaissent les efforts de communication réalisés que ce soit au niveau de l'environnement (cité spontanément) voire également les conditions de travail.
 - ▶ La réduction de la consommation de pesticides (« banane propre ») est le message qui semble le plus impactant. Il semble toutefois illusoire de pouvoir effacer le passif laissé par la problématique Chlordécone.
- La première participation de l'UGPBAN au salon de l'agriculture en Martinique en 2013, a semble-t-il été un succès malgré l'appréhension initiale du groupement. Cela peut représenter un symbole de cette meilleure acceptation.
- Une étude commandée par l'UGPBAN, appelée Bilan de la campagne de communication « J'aime mon pays et je le respecte » en Guadeloupe et en Martinique, dont les conclusions ont été rendues en juillet 2012, nous apporte des éléments d'analyse.
On apprend dans cette étude que :
 - ▶ L'agriculture reste un secteur perçu comme porteur (devant le tourisme en Martinique), avec une fracture générationnelle forte en Guadeloupe (plus mauvaise perception par les classes les plus jeunes),
 - ▶ Le secteur bananier est la culture qui a le plus d'avenir en



Martinique (forte progression depuis 2004) alors qu'elle est ex-aequo avec les légumes en Guadeloupe. La progression de ce sentiment positif est forte depuis 2004 en Martinique,

- ▶ Près de 70 à 80% des sondés pensent que les agriculteurs ont fait des efforts en Martinique, et ils sont moins nombreux en Guadeloupe (60 à 70%),
- ▶ Environ 60% des personnes savent qu'une maladie très grave peut anéantir la culture de la banane, sans pouvoir citer le nom de la maladie,
- ▶ Il existe une fracture dans la population concernant l'acceptation du traitement aérien par hélicoptère, avec soit un rejet, soit une acceptabilité potentielle (50/50),
- ▶ Concernant la campagne elle-même, près de 45% des personnes se souviennent de la campagne qui a été appréciée par 80% des personnes interrogées.

Figure 11 : Extrait du pré-rapport du Bilan de la campagne de communication « J'aime mon pays et je le respecte », Harris, fourni par LPG

Quelle image le grand-public a-t-il du secteur de la banane ?



Les agriculteurs ont fait des efforts pour réduire la pollution dans la banane :
Vous êtes :



	AGE			CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE		AGE			CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE	
	18 - 39 ANS	40 - 59 ANS	60 ANS ET +	CSP "+"	CSP "-"	18 - 39 ANS	40 - 59 ANS	60 ANS ET +	CSP "+"	CSP "-"
Tout à fait d'accord	30%	34%	43%	31%	39%	18%	40%	42%	36%	27%
Assez d'accord	33%	33%	24%	31%	31%	54%	39%	29%	41%	44%
Pas très d'accord	18%	13%	17%	15%	18%	16%	11%	18%	12%	19%
Pas d'accord du tout	12%	11%	14%	13%	11%	7%	6%	9%	7%	8%
Ne sait pas	6%	9%	1%	9%	2%	5%	4%	1%	4%	2%

Louis Harris

58

- ⊙ Cette étude montre en tout cas une **bonne perméabilité du discours professionnel**, et un impact positif de la campagne de communication.

2.4.5 Q4-5 : Les campagnes de communication réalisées dans les deux départements de Guadeloupe et Martinique ont-elles permis de faciliter le recrutement de la main d'œuvre, en améliorant l'image de la filière ?

- ⊙ Même si les campagnes de communication semblent avoir amélioré l'image du secteur au niveau local, les problématiques de recrutement restent aigües.
- ⊙ En effet, les **difficultés de recruter une main d'œuvre pérenne et compétente** sont les principales problématiques évoquées. Les problématiques de compétences ne semblent pas les principaux freins, ni même la disponibilité des demandeurs d'emploi. Ce phénomène semble partagé par l'ensemble du secteur agricole. A titre d'exemple, en Guadeloupe, d'après le Pôle Emploi Guadeloupe, 4 offres d'emploi ont été proposées en Février 2014 dans le secteur « Agriculture Pêche, Soins des Animaux, Espaces Verts ». En face, environ 942 demandeurs d'emplois (sur 69 000 chômeurs) étaient positionnés sur cette thématique. Pourtant aucun demandeur ne s'est positionné sur ces offres qui sont restées infructueuses.
- ⊙ Les exploitations arrivent quand même à recruter des salariés, mais il semble très difficile de conserver cette main d'œuvre.
- ⊙ Différentes démarches ont été entamées (Contrat d'Etudes Prospective Secteur Agricole en 2012, démarrage d'une démarche de GPEC mi-2014 avec Banamart sur une cinquantaine d'exploitations pendant 6 mois) et l'amélioration de l'image de la filière ne pourra résoudre seule cette problématique de recrutement.

2.4.6 Synthèse Q4

- ⊙ La campagne de communication engagée dans le cadre du PBD (RUP II) ou en lien avec celui-ci (RUP III) a mobilisé des **moyens financiers importants**, y compris au niveau des producteurs, que ce soit au niveau local, ou au niveau du marché métropolitain.
- ⊙ A titre de comparaison, selon l'Union des Annonceurs, les investissements médias liés à l'industrie alimentaire en 2012 sont de 2 312 M€ (dont 606 M€ hors TV qui est un media réservé aux plus grandes entreprises) à comparer au 130 000 M€ de CA des IAA (hors artisans et tabac).
- ⊙ Ce budget media est donc de 1,77% du CA et 0,46% du CA hors TV. Si on considère que le marketing hors média est compris entre 50 à 60%, on arrive à un budget marketing qui est de l'ordre de 3% du CA pour les plus grands groupes, et d'environ 1% pour les autres entreprises alimentaires possédant un budget marketing. Avec un budget d'environ 3 M€/an, pour un CA d'environ 200 à 250 M€ (prix d'achat par les GMS se situant entre 0,8 à 1,1 €/kg), **cela représente un investissement d'environ 1,5% du CA, ce qui est très important pour une filière où le marketing est généralement très limité.**
- ⊙ Cette campagne a permis de renouer avec un **discours positif**, en s'appuyant sur le travail technique et les objectifs ambitieux engagés. Il y a eu un **vrai effet sur l'image**, y compris au niveau local, avec une filière qui a pu redorer son blason et maintenir une certaine fidélisation de sa clientèle.
- ⊙ Par contre, en terme de ventes et de positionnement, la banane durable offre un vecteur de communication trop complexe à expliquer aux consommateurs, et mal positionné entre le cœur de gamme et le bio.
- ⊙ Les retombées en termes de CA ont donc été limitées, avec un maintien des positions historiques.
- ⊙ Au niveau local, l'image semble s'être améliorée, avec un discours professionnel qui a touché le grand public, sans pour autant avoir un effet sur des problématiques de recrutement.

2.5 Q5 : Les différents axes du Plan Banane Durable n°1 ont-ils permis de répondre à ses objectifs globaux ? Ceux-ci ont-ils été fixés de manière pertinente ?

2.5.1 Q5-1 : Les emplois de la filière (et lesquels) ont-ils été préservés depuis que le Plan a été lancé, ou, à défaut, que sont devenus les salariés et les exploitants non-salariés qui ont quitté le secteur de la banane ?

- Les indicateurs sont peu nombreux à ce niveau (voir infra), avec des problèmes d'actualisation de la donnée, y compris au niveau des exploitations elles-mêmes. Quant aux autres emplois de la filière, emplois indirects et induits, il n'existe pas de donnée statique ou dynamique à ce niveau.

Figure 12 : Répartition des UTA agricoles du secteur banane Martinique (source : DAAF Martinique, Enquêtes Structure 2003, 2005, 2007 et RGA 2000 et 2010)

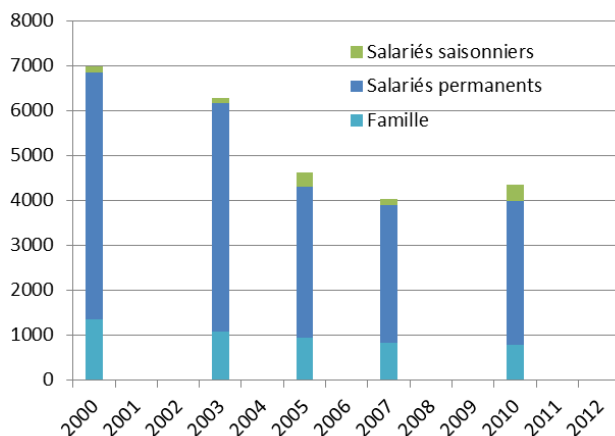
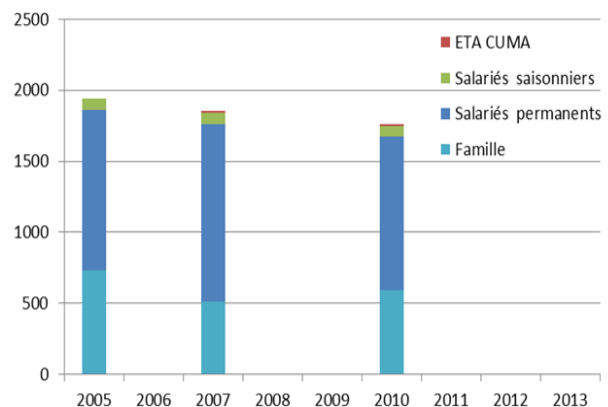


Figure 13 : Répartition des UTA agricoles du secteur banane en Guadeloupe (source : DAAF Martinique, Enquêtes Structure 2005, 2007 et RGA 2010)



- Les seules données statistiques fournies et exploitées lors du bilan (données DAAF) montrent les tendances suivantes :
 - Il existe une baisse du nombre d'exploitation qui est en cours, avec un mouvement plus accentué en Martinique qu'en Guadeloupe. Les premiers emplois touchés sont ceux des producteurs eux-mêmes qui ont des difficultés à transmettre un outil de production souvent petit, mal adapté où il faut souvent beaucoup réinvestir,
 - Par ailleurs, les gains de productivité vont globalement dans le sens d'une réduction des besoins en main d'œuvre. **Ce mouvement est toutefois ralenti par une stabilisation de la sole bananière, voire une hausse en Martinique (mais avec des jachères ?), et par des changements de pratiques et un travail de traitement terrestre de la cercosporiose plus gourmand en main d'œuvre.**
- Si on considère que les emplois sont proportionnels à la sole bananière productive, le développement de surfaces observé au cours du PBD a permis de retrouver un niveau d'emplois proche de celui de 2005. Les effets sont principalement liés à une relance de la production assurés par un POSEI structurant.

Approche des 10 000 emplois de la filière

Sources statistiques disponibles :

Actuellement, pour évaluer les emplois dans la filière banane, peu ou pas de statistiques sont disponibles. En effet, il n'existe pas, en dehors des statistiques agricole des données qui permettent de distinguer la filière banane ou la zone géographique pertinente. Ainsi, les données ACCOS sur les salariés (anciennement UNISTATIS issues de Pôle Emploi) et géré par l'URSAAF, ne possèdent des données qu'à l'échelle de l'ensemble des DOM. Pour l'INSEE, le recensement (disponible à l'échelle communale) recense des emplois à l'échelle communale du système « Culture et production animale, chasse et services annexes » dans lequel est le secteur agricole bananier.

Seule la statistique agricole AGRESTE, par l'intermédiaire de ses enquêtes de structures et le RGA, possède des données spécifiques.

Différentes notions :

Emplois directs : employés relevant des entreprises intervenants directement dans la filière banane

Emplois indirects : sous-traitants et fournisseurs des entreprises intervenants directement dans la filière banane

Emplois induits : emplois créés ou confortés par la demande en consommation des salariés comptés dans les emplois directs et indirects. (ex : la restauration, l'hôtellerie, commerce en général...). Il s'agit essentiellement d'économie présentielle et non productive.

Ces emplois induits sont à prendre en compte mais peuvent sortir ou non du champ de cette estimation. Ils sont en général estimés à environ 50% du nombre d'emplois directs et indirects estimés (en ETP).

Périmètre de cette évaluation sommaire :

Il s'agit d'avoir de manière très sommaire une première approche des emplois de la filière banane antillaise jusqu'à Dunkerque, port de débarquement des bananes. Nous estimons que les emplois liés au transport et à la distribution après Dunkerque peut être substitué par une filière d'importation. Ils ne sont pas pris en compte dans l'analyse.

Nous n'estimons pas les emplois liés aux marchandises importées (fret) pour la filière.

Les types d'entreprises concernées :

Pour les emplois directs et indirects, nous pouvons recenser :

OP

IT2

UGPBAN

Recherche

VITROPLANTS (Protéin, Antilles Vitroplants, Méristem, Serres de Courcelles)

CACGM

Transitaires

Transporteurs indépendants

Fournisseurs de matériel

Fournisseurs de phytosanitaires

Fournisseurs de gaines

Fournisseurs d'emballage et étiquettes

Formateurs et auditeurs

Prestataires Marketing et Services

Murissier locale

Estimations des emplois agricoles en 2012 :

Nous nous sommes basés sur les chiffres de la DAAF pour actualiser des estimations du RGA de 2010, en estimant que les emplois agricoles sont proportionnels à la production et/ou à la surface cultivée.

Les tableaux suivants permettent de mieux envisager les ratios qui semblent les plus pertinents.

Dans notre cas, nous utiliserons le ratio UTA/ha productif (surface banane-jachère), ou le ratio UTA/ha car les emplois sont plus liés au travail en plantations que dans les hangars (impact plus fort du niveau de production). A noter un chiffre de jachère de la Guadeloupe en 2009 qui paraît étrange.

Guadeloupe :

Années	Surface Banane	Surface Banane Jachère (ha)	Surface banane productive (ha)	Production (t)	Production commercialisée (t)	UTA Banane	Ratio UTA/ha	Ratio UTA/ha productif	UTA/ha	UTA/t
	DAAF Guadeloupe	RAE ODEADOM	RAE ODEADOM	DAAF Guadeloupe	RAE ODEADOM	Enquête structure 2005, 2007 et RGA 2010				
2005	2 510			64 800		1 940	0,7729		0,0299	
2006	2 240			53 250						
2007	2 260	566	1 694	43 199	39 610	1 857	0,8217	1,0962	0,0430	0,0469
2008	2 220	653	1 567	49 699	46 651					
2009	2 220	615	1 605	59 300	55 616					
2010	2 453	570	1 883	42 995	42 551	1 760	0,7175	0,9347	0,0409	0,0414
2011	2 453	628	1 825	61 513	61 516					
2012	2 453	910	1 543	66 923	66 923					
2013	2 450			71 295						

Années ²	UTA estimées reconstituées avec ratio UTA/surface 2010	UTA estimées reconstituées avec ratio UTA/surface productive 2010	UTA estimées reconstituées avec ratio UTA/t produite 2010	UTA estimées reconstituées avec ratio UTA/t commercialisée 2010
2005	1940	1940	1940	1940
2006				
2007	1 857	1 857	1 857	1 857
2008	1593	1465	2034	1930
2009	1593	1500	2427	2300
2010	1760	1760	1760	1760
2011	1760	1706	2518	2544
2012	1760	1442	2739	2768
2013	1758		2918	

Martinique :

Années	Surface Banane	Surface Banane Jachère (ha)	Surface banane productive (ha)	Production (t)	Production commercialisée (t)	UTA Banane	Ratio UTA/ha	Ratio UTA/ha productif	UTA/ha	UTA/t
	DAAF Martinique	RAE ODEADOM	RAE ODEADOM	DAAF Martinique	RAE ODEADOM	Enquête structure 2005, 2007 et RGA 2010				
2005	7 372			219 709		4647	0,6304		0,0212	
2006	7 150			212 618						
2007	6 406	1 682	4 724	129 156	129 210	4027	0,6286	0,8525	0,0312	0,0312
2008	5601	2407	3 194	141 755	124 922					
2009	5919	1449	4 470	179 474	180 194					
2010	6264	1230	5 034	201 496	199 411	4343	0,6933	0,8627	0,0216	0,0218
2011	6179	1236	4 943	181 388	180 949					
2012	6520	1030	5 490	184 795	184 795					
2013										

Années2	UTA estimées reconstitué avec ratio UTA/surface	UTA estimées reconstitué avec ratio UTA/surface productive 2010	UTA estimé reconstitué avec ratio UTA/t produite 2010	UTA estimé reconstitué avec ratio UTA/t commercialisée 201
	2010	2010	2010	201
2005	4647	4647	4647	4647
2006				
2007	4 027	4 027	4 027	4 027
2008	3883	2756	3055	2721
2009	4104	3856	3868	3924
2010	4343	4343	4343	4343
2011	4284	4264	3910	3941
2012	4520	4736	3983	4025
2013				

On obtient les chiffres suivants :

- **Guadeloupe en 2012 : 1450 à 1760 UTA**
- **Martinique en 2012 : 4500 à 4700 UTA**

Si on veut obtenir le nombre d'emplois (pas forcément à temps plein), si faut considérer 12% d'emplois en plus par rapport aux UTA en Guadeloupe et 16% en Martinique.

Estimations

Nous avons fait une première estimation à dire d'experts en mobilisant nos ressources internes et la matière collecté lors de nos entretiens.

Il faudrait réaliser un travail plus fin, en identifiant chaque acteur et en estimant sa part d'activité pour le secteur bananier. Enfin, une analyse fine pourrait permettre de donner la qualification des emplois concernés.

Les emplois non agricoles directs et indirects seraient de l'ordre de 400 à 500 emplois.

Ces chiffres sont à prendre avec beaucoup de précaution et doivent être approfondis par une étude ad hoc.

Si l'on prend un ratio de 50% d'emplois induits par rapport aux emplois directs et indirects (en ETP ou UTA), on obtient le chiffre **de 3200 emplois induits**.

- ☉ Au niveau des modifications de pratiques induites par le PBD ayant pu avoir un impact sur l'emploi, on peut noter des effets antagonistes (mais non chiffrés) :
 - ▶ Effets positifs sur l'emploi :
 - La mise en place de nouveaux itinéraires culturaux comme certaines plantes de couverture et la réduction d'emplois d'herbicides ont pu induire des besoins d'emplois supérieurs,
 - La certification s'est traduite par un alourdissement du travail administratif, ce qui a induit des besoins accrus dans ce type de compétences.
 - ▶ Effets négatifs sur l'emploi :
 - La modernisation d'équipements subventionnés (dont des hangars) a pu accroître la productivité,
 - La généralisation des vitroplants a dû réduire les besoins en plantation.
- ☉ Au niveau des salariés présents dans les exploitations, les acteurs de l'emploi et de la formation reconnaissent de **faibles entrées et sorties** pour des salariés expérimentés. Par contre, face au problème de recrutement, la moyenne d'âge tend à s'accroître au niveau des salariés, avec des questions importantes sur leur devenir après 55 ans pour un métier aussi physique et pour leur remplacement à venir.
- ☉ Les travaux lancés en Martinique dans le cadre de la GPEC de certaines structures devraient permettre de préciser cette vision.

- ⊙ Sur la reconversion des salariés sortant du secteur, outre les salariés qui restent peu de temps dans une exploitation et qui repartent hors du secteur professionnel, peu de salariés sont amenés à quitter le secteur actuellement (grâce à la stabilisation offerte depuis la mise en place du POSEI).
- ⊙ A noter précédemment au PBD, 2 initiatives concernant la reconversion des salariés :
 - ▶ Formation de femmes aux métiers liés à la petite enfance, avec de faibles débouchés après cette formation,
 - ▶ Tentative de formation d'ex salariés vers les métiers des espaces verts qui nécessitent un socle commun de compétences.
- ⊙ Enfin, on peut signaler l'ensemble de formations continues diplômantes dans le secteur ou de VAE qui pourrait donner des outils pour une future reconversion ou vers une meilleure reconnaissance des compétences acquises.

2.5.2 Q5-2 : Quelle a été l'évolution des classes de taille des exploitations bananières ? Les exploitations qui ont disparu ont-elles permis d'agrandir des petites et moyennes exploitations, ou ont-elles été absorbées par de plus grandes exploitations ?

- ⊙ Il convient de distinguer les trajectoires des 2 îles qui sont différentes.
- ⊙ En Martinique, il ne nous est pas possible, à partir des seuls chiffres de BANAMART, d'apprécier l'évolution globale de la répartition des planteurs par classe de taille. En effet, il manque l'historique de BANALLIANCE absorbé au 01/12/2012 par BANAMART (seul le nombre d'adhérents a été fourni par l'ODEADOM mais aucune information sur la répartition par classe de surface ou de production). Cependant les chiffres fournis nous montrent les tendances suivantes :
 - ▶ Jusqu'en 2010, on constate un fort recul des très petites exploitations, sans que cela paraissent profiter aux plus grosses (part de modification forte de la répartition de tonnage entre classes),
 - ▶ La remise en production des grosses exploitations après DEAN a été plus progressive que pour des plus petites exploitations. Elle devient réellement effective à partir de 2009, pour atteindre une part maximale dans la production (plus de 85% de la production assurée par les exploitations produisant plus de 500 t),
 - ▶ A partir de 2011, l'absorption des producteurs de BANALLIANCE provoque une hausse du nombre de petits producteurs (accentué en 2013, avec une baisse de la production ayant pour effet de faire rétrograder certains producteurs en termes de classe de taille d'exploitation),
 - ▶ Plus globalement, **on ne voit pas d'effet très fort d'absorption** par les plus grosses structures. **Le POSEI a sans doute eu un effet stabilisateur**, au-delà du PBD, avec une phase de structuration déjà bien avancée.

Figure 14 : Evolution du nombre de producteurs par classe de volume annuel produit (source : BANAMART, rapports d'activité et ODEADOM pour BANALLIANCE)

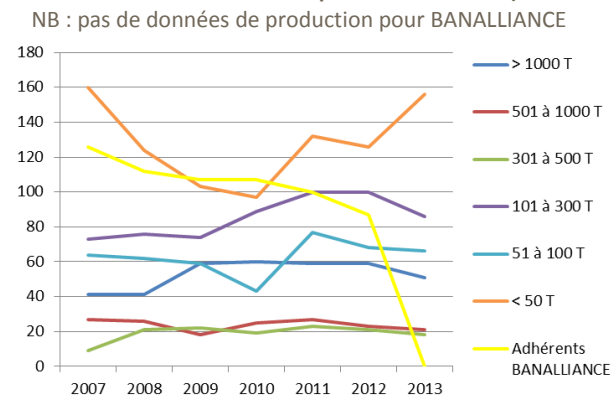
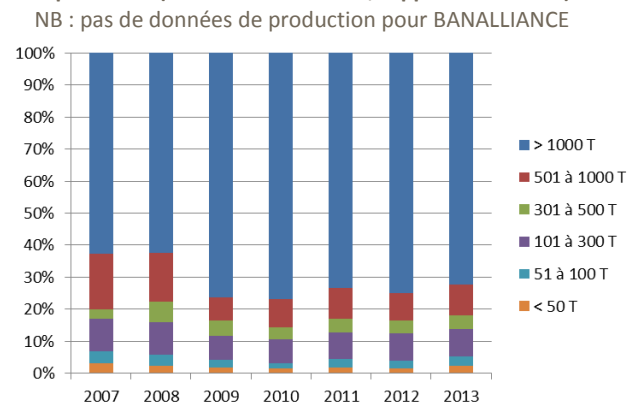


Figure 15 : Evolution de la répartition de la production par classe de volume annuel produit (reconstitué) par exploitation (source : BANAMART, rapports d'activité)



- En Guadeloupe, le nombre total d'exploitations est resté stable durant la période, avec un glissement des exploitations les plus petites (< 50 t) et de taille intermédiaire (300 à 1000 t) vers les exploitations intermédiaires d'une part (100 à 300 t) et les plus grosses exploitations. Il faut prendre ces chiffres avec beaucoup de précaution car plusieurs planteurs ont des exploitations avec des entités juridiques différentes.

Figure 16 : Evolution du nombre de producteurs par classe de volume annuel produit (Source : LPG, rapports d'activité)

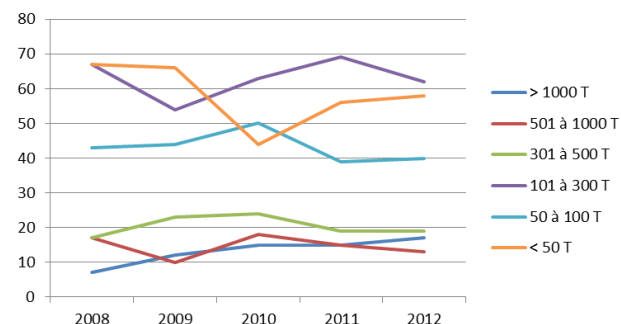
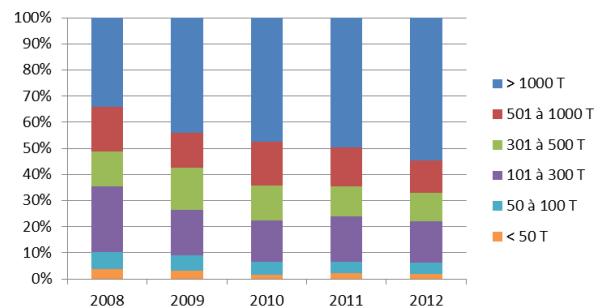


Figure 17 : Evolution de la répartition de la production par classe de volume annuel produit (reconstitué) par exploitation (Source : LPG, rapports d'activité)



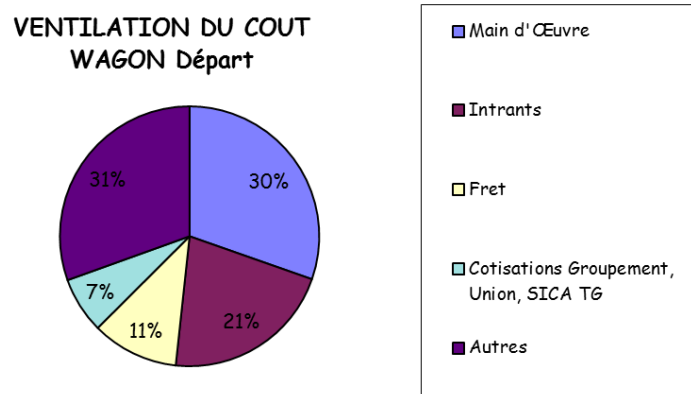
- Globalement, on ne constate pas une accélération forte de la restructuration pendant la période du PBD. Cependant, cette situation augure peut-être des mouvements de concentrations qui pourront se produire, avec des exploitations qui auront su investir durant le PBD.

2.5.3 Q5-3 : Le Plan Banane Durable n°1 a-t-il contribué à compenser les handicaps de production auxquels sont confrontés les planteurs et les écarts de compétitivité qui en résultent ?

- La production de banane des Antilles françaises est spécifique par plusieurs aspects (petit bassin de production – 4% de la production mondiale, soumis aux conditions réglementaires et sociales européennes) et certains de ces aspects impactent fortement sa compétitivité par rapport aux autres zones mondiales de production :
 - Un coût horaire de la main d'œuvre plus élevé,
 - Un morcellement des exploitations, des conditions pédoclimatiques très hétérogènes,

- ▶ Une réglementation phytosanitaire plus contraignante (l'interdiction du traitement aérien a pour conséquence une augmentation des frais en pesticides, en main d'œuvre et des risques d'exposition).
- ⊙ Le montant des frais afférents à la production de banane a été estimé à 37 800 €/ ha en moyenne (estimation BANAMART 2010), hors charges de structures (investissements, plants...). La main d'œuvre représenterait 30% de ces dépenses.

Figure 18 : Ventilation des frais par hectare de production, hors charges de structure, en 2010
(source : données BANAMART fournies par l'Observatoire des marchés du CIRAD)



- ⊙ Bien que la variabilité de la structure des coûts soit grande entre exploitations, on peut distinguer 3 grands types :
 - ▶ les petites exploitations (1-3 ha) qui génèrent de faibles revenus mais survivent avec des charges limitées (main d'œuvre familiale, peu d'investissements)
 - ▶ les grosses exploitations (> 30-40 ha), à la pointe technologiquement (réinvestissements fréquents) pour lesquels l'amélioration du coût de production est une course en avant
 - ▶ les exploitations intermédiaires, en situation délicate, avec des charges de main d'œuvre non négligeables, mais souvent de faibles capacités d'investissement.
- ⊙ Aucun indicateur de répartition des postes de coût de production n'existant aujourd'hui, il est donc difficile de mesurer l'évolution de ces coûts dans les Antilles et dans les autres bassins de production.
- ⊙ Cependant, aux dires des acteurs interrogés, il est certain que **le coût de production de la banane antillaise française n'a pas baissé, voire il a augmenté** sur la dernière décennie et a priori, l'écart avec les autres zones n'a pas diminué :
 - ▶ Le coût de la main d'œuvre a fortement augmenté en France,
 - ▶ La dépendance de la filière à l'importation pour ses fournitures l'a rendu plus sensible à l'augmentation mondiale du coût de l'énergie,
 - ▶ Le prix de vente ramené en euros courant est resté stable sur les 5 dernières années.

Et ce malgré une recherche permanente de gains de productivité sur les exploitations (la production guadeloupéenne a augmenté alors que le nombre d'exploitations est resté stable, les aides n'ont pas augmenté, ni les prix).
- ⊙ La contribution globale du PBD est difficile à évaluer, mais elle peut être différenciée selon ses grands axes d'action :
 - ▶ Le **développement de techniques de production plus respectueuses de l'environnement et la généralisation de conditions de production favorisant la qualité** (axes 1, 2 et 3) a très certainement **accentué l'augmentation des frais de production**

- (augmentation des coûts de main d'œuvre, non compensée par la baisse des coûts en produits phytosanitaires).
- ▶ A contrario, les **mesures d'accompagnement des planteurs (axe 4) ont pu artificiellement diminuer certaines charges** (plantations, bâtiment, équipement, aides surfaciques) et ainsi atténuer légèrement l'augmentation des autres charges. La part de la main d'œuvre représentant toutefois entre 30 à 40% des frais de production, elle peut cependant être difficilement compensée par ces aides à l'investissement.
- ⊙ De façon générale, le **PBD n'aurait donc que très faiblement contribué à compenser les handicaps de production et n'aurait pas permis de diminuer les écarts de compétitivité**. Cette analyse n'est cependant pas basée sur des indicateurs chiffrés puisqu'aucune donnée économique n'existe.
 - ▶ Cependant, la filière faisant face à des contraintes économiques (concurrence des pays tiers) mais aussi techniques (produire avec la cercosporiose noire) et sociétales (produire sans traitement aérien), **ces efforts représentent un investissement indispensable pour l'avenir, à la survie de la filière** à terme.
 - ▶ Par ailleurs, ces **handicaps sont aussi autant d'atouts** que la filière a su mettre en avant dans sa communication auprès des distributeurs (axe 5) : une « banane durable », plus « propre » et pourvoyeuse d'emplois.

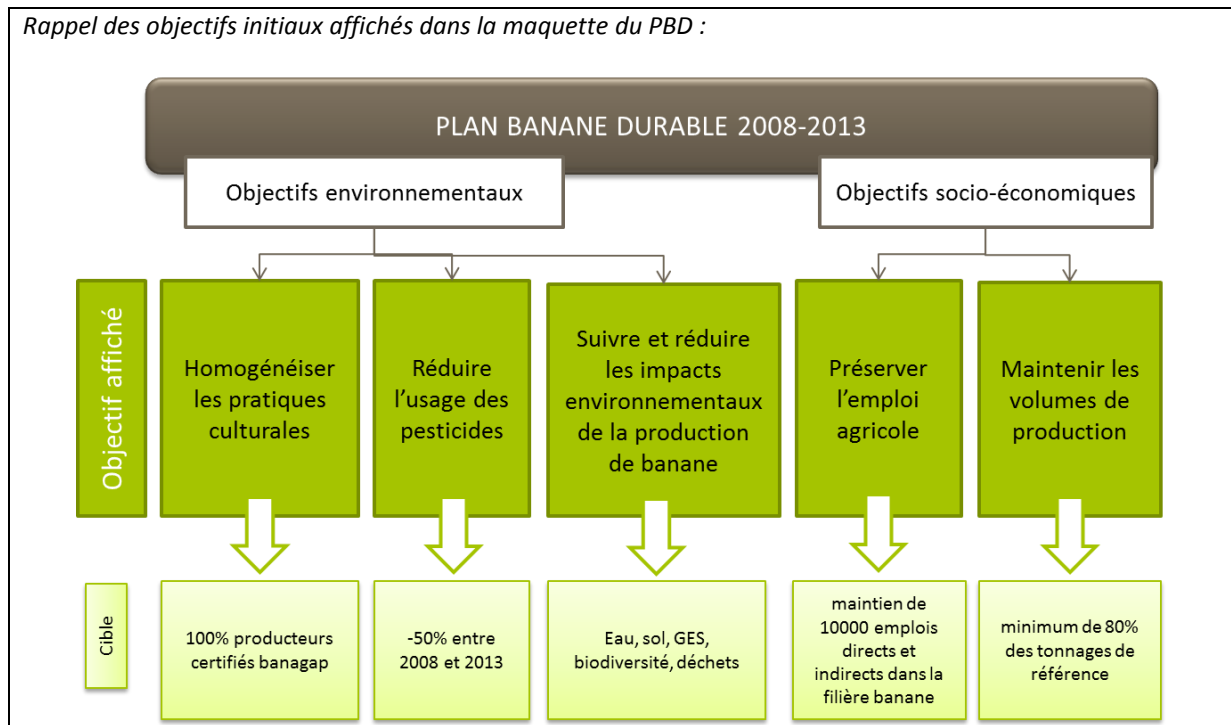
2.5.4 Q5-4 : Comment l'arrivée de la cercosporiose noire du bananier aux Antilles françaises a-t-elle été prise en compte dans l'évolution du Plan Banane Durable n°1 et la reformulation éventuelle de ses objectifs ?

- ⊙ L'arrivée de la cercosporiose noire dans les Antilles françaises était déjà fortement pressentie au moment de l'élaboration du PBD1, même si elle n'était pas attendue aussi précocement. Des **actions anticipant son arrivée** avaient déjà été prévues et mises en œuvre (ex : OPTIBAN, amélioration variétale, détection dans la Caraïbe...) et de fait, **il n'y a pas eu de réorientation forte des crédits, des moyens ou des objectifs du plan** en 2010 à son arrivée en Martinique, ou en 2012 à son arrivée en Guadeloupe.
 - ▶ Les principaux dispositifs financiers du plan, les PDR Guadeloupe et Martinique, arrivaient en fin de programmation au moment du plein développement de la maladie (2012/2013 en Martinique), ce qui a pu limiter les possibilités de réorienter les crédits aux investissements notamment dans le cadre du PBD1.
- ⊙ Les seuls effets perceptibles en réaction à la situation sont la **formation massive des producteurs à l'effeuillage** qui a été mise en place en Guadeloupe et Martinique, mais aussi dans les pays de la Caraïbe impliqués dans le programme INTERREG, le transfert par le CIRAD d'une **méthodologie d'avertissement contre la MRN** (alerte SMS et planification des ventes de pesticides), le **développement du réseau de traces** pour permettre un traitement terrestre plus aisé de la maladie.
 - ▶ D'une certaine manière, le **prolongement du programme OPTIBAN**, initialement prévu comme une étude de 18 mois, résulte également de l'arrivée de la cercosporiose alors qu'aucune solution de traitement terrestre n'est disponible. L'arrêt récent et définitif du traitement aérien n'aura fait que renforcer la pression sur le besoin d'une solution opérationnelle.
- ⊙ L'objectif principal du PBD1 était et est resté la diminution de l'utilisation de produits phytosanitaires dans la filière banane. Cet objectif reste pertinent aujourd'hui, mais il est

clairement mis en difficulté du fait de l'arrivée de la cercosporiose noire et alors que le traitement aérien n'est plus possible.

2.5.5 Q5-5 : Les principaux objectifs affichés par le Plan en matière sociale, économique et environnementale, sont-ils pertinents au regard des défis auxquels la filière est confrontée (faible compétitivité, image dégradée...)?

Rappel des objectifs initiaux affichés dans la maquette du PBD :

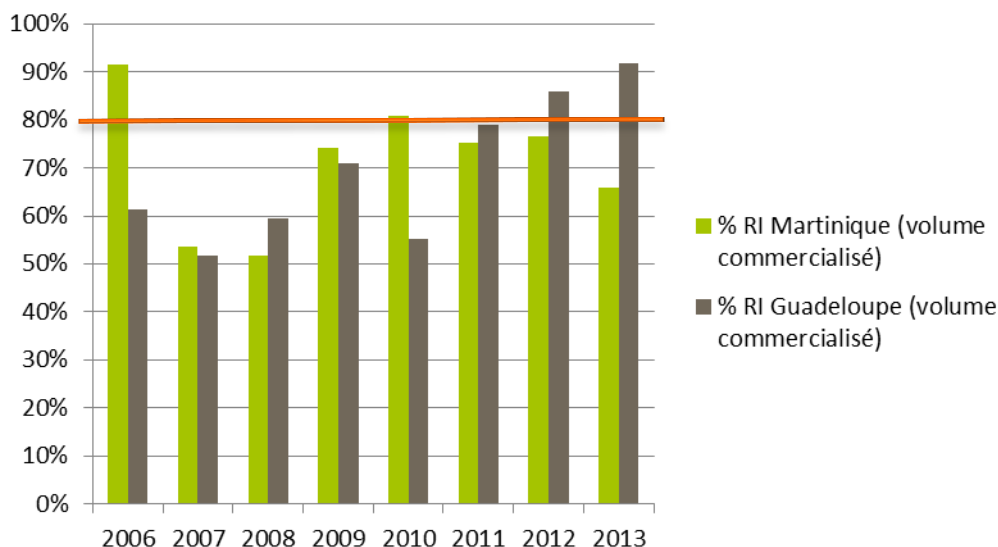


- ⊙ Les principaux objectifs qualitatifs du PBD sont **globalement pertinents et couvrent les trois dimensions du développement durable, sauf le volet social qui n'a été traité qu'indirectement** (acceptabilité sociétale, conditions de travail). On peut saluer les **ambitions fortes affichées** au démarrage du plan, qui ont sans doute été des **bons vecteurs de communication**.
- ⊙ Malgré cela, on peut observer plusieurs limites à ces objectifs tant sur un plan qualitatif que sur un plan quantitatif.
- ⊙ Sur le *plan économique*,

 - ▶ le maintien des volumes de production était d'une importance capitale pour la filière. La production guadeloupéenne atteint son objectif à partir de 2011 et le dépasse largement depuis. Alors que la production martiniquaise a peiné à atteindre les 80% de RI en 2010 et est plutôt en baisse depuis.
 - ▶ Les leviers ayant joué sur le niveau de production ne sont pas forcément liés au PBD, même si celui-ci produisait un cadre de développement plus long-termiste (acceptabilité environnementale et sociale nécessaire pour produire). L'objectif des 80% de RI traduit le fait que le **POSEI était le bras armé du PBD en terme économique** (condition de versement de l'aide : produire au moins 80% de sa référence individuelle). La principale critique que l'on peut émettre est liée à un manque d'objectifs ayant trait à la faible compétitivité de la filière. Des objectifs sur l'accroissement de la valeur ajoutée, la baisse des charges par la mécanisation ou la plus faible utilisation d'intrants auraient pu être construits. Cela peut être symptomatique d'une difficulté d'établir des actions pouvant

faire levier réellement, d'un manque d'indicateurs disponibles ou d'une perception par la profession d'un nécessaire et intemporel soutien public à la production.

Figure 19 : Evolution du rapport entre les tonnages totaux produits (commercialisés) et la somme des références historiques par région (source : ODEADOM)



○ *Sur le plan social,*

- ▶ **L'enjeu en terme d'emploi semble limitatif et finalement difficile à atteindre** dans un cadre de compétitivité accrue. Le manque d'indicateurs sur les emplois non agricoles rend difficile l'appréhension du niveau de pertinence de ces objectifs chiffrés. Des objectifs en termes de renouvellement de salariés et d'exploitations réalistes auraient pu être fixés. Les études nécessaires pour faire ce type de prévisions et le temps d'élaboration du PBD ont peut-être manqué. Globalement, nous pensons que l'objectif ne sera pas atteint et reste trop ambitieux.
- ▶ **L'amélioration de l'acceptabilité sociétale de la production de banane et l'amélioration des conditions de travail des salariés et exploitants agricoles** n'ont finalement été que des objectifs latents du plan, travaillés par le biais des actions mises en œuvre, mais non clairement affichés comme priorités du PBD1.

○ *Sur le plan environnemental,*

- ▶ la **réduction de pesticide était très ambitieuse** (en avance par rapport à ECOPHYTO) et correspondait à une situation où la filière était attaquée sur cet aspect et où elle commençait à avoir les moyens techniques pour répondre à ces défis. Cet objectif a été accompli en Martinique (51% de baisse sur les quantités de matière active par hectare entre 2006 et 2013) et partiellement en Guadeloupe (35% de baisse)⁵. La réduction de l'emploi de phytosanitaires est principalement liée à :
 - à la diminution des nématicides employés (75% de la baisse en Guadeloupe et 42% en Martinique) grâce à la généralisation de l'emploi des vitroplants et des jachères assainissantes.
 - Et à la baisse des herbicides (54% de la baisse en Martinique et 25% en Guadeloupe) grâce, entre autres, au développement des systèmes de culture intégrant les plantes de couverture, mais aussi à l'amélioration générale des pratiques des producteurs

⁵ Cf. Rapport 1 « Bilan de la mise en œuvre » pour le détail des données et des méthodes employées

Il est probable que la filière, du moins en Martinique, ait atteint un seuil quantitatif au-delà duquel il sera désormais plus difficile de diminuer et les efforts devront davantage porter sur l'évolution qualitative du contrôle des parasites (substitution par des produits bio par exemple). A noter cependant la remontée observée en Martinique en 2012 (et a priori confirmée en 2013) liée à l'arrivée de la cercosporiose noire et à l'arrêt des traitements aériens.

Figure 20 : Evolution de la quantité de matière active (QSA/ha) en Martinique (source : IT², 2014)

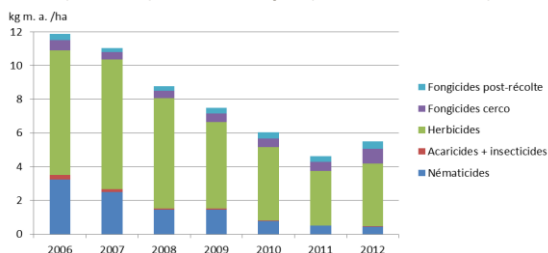


Figure 21 : Evolution de la quantité de matière active (QSA/ha) en Guadeloupe (source : IT², 2014)

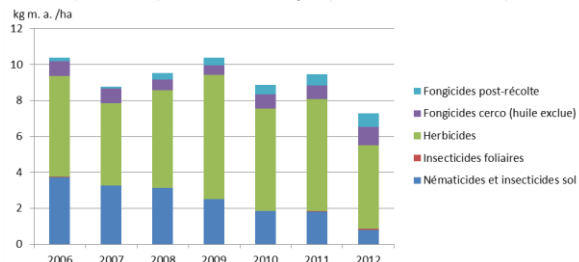


Figure 22 : Evolution des NODU/ha en Martinique, (source : IT², 2014)

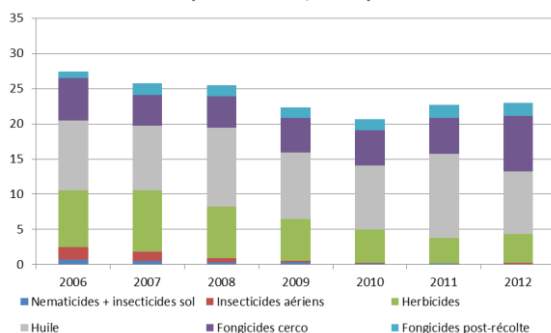
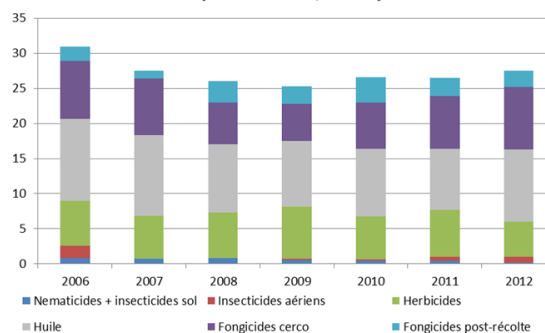


Figure 23 : Evolution des NODU/ha en Guadeloupe, (source : IT², 2014)



- ▶ La réduction des impacts environnementaux de la filière était un objectif tout à fait pertinent après les déboires dus à la chlordécone.
 - On peut regretter cependant que l'aspect environnemental du plan ait été surtout concentré sur l'usage des produits phytosanitaires (même si la crise du chlordécone a mis nécessairement un focus particulier sur cet aspect) sans fixer des objectifs concrets sur les autres aspects environnementaux : consommation d'engrais minéraux, consommation énergétique, biodiversité... On peut penser que l'ACV et le bilan carbone réalisés lors du PBD 1 permettront à l'avenir de fixer un ensemble d'objectifs environnementaux en lien avec les différents impacts de la production bananière à différentes échelles (parcelle, exploitation et territoire).
 - D'importants efforts ont tout de même été entrepris sur : la fertilisation, la collecte des déchets, l'utilisation de la biodiversité fonctionnelle au champ... mais aucun indicateur d'impact ne permet de mesurer clairement les effets de ces actions.
- ▶ Les **objectifs sur la certification étaient eux aussi très ambitieux et ne correspondaient pas à la réalité du terrain** au vu du nombre de petites structures, souvent en difficulté pour mettre en place un système documentaire. En revanche, les objectifs de réduction de l'hétérogénéité de la production sont extrêmement importants car c'est un facteur de surcoût non négligeable et un point négatif en terme commercial (irrégularité du produit souvent citée par les acheteurs comme point négatif de la production antillaise).

2.5.6 Synthèse Q5

- ⊙ L'atteinte des objectifs principaux (environnement et économique) a été différente au niveau des 2 îles :
 - ▶ **En Martinique, les objectifs environnementaux ont été globalement remplis**, hormis depuis 2012 où la cercosporiose et l'arrêt du traitement aérien a modifié la donne. Le période de « recovering » de l'après DEAN a permis de tutoyer les 80% de RI en 2010, mais avec une rechute, accentuée en 2013 suite aux évènements climatiques. **L'atteinte des objectifs de production a donc été non satisfaite.**
 - ▶ **En Guadeloupe, c'est l'inverse qui s'est produit**, avec une **dynamique de production forte** alors que la traduction des efforts de développement agricole ne s'est **traduite que partiellement au niveau environnemental.**
- ⊙ En terme social, le bilan est plus mitigé :
 - ▶ Sur un plan sociétal, les actions de communication ont permis de modifier le ton du discours sur la banane, avec des vecteurs plus positifs. Cela a **contribué à améliorer l'image du secteur** et à **reconstruire son acceptabilité sociale.**
 - ▶ Par contre, sur le **plan social, les effets sont limités**, hormis un maintien relatif des plus petites structures, mais qui est plus lié au POSEI. Les difficultés de recrutement de main d'œuvre sont réelles et on peut également s'interroger sur la transmissibilité d'exploitations, qui sont en phase de sous-investissements, notamment en Martinique.
- ⊙ La pertinence des objectifs recherchés est globalement bonne, sauf pour quelques aspects :
 - ▶ Des objectifs sur la certification non réalistes
 - ▶ Des objectifs sociaux (maintien du nombre d'emplois) et sociétaux perfectibles, quand ils ne sont pas à reconstituer (acceptabilité sociétale de la filière qui était un **objectif tacite** pour lequel des moyens ont été engagés).

2.6 Q6 – Quelle est la cohérence du Plan Banane Durable n°1 ? Dans quelle mesure la construction du Plan, le choix des axes et mesures ou actions, leur éventuelle hiérarchisation et leur évolution au cours de la période ont conduit à assurer une cohérence interne et externe apte à répondre aux besoins de la filière ?

2.6.1 Q6-1 : Cohérence interne

Cohérence des axes et des actions avec les objectifs

- ⊙ Le PBD a été construit autour de 5 axes majeurs, complétés plus tardivement par un 6^{ème} axe. Le choix de ces axes d'intervention permettait de couvrir l'ensemble des maillons de la filière banane, de la recherche à la distribution en passant par la production, avec un partage théorique relativement clair entre les différents volets. En cela, ce dispositif d'accompagnement de filière était **fortement intégrateur et innovant**, et adapté aux enjeux que rencontrait la filière banane en 2008.
- ⊙ Les actions mises en œuvre dans **les axes 1, 2 et 3**, visant surtout au développement technique de la production de banane, répondaient principalement à **l'objectif de réduction de l'impact environnemental de la filière**. Quelques actions au sein de ces axes avaient cependant des objectifs doubles ou différents :

 - ▶ L'action BANAGAP affichait des objectifs plus économiques (maintien des débouchés commerciaux). Cependant, comme on l'a vu précédemment, de manière concrète, la certification a surtout joué sur les conditions de travail des salariés et a donc plutôt contribué à répondre au pilier « social » du PBD,
 - ▶ Les actions d'encadrement et de formation des producteurs, avaient un double objectif : généraliser les pratiques issues de la recherche, plus respectueuses de l'environnement, mais aussi des techniques de production et de gestion permettant d'améliorer la compétitivité des exploitations bananières,
 - ▶ Enfin les contrôles qualité départ et arrivée visaient à améliorer la qualité du produit final, et donc sa valorisation économique.
- ⊙ **L'axe 4**, de par la diversité des investissements ou des pratiques financés, répond à un **triple objectif** :

 - ▶ Une généralisation de pratiques plus respectueuses de l'environnement (ex : vitroplants, matériel de lutte contre la cercosporiose, MAEt),
 - ▶ Une amélioration de la compétitivité des entreprises agricoles et de la valorisation économique de la production (ex : irrigation, voiries, ICHN, modernisation des stations),
 - ▶ Une amélioration des conditions de travail (ex : modernisation des stations).
- ⊙ **L'axe 5** avait 2 volets :

 - ▶ Un **objectif clairement économique** (amélioration de l'image du consommateur métropolitain) s'appuyant sur des arguments notamment environnementaux.
 - ▶ Un **objectif social** qui n'était cependant pas clairement formulé dans la maquette : améliorer l'acceptabilité sociétale de la production de banane.
- ⊙ Enfin, **l'axe 6**, tout à fait pertinent en terme de **développement économique** de la filière, n'a pas complètement été intégré au cadre global : plusieurs actions ont été menées qu'il aurait été légitime d'inclure dans le PBD et qui pourtant n'ont pas fait l'objet d'une réflexion globale et partagée (ex : farines de banane, vin de banane).

- ◎ Ainsi **l'ensemble des axes définis et la majorité des actions mises en œuvre contribuent aux objectifs qui ont été attribués au PBD**. 2 limites à cette cohérence :
 - ▶ Les actions de coopération Caraïbes trouvent difficilement leur place, la plus-value pour la filière, qu'elle soit environnementale ou économique, ayant été jugée a posteriori minime (voir précédemment),
 - ▶ On peut regretter que l'objectif social, restreint à l'emploi, n'ait pas été plus travaillé, peu d'actions ayant été mises en place pour répondre à la diversité des enjeux présents sur ce volet : transmission des entreprises, problématique de recrutement...
- ◎ Plus globalement, il ressort que le PBD résulte d'une volonté initiale forte tournée vers **l'excellence environnementale**, dans un **contexte d'image attaquée**. La priorité était de porter un nouveau projet pour la filière qui était « à terre », avec des valeurs « Développement durable » porteuses au niveau national et européen (Grenelle de l'environnement/Ecophyto).
- ◎ Ainsi, les mesures des axes 1, 2 et 3 sont fortement articulées et très cohérentes entre elles et constituent le cœur du PBD. Les autres mesures semblent avoir été implémentées ultérieurement pour constituer les autres piliers de la durabilité du programme, afin de ne pas concentrer tous les arguments de reconquête sur l'environnement.
 - ▶ Les mesures de l'axe 4 semblent avoir été priorisées a posteriori, afin d'assurer une cohérence à l'ensemble (« guideline ») du PBD et entre PDR,
 - ▶ L'axe 5, au dire de certains acteurs, a été raccroché artificiellement sous l'impulsion des pouvoirs publics. Or, l'intégration de cet axe nous paraît complètement pertinente et trouve sa place dans une approche intégrée de la filière,
 - ▶ L'axe 6, même s'il paraît cohérent avec l'esprit du PBD, semble s'être « incrusté » à la faveur d'une action opportune, sans inclure d'autres opérations de même nature (voir précédemment).

Articulation entre les différents intervenants

- ◎ **La coordination opérationnelle des actions et des axes entre eux a été répartie entre les différents acteurs clefs**, représentants de la filière et principaux financeurs présents territorialement :
 - ▶ L'UGPBAN a assuré la coordination technique entre axes et entre acteurs du PBD de manière relativement transversale. Elle a partagé ce rôle de coordination avec d'autres structures mais de manière cloisonnée :
 - l'IT² sur les axes 1 et 2, avec le co-pilotage du CIRAD,
 - les OP sur l'axe 3, dans une moindre mesure l'axe 4, et de façon partagée sur l'axe 5,
 - les DAAF ont assuré le suivi des fonds PDR sur l'axe 4, et en corrélation avec la filière, les axes 2 et 3.
 - ▶ Aucune coordination entre acteurs n'a été apportée aux actions relevant de l'axe 6.
- ◎ De ce fait, la cohérence d'ensemble a été assurée par l'UGPBAN, mais plus spécifiquement sur les axes 1, 2, 3 et 5. Pour l'axe 4 en Martinique, on peut regretter que les réorientations de moyens et de priorités aient été assez tardives (2010 et 2011) et n'aient pas été guidées par des évolutions d'enjeux ou d'objectifs (évaluation à mi-parcours du PDRM).
- ◎ De façon globale il n'y a pas eu de chevauchement de rôle entre les acteurs, **l'articulation des actions entre elles a été correctement menée au sein de chaque axe**. Mais **la communication entre axes et entre île a par contre été très limitée**. Les structures fortement impliquées sur un

axe (ou une île) ont peu connaissance de ce qui s'est fait dans les autres. Seule l'UGPBAN a eu cette vision d'ensemble du plan (vision néanmoins plus limitée de l'axe 4).

- La répartition des rôles entre CIRAD et IT² est centrale dans la mise en œuvre de 2 des principaux axes du PBD.
 - ▶ Autant la complémentarité des tâches et des compétences au niveau des plateformes apparaît relativement cohérente :
 - Le développement de nouvelles techniques et l'identification des solutions opérationnelles satisfaisantes « au labo » relèvent des tâches du CIRAD,
 - L'expérimentation de ces solutions au champ en « conditions réelles » est assumée par l'IT².
 - ▶ Autant, distinguer les actions du CIRAD entre les plateformes (axe 2) et les actions de recherche « amont » (axe 1) est moins aisé, du fait de liens très forts en termes scientifiques et en termes humains. La principale différence pourrait se situer entre des activités de recherche à visée opérationnelle, en corrélation forte avec les souhaits de la profession via l'IT², et des activités de recherche plus indépendantes, visant surtout à approfondir les connaissances scientifiques.

Cohérence et articulation entre les 2 îles

- Alors que notre vision d'évaluateur était assez tranchée, au sortir du bilan de la mise en œuvre, sur l'existence de 2 PBD (1 pour chaque île), il apparaît que la différenciation de certaines actions n'apporte pas d'incohérence à l'ensemble du plan.
Même si les résultats et les impacts entre îles peuvent être différents, ceux-ci semblent être plus liés à des différences de contexte local, qu'à une volonté délibérée d'imposer 2 visions spécifiques du plan.
- Ainsi, les acteurs institutionnels et économiques reconnaissent **l'apport lié à l'association des 2 îles à un projet commun**, avec des outils communs, qui sont aussi le prolongement de la structuration récente de la filière (intégration de LPG dans l'UGPABN en 2005). Cela a permis de meilleurs transferts de bonnes pratiques et de capitalisation de travail entre les 2 îles (ex : Opération Banane à la Classe).

Valeur ajoutée de l'association de l'ensemble des acteurs

- Un des principaux succès du PBD est d'avoir donné une ligne directrice commune à l'ensemble de la filière de production, entre OP et entre îles. A ce niveau-là, l'intégration de tous les acteurs a permis de partager une vision commune et de donner de la cohérence dans les efforts fournis, de donner une direction unique à l'évolution de la production de banane.
- L'association des acteurs « amont », organismes de recherche, était nécessaire pour permettre de faire converger les développements scientifiques et les besoins et contraintes pratiques de la production. Les activités de recherche auxquelles contribuaient financièrement les planteurs (directement jusqu'en 2009 puis via leur contribution à l'IT² depuis), ont été mises « au service de » la filière.
- Enfin, même si les actions de l'axe 5 visaient l'aval de la filière (distribution, consommation), les acteurs représentant ce maillon aval n'ont pas été associés au PBD. Les distributeurs et les consommateurs n'ont pas été représentés et impliqués dans la définition des objectifs dans la mise en œuvre des actions.

- ⊙ Ainsi, l'association des acteurs de la filière de production, des organismes de recherche et des financeurs a permis d'amener **les visions, les actions et les dispositifs financiers à converger** vers un but commun, permettant de rendre cohérents les efforts fournis tout au long de la chaîne de valeur et d'optimiser les sources de financement public.

2.6.2 Q6-2 : Cohérence externe

Sur le plan des aides économiques à la filière

- ⊙ Comme nous l'avons vu précédemment, le maintien de la filière a pu s'appuyer sur 2 leviers :
 - ▶ Un dispositif POSEI qui est majeur et qui est le principal soutien économique de la filière
 - ▶ Le reste des soutiens regroupé au sein du PBD, avec orientation environnementale forte, et pouvant servir de support à un projet de filière.
- ⊙ L'interaction entre ces 2 « dispositifs » est pourtant relativement faible, avec un accès aux aides qui n'est pas conditionné par des modalités liés à l'un ou l'autre dispositif. La tentative de conditionner les aides POSEI à la certification BANAGAP a été le seul essai dans ce sens.
- ⊙ On peut également citer les aides conjoncturelles ou ponctuelles des Conseil Régionaux qui ont pu également jouer un rôle de soutien à la production sans être intégrées dans le PBD (majoration des aides POSEI en 2012, aides après les évènements climatiques...)
- ⊙ Au niveau des dispositifs fiscaux, seule la **défiscalisation semble rentrer en « compétition »** avec les mesures d'aides à l'investissement (voir bilan). A ce niveau, il ne semble pas y avoir eu de double financement ou d'activation de la défiscalisation après un soutien public (mais non vérifiable dans les faits). Par contre, il y a bien eu un effet de substitution entre les mesures du PDR et la défiscalisation, qui ont pu atténuer le ciblage initial vers des investissements priorités.
- ⊙ Enfin, on peut regretter le manque de cohérence externe, voire d'intégration dans le plan, de projets menés par des partenaires extérieurs (INRA).

Au niveau environnemental

- ⊙ En ce qui concerne le plan Ecophyto, celui-ci **rentre en pleine résonance avec le PBD**, notamment au niveau des objectifs, mais aussi des moyens mis en œuvre (utilisation des fermes DEPHY, projet OPTIBAN), avec une intégration à géométrie variable (intégration d'OPTIBAN mais pas de REPHYBAN).
Au vu des faibles moyens mis en place par Ecophyto, il n'y a pas de redondances avec ceux du PBD. Ce plan Ecophyto a eu un effet synergique avec le PBD, sans qu'aucun des 2 plans ne parle de l'autre.
- ⊙ On peut regretter une trop faible articulation entre les actions des Offices de l'Eau et le PBD.

Au niveau social et sociétal

- ⊙ **Les initiatives prises à ce niveau** (exemple : conduite d'un CEP agriculture, lancement d'une GPEC au niveau de 50 exploitations martiniquaises, politique de formation plutôt que le chômage) **n'ont pas trouvé d'écho dans le PBD** qui n'avait pas identifié de leviers d'actions à ce niveau. On peut regretter le manque de synergie sur cette thématique.
- ⊙ D'autre part, aucune référence n'est faite au niveau du PBD du plan Chlordécone plutôt centré sur la recherche de solutions de remédiation. Cependant, un lien pourrait être fait dans le volet

environnemental du PBD avec la recherche et la mise en œuvre de pratiques agricoles (pas qu'en production banane) permettant de limiter la circulation de cette molécule. Indépendamment du dispositif « plan chlordécone », le sujet de la Chlordécone (un des déclencheurs du PBD) reste un sujet sociétal sensible, sur un champ à la fois environnemental, mais aussi territorial. Ce passif peut atténuer la contribution des réussites du PBD sur l'image de la filière auprès de la population.

2.6.3 Synthèse Q6

- ⊙ Le PBD a permis pour la première fois d'intégrer une grande partie des actions d'accompagnement de la filière. Cette innovation reste **perfectible mais présente des avancées** : définition d'objectifs communs, clairs et lisible, définition d'une ligne directrice permettant de cibler les actions d'accompagnement, travail en commun entre les 2 îles...
- ⊙ Le plan présente une **bonne cohérence interne, mais aussi externe** (pas d'effets antagonistes), même si des bémols doivent être apportés à ce constat :
 - ▶ **La cohérence reste faible entre les objectifs sociaux et sociétaux** (définis ou latents comme l'amélioration de l'intégration sociétale de la filière) **et les actions menées**. Les leviers d'action ont été peu identifiés et reposaient plus sur des dispositifs extérieurs au PBD.
 - ▶ **L'articulation entre le POSEI et le PBD pourrait être améliorée** : utilisation du POSEI au sein du PBD plus claire, critérisation du POSEI en fonction des objectifs du PBD, réflexion sur le seuil des 80% et la distribution des RI si l'un des objectifs économiques est bien de dynamiser les volumes de production.
 - ▶ **Le relatif cloisonnement entre certaines actions renvoie à des problématiques de gouvernance et de communication.**
 - ▶ Aucun lien n'est établi avec le plan Chlordécone

2.7 Q7 : Dans quelle mesure le mode de gouvernance et de suivi du Plan Banane Durable n°1 a-t-il permis de contribuer aux objectifs fixés ?

2.7.1 Q7-1 : Quels mécanismes de suivi des moyens mis en œuvre, des projets financés, et de leurs résultats, ont été mis en place ?

- ◎ En 2008, une commission composée de l'UGPBAN, du CIRAD, de l'ODEADOM, du Ministère de l'Agriculture et du Ministère des Outre-Mer et présidée par le CGAER, a permis de construire et lancer le PBD.
 Cette instance a cependant arrêté de se réunir au cours de la première année. Par la suite, **aucune organisation formalisée de suivi global du plan n'a été réalisée.**
- ◎ Dans les faits, c'est **l'UGPBAN qui a assuré l'animation de l'ensemble du plan**, le suivi des actions et des résultats et a rendu compte régulièrement aux financeurs mais pas dans un cadre défini.
 - ▶ Seules des commissions de suivi du travail de recherche appliquée a été réalisé au sein de l'IT² (comité agronomique et comité sélection variétale)
- ◎ D'une certaine manière, les indicateurs environnementaux et de changements de pratiques (résultats techniques des axes 1, 2 et 3) ont été suivis par l'IT², mais **sans que ces indicateurs aient été définis en amont et en concertation avec l'ensemble des parties prenantes.** De même, il n'a pas été mise en place de **moyens de suivi ou d'indicateurs au niveau économique et social.**
- ◎ **Le suivi des moyens financiers** a été réalisé à l'échelle de chaque dispositif et de chaque financeur, **sans croisement ni bilan transversal** (d'où la difficulté de construire le bilan financier a posteriori).
 - ▶ L'ODEADOM qui a traduit le PBD en programme sectoriel banane et validé les modifications via la CDOA section POSEI, n'a effectué le suivi que de ses propres affectations budgétaires.
 - ▶ Les DAAF, principal financeur du PBD (2/3 du budget initial), ont suivi les demandes de subventions et les montants engagés sur les PDR mais sans croisement entre les 2 îles.
 - ▶ Aucun suivi n'a été réalisé au fil de l'eau sur la part de financement des planteurs (et des OP), notamment sur les actions non soutenues (certification, investissements hors subvention...)

2.7.2 Q7-2 : Les instances de suivi mises en place ont-elles été efficaces ? Ont-elles permis une bonne circulation de l'information parmi tous les acteurs ? Ont-elles permis des prises de décision concertées et opportunes ?

- ◎ Comme on vient de le voir, aucune instance de suivi global n'a été mise en place sur la durée du plan, aucun rituel régulier n'a permis de faire des bilans intermédiaires techniques et financiers du PBD1 avec l'ensemble des parties prenantes.
- ◎ Du fait, entre autres, de la multiplicité des sources de financement, et du manque de suivi financier transversal, la communication est restée très cloisonnée par axe ou par dispositif financier. **Peu d'acteurs estiment avoir une vision globale du plan.**
 - ▶ Aucune convention partenariale n'a été conclue entre financeurs, ce qui n'a pas permis de donner un cadre financier unique au dispositif, et permettant d'appréhender les financements dans leur ensemble et non à l'aune de chaque programme.

- ▶ Les bailleurs de fond n'ont pas réalisé de bilan financier global ni par dispositif ni pour le PBD.
- ⊙ Les orientations et réorientations éventuelles du PBD ont été principalement le fait des représentants de la filière (UGPBAN et OP) en cohérence avec la volonté forte de la filière d'être proactive dans son évolution et de « prendre en main » sa survie. Le PBD est plutôt **un outil mise en œuvre par et pour la filière**.
Les décisions prises se sont faites avec l'accord des financeurs, mais sur proposition des structures pilotes.
- ⊙ A l'échelle de l'IT², cependant, la gouvernance mise en place pour les actions de R&D, s'appuyant sur 2 conseils et 2 comités techniques, a permis de partager entre recherche et producteurs les avancées scientifiques et de décider des suites à donner. La participation d'experts extérieurs à la filière a pu apporter une ouverture et une prise de recul aux décisions prises.

2.7.3 Q7-3 : Les rôles respectifs des différentes parties prenantes ont-ils été correctement définis en amont ?

- ⊙ Les acteurs signataires du PBD1 fin 2008 sont :
 - ▶ les représentants de la filière (UGPBAN, BANAMART, BANALLIANCE, LPG mais aussi l'ITBAN),
 - ▶ le CIRAD ;
 - ▶ Et les financeurs sollicités (Ministère de l'agriculture, ODEADOM, Région Guadeloupe, Région Martinique, Département Guadeloupe et Département Martinique),
 - ▶ D'autres acteurs auraient pu légitimement être parties prenantes du PBD dès sa mise en place, comme les Offices de l'Eau, les FAFSEA et l'INRA.
- ⊙ Dans le cadre du PBD, **aucun rôle n'a été défini pour chaque acteur, ni en terme de gouvernance ni en terme de suivi**. Les seuls rôles clairement établis étaient ceux de « financeurs » et de « structures de la mise en œuvre », parfois partagés par un même acteur (OP).
 - ▶ L'organisation de la gouvernance aurait pu reposer sur les structures existantes au niveau de l'ODEADOM (comité sectoriel) avec une animation au niveau local par les DAAF. L'ODEADOM aurait dû être l'interface entre administrations et filière sur toute la durée du plan (en cohérence avec son rôle initiateur initial).
- ⊙ La particularité de la gouvernance de l'IT² est à nouveau à noter : les rôles attribués aux différentes instances mises en place ont été clairement établis à la création de l'ITBAN.

2.7.4 Q7-4 : Toutes les parties prenantes ont-elles eu un rôle décisionnel ? Consultatif ? Ont-elles été informées des décisions prises ?

- ⊙ Comme vu précédemment, les rôles n'ont pas été définis de manière formelle et concertée au démarrage du plan.
Dans les faits, **le pilotage du PBD a été réalisé par la filière**, avec :
 - ▶ Une coordination globale et relativement transversale par l'UGPBAN,
 - ▶ Une orientation technique des actions de recherche et développement au niveau de l'IT² (conseil scientifique consultatif et conseil d'administration décisionnaire) et en coordination avec le CIRAD.

- ⊙ Ce pilotage s'est appuyé sur l'avis des autres acteurs et la validation par les financeurs, mais le rôle de ceux-ci a été ressenti comme surtout consultatif.
- ⊙ Cette centralisation du rôle décisionnel a pu impacter les modes de communication entre acteurs. Le **niveau d'information est inégal et cloisonné** en fonction des actions, axes, dispositifs assumés. Par exemple :
 - ▶ La création de l'axe 6 a surtout concerné la Martinique, sans intégrer des actions menées en Guadeloupe,
 - ▶ Certains acteurs regrettent le manque de clarté qui a pu entourer les actions et les financements relevant du programme INTERREG et qui a finalement mené à un audit du PBD Caraïbes.
- ⊙ Il faut cependant reconnaître qu'une partie du cloisonnement est aussi interne à certains acteurs, avec une faible transversalité entre services pouvant être concernés par la filière banane.

2.7.5 Q7-5 : Quelle a été l'incidence de la gouvernance du Plan sur la gestion et le suivi de celui-ci ?

- ⊙ La gouvernance, ou l'absence de gouvernance clairement établie initialement, **n'a semble-t-il pas été fortement préjudiciable pour la mise en œuvre technique du PBD1** :
 - ▶ Il y a eu peu de réunion de bilan, mais le suivi réalisé par l'UGPBAN a été relativement efficace avec une assez bonne transparence. La profession est perçue comme ouverte, prête à la discussion.
 - ▶ La gestion par les OP de la mise en œuvre des actions à destination des planteurs (conseil technique et choix des investissements éligibles) a permis l'adaptation aux contextes de filière différents.
 - ▶ La plupart des acteurs s'accorde à dire que le PBD n'aurait pas été plus efficace avec une autre forme de gouvernance.
- ⊙ Cependant, la **mise en réseau des acteurs et l'ouverture vers d'autres partenaires est tout de même jugée insuffisante** et questionne l'optimisation des fonds et de certaines actions, mais aussi sur une ouverture qui aurait été bénéfiques aux résultats du plan :
 - ▶ L'absence de suivi financier a pu impacter la bonne affectation des moyens, une meilleure anticipation des ajustements FEADER sur l'axe 4 en Martinique par exemple.
 - ▶ Le manque de communication globale a induit, à un moment donné, des doutes et des inquiétudes quant à la répartition des financements entre les actions CIRAD et IT² et peut-être à une certaine perte de confiance malgré les contrôles et audits réalisés.
 - ▶ **La faible implication d'acteurs extérieurs à la filière a limité la diversité des apports et les constructions collaboratives.** Cela a réduit les possibilités d'innovations transversales.
- ⊙ Le **PBD est finalement peu connu dans sa globalité**, chaque acteur a en une vision partielle centrée sur son cœur de compétence (sur quelques actions, 1 axe voire 2 mais rarement plus). Seule l'UGPBAN a la vision la plus complète, mais cette connaissance est surtout empirique, aucun bilan exhaustif avec indicateurs de suivi n'a été mis en forme.
 - ▶ Le sentiment qu'on aurait gagné à avoir plus d'échange entre parties prenantes est partagé par la plupart des acteurs.
- ⊙ A posteriori, les acteurs interrogés identifient **les lacunes et manques qu'il aurait fallu combler pour optimiser la gestion et le suivi du PBD** :

- ▶ **Réaliser des points stratégiques réguliers afin de questionner régulièrement l'efficacité de la mise en œuvre du plan**, et sa pertinence au vu de l'évolution du contexte. Cela aurait aussi permis de clarifier les remises en question au fil de l'eau.
- ▶ Apporter une plus grande transparence par une communication transversale et égale à destination de toutes les parties prenantes
- ▶ Conserver une approche différenciée par île mais instaurer une instance de suivi transversale permettant de coordonner des actions interrégionales et de partager les retours d'expérience locaux
- ▶ Intégrer des acteurs plus diversifiés (ODE, FAFSEA, CDA, INRA, associations...) non pas dans le pilotage du plan, mais pour enrichir les discussions avant les prises de décisions.

2.7.6 Synthèse Q7

- ⊙ **Aucune instance formelle** de suivi et de pilotage n'a été instaurée au démarrage du PBD.
- ⊙ Cependant **l'animation et le pilotage technique ont été effectivement réalisés par la filière** ce qui a permis d'assurer une mise en œuvre globalement satisfaisante des actions prévues par rapport aux objectifs fixés. Cependant, le PBD est davantage un **outil initié par la filière et mis en œuvre pour la filière**, avec un rôle plutôt consultatif des autres parties prenantes. On peut regretter une **faible ouverture vers les autres partenaires** ou acteurs indirectement concernés par la production bananière.
- ⊙ **Aucun suivi financier global et interrégional** n'a été réalisé, les dépenses réelles effectuées sur chacune des actions n'ont pas été suivies, agglomérées ni traitées de manière à donner une vision globale des moyens effectivement en jeu. Ce manque de suivi financier questionne l'optimisation de l'utilisation des fonds publics et limite la possibilité de mesurer l'efficacité du Plan.
- ⊙ Par ailleurs, le **manque de communication transversale entre acteurs** a pu nuire à la visibilité du PBD et à la mise en cohérence des actions les unes envers les autres (surtout entre axes), et limiter les apports réciproques. La **mise en réseau des partenaires est insuffisante au sein même du PBD (entre types d'acteurs, entre île) mais aussi avec des acteurs extérieurs**. La filière et ses détracteurs auraient également besoin d'échanger leur vision et d'initier un dialogue qui ne pourrait être que bénéfique pour les 2 parties (faire tomber les a priori).

3 Jugement évaluatif transversal

3.1 Pertinence

Le PBD est issu d'une réflexion visant à répondre à des enjeux qui montaient en puissance (remise en cause sociétale avec l'affaire de la chlordécone), avec une construction et un déclenchement dans un contexte de crise aigüe économique (effets du cyclone DEAN) et médiatique.

Les objectifs formulés ont permis de répondre à une somme d'enjeux sociétaux, environnementaux économiques et sociaux avec une **pertinence contrastée** :

- ▶ les objectifs environnementaux étaient nécessaires pour des **questions d'image, d'acceptabilité et de réponse à des enjeux sociétaux plus larges**. Ils étaient également **porteurs d'un nouveau modèle de développement agricole**, plus respectueux de l'environnement.
- ▶ les objectifs économiques visaient à retrouver une **taille critique**, tout en orientant les investissements vers des pratiques plus durables et s'appuyant tacitement sur un POSEI généreux (le POSEI banane représente en moyenne 208 000€ / exploitation bénéficiaire soit 114% du PBS moyen en 2012). Ils **ne cherchaient pas à réduire prioritairement des écarts de compétitivité** essentiellement liés à un cadre réglementaire et social plus rigoureux que la concurrence.
- ▶ les **objectifs sociaux (emplois) revêtaient une pertinence limitée**, et permettaient d'asseoir un discours positif auprès de la sphère publique, mais ne répondent pas aux besoins des planteurs (renouvellement et recrutement des salariés).

Certains objectifs ont été utilisés, de manière pertinente et parfois justifiée, comme « têtes de gondole » d'une communication à différents niveaux : population locale, clients, financeurs, communication interne à la filière, etc...

L'objectif sous-jacent d'une meilleure acceptabilité sociale reste tacite au niveau global et affiché uniquement sur l'action de communication locale, alors que c'est un des objectifs prioritaires du plan par rapport au contexte dans lequel le PBD s'est construit.

Au vu des résultats et de l'évolution du contexte, il sera **nécessaire de repenser les objectifs du PBD** si l'on souhaite le prolonger (PBD2) et appuyer la durabilité globale des actions proposées : renforcement des objectifs sociaux (emplois/compétences/recrutement), travail sur les coûts de production, évolution du positionnement marketing avec l'IGP et l'arrivée de la concurrence de la banane dollar...

Tableau 2 : Atouts et faiblesses de la pertinence du PBD1 (objectifs / enjeux)

Points forts	Points faibles
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le PBD, une réponse pertinente au contexte initial ▪ Des objectifs environnementaux pertinents vis-à-vis des enjeux sociétaux ▪ Un objectif de production indispensable 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Des objectifs économiques insuffisants notamment sur la question de la compétitivité ▪ Des objectifs sociaux (emplois) limités ▪ Un objectif d'acceptabilité sociale uniquement tacite alors que c'était un objectif prioritaire / contexte

3.2 Cohérence

La cohérence interne et externe est globalement bonne, avec quelques bémols.

Le **POSEI est le dispositif majeur qui impacte la durabilité économique actuelle des exploitations**. Il peut être considéré de 2 manières :

- ▶ Le POSEI est le pilier économique du PBD
- ▶ Le PBD est la caution environnementale et durable du POSEI, qui ne présente aucune conditionnalité environnementale, et représente un formidable vecteur de communication pour la sphère publique.

On peut regretter une assez **faible articulation avec d'autres initiatives** qui auraient pu faire partie du plan (projet INRA, REPHYBAN). L'existence du plan Chlordécone n'est pas mentionnée dans le PBD avec une filière qui semble faire abstraction de cette problématique passé qui laisse des traces « durables » pour le présent et le futur.

Un **meilleur niveau de communication entre acteurs du plan et mais aussi avec les partenaires**, parfois mobilisés à leur insu (ex : formation), aurait été profitable au déroulement du PBD.

Il faut cependant reconnaître la difficulté de coordonner un plan qui embrasse des enjeux très larges, avec un panel d'acteurs et d'initiatives très important.

Tableau 3 : Atouts et faiblesses de la cohérence du PBD1 (axes et actions / objectifs)

Points forts	Points faibles
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Une bonne cohérence interne et externe, notamment pour un dispositif aussi large 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ un POSEI qui représente des moyens importants mais qui n'est pas coordonné avec le PBD alors que les 2 dispositifs sont complémentaires ▪ une faible articulation avec d'autres projets existants sur la banane (ex : INRA, REPHYBAN) ▪ un manque de communication entre parties prenantes et avec des partenaires extérieurs

3.3 Efficacité

La lecture des résultats du PBD1 doit être différenciée selon les indicateurs d'impacts.

Au niveau environnemental, le contrat a été **rempli en termes d'objectifs en Martinique** (baisse de l'utilisation de produits phytosanitaires) et **partiellement en Guadeloupe**, alors que des moyens équivalents ont été engagés (retard pris dans les changements de pratiques). **Si on peut saluer l'efficacité du système de transfert mis en place, qui s'est adressé à l'ensemble des producteurs**, l'intégration de nouveaux itinéraires techniques au niveau des exploitations en Guadeloupe reste trop faible.

Par ailleurs, il est à noter que la réduction des emplois de phytosanitaire est liée autant à la diffusion d'innovations développées par la recherche antérieure au PBD, que d'innovations techniques développées dans le cadre du PBD. En effet, les nématicides, qui sont responsables de 54% de la baisse globale des produits sur l'ensemble des 2 îles (75% en Guadeloupe, 42% en Martinique), ont fortement baissé grâce à la généralisation des vitroplants et de la jachère assainissante. Les plantes de service, au-delà des multiples services agronomiques rendus, participent plutôt à la réduction des herbicides responsables de 44% de la baisse globale (54% de la baisse en Martinique et 25% en Guadeloupe). L'atteinte de cet objectif environnemental (même partiel) n'a pu se faire que grâce à une dynamique de recherche et de diffusion des innovations sur le long terme.

En termes de maintien voire développement des capacités de production, la **Guadeloupe semble avoir relevé le défi**, avec des rendements en forte progression, des volumes en hausse et des soutiens forts aux investissements (PDRG plus généreux, portage par LPG). En Martinique, la situation semble plus difficile pour les plus petites exploitations qui ne sont pas allées vers la défiscalisation et qui **peuvent souffrir d'un désinvestissement** fatal à terme. L'absence de réponse collective à la problématique « Hangar » n'améliore pas la situation (effet négatif sur la transmissibilité).

L'impact des actions du PBD sur les ventes et sur l'accès au **marché est assez difficile à mesurer**. Globalement, le PBD a réussi son pari sur la communication, avec le développement d'un message positif à destination des clients mais aussi de la population locale.

Sur un plan commercial, les actions entreprises ont permis de **maintenir les positions historiques** de la banane antillaise.

Sur l'aspect social, l'absence d'indicateurs et de logique d'action réellement cohérente nous laisse supposer un effet très limité sur cet aspect social (hors un effet induit lié à l'augmentation de la production, qui est plus lié au POSEI). Seule l'amélioration des conditions de travail a été indirectement travaillée avec la mise en place de la certification.

Ce sujet des emplois et du recours à la main d'œuvre locale reste un sujet sensible. Il conviendrait de traiter cette thématique avec des partenaires qui sortent du champ technique, et en activant tous les leviers disponibles.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, il est encore **difficile de porter un avis sur le fait que la nouvelle variété CIRAD 925 réponde complètement au cahier des charges défini**. Bien qu'elle soit actuellement en phase de test au champ et représente la meilleure chance de succès obtenu jusqu'à aujourd'hui, son adéquation avec les conditions de culture et commerciales et sa diffusion généralisée suscitent des avis très partagés de la part des acteurs de la filière. Cependant, quel que soit l'avenir de la 925, les travaux réalisés pourront être capitalisés pour la suite.

Tableau 4 : Atouts et faiblesses de l'efficacité du PBD1 (résultats / objectifs)

Points forts	Points faibles
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Des objectifs de réduction d'emploi des pesticides atteints en Martinique, partiellement en Guadeloupe ▪ Des objectifs de maintien de la production atteints en Guadeloupe, pas en Martinique ▪ Des solutions innovantes et opérationnelles proposées par la recherche ▪ Une capitalisation des efforts fournis sur le long terme en recherche variétale ▪ La structuration d'un modèle organisationnel de développement agricole permettant une bonne diffusion des travaux de la recherche vers le producteur : création de l'IT² et des plateformes ▪ Le changement des méthodes culturales des producteurs, plus marqué en Martinique ▪ L'évolution positive de l'image de la filière ▪ Des actions en commun entre les filières de Martinique et de Guadeloupe 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Une durabilité sociale et économique qui aurait pu être plus approfondie, ▪ Une certification BANAGAP qui n'a pas pu être commercialement valorisée et qui s'est limitée aux plus grosses exploitations, ▪ Une valorisation BANANE DURABLE qui ne semble pas réaliste au niveau du marché français (consommateurs) ▪ Un projet OPTIBAN, qui a du mal à trouver des solutions techniques de traitement terrestre déjà transférables et qui a dû faire face à l'absence de précédents technologiques dans ce domaine ▪ Des investissements dans des hangars collectifs qui n'ont pas vu le jour

3.4 Efficience

Le recensement des dispositifs de soutien, des sommes mises en jeu, montrent que les moyens engagés ont été très importants, pour un impact parfois limité. Il serait nécessaire de comparer les résultats obtenus (qui sont parfois probants) avec d'autres filières F&L françaises pour mieux appréhender cette efficience.

Au niveau de la **partie R&D**, il est difficile d'estimer **l'efficience du travail effectué**.

En terme de **développement agricole et appui technique**, les **moyens engagés sont très importants** et de l'ordre de 23 M€ (fonctionnement IT² (2,1 M€), plateformes IT²/CIRAD (15,1 M€), encadrement-formation hors FSE/FAFSEA (5,5 M€). Hors dépenses CIRAD sur les plateformes (14,9 M€ y compris montant versé par l'IT² et autofinancement du CIRAD), le montant pour l'encadrement et le transfert des travaux de recherche est d'environ 7,8 M€, cela représente une somme très approximée de 13 000 € par planteur (pour 600 planteurs), soit 2 200 €/an/planteurs. Ce montant représente environ 40 à 55 h de temps d'appui technique annuel (si le coût environné est de 40 à 50 €/h), ce qui permet dans l'absolu, de faire un appui technique efficace à tous les planteurs, ce qui n'est pas le cas d'autres filières...

Le système **gagnerait en efficience en intégrant une partie économique pour transformer l'appui technique en appui technico-économique**.

Sur la partie aide à l'investissement, on peut remarquer que le **portage financier réalisé par LPG** a facilité l'accès aux aides. Ce même type d'initiative aurait pu être pris par BANAMART pour accélérer le rythme d'investissement des producteurs, même si l'enveloppe disponible au niveau du PDR-M était limitée. Concernant les investissements, il serait intéressant **d'approfondir le travail réalisé au niveau de la filière vitroplants** pour savoir si les différences de coûts entre régions de production sont essentiellement dues à des problèmes de volumes et de contraintes réglementaires, ou s'il existe un effet d'aubaine.

Sur la partie communication RUP, il est évident que le **service marketing de l'UGPBAN est monté en puissance en terme opérationnel** en bénéficiant de l'intégration de FRUIDOR en cours de programme. L'efficience de la partie « trade marketing » (sur le lieu de vente) est meilleure en fin qu'en début de programme : approche différente des animations magasins, recentrage sur les plus gros hypermarchés, formation des animatrices dédiées.

Les investissements en marketing restent toutefois élevés (1,5% du CA environ) pour un résultat limité (maintien des volumes écoulés), mais qui sont plus liés à la structure du marché et au positionnement de la banane antillaise.

Tableau 5 : Atouts et faiblesses de l'efficience du PBD1 (résultats / moyens déployés)

Points forts	Points faibles
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Des moyens importants mis sur un dispositif ambitieux ▪ Un travail de diffusion / transfert technique de bonne qualité ▪ Un accompagnement des producteurs sur les demandes de subventions par l'OP qui a permis de généraliser le soutien aux investissements en Guadeloupe 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Des résultats probants en recherche mais une efficience difficile à évaluer. ▪ Un passage à l'acte individuel des producteurs variable par rapport aux moyens de transfert déployés. Une approche technico-économique à développer ▪ Un moindre taux de pénétration des aides à l'investissement en Martinique ▪ Une interrogation sur le possible effet d'aubaine sur la subvention des vitroplants ▪ Un maintien des parts de marché par rapport aux moyens commerciaux et promotionnels déployés

3.5 Durabilité des effets du plan

Le PBD : un plan d'investissement pour demain ou un plan de soutien temporaire ?

Alors que la construction du plan s'est accélérée et finalisée au lendemain d'un des épisodes les plus dommageables pour la filière banane (cyclone DEAN), on aurait pu supposer que ce plan ait pu être le prétexte à la mise en place d'un dispositif d'aide conjoncturel, visant plus à réparer les dégâts et à revenir à une situation technique antérieure.

A l'issue de l'évaluation, nous pouvons constater qu'il y a bien **un avant et un après Plan Banane Durable pour la filière, notamment sur le plan de l'évolution des pratiques respectueuses de l'environnement et sur le système de développement qui l'accompagne.**

En aucun cas, le Plan Banane Durable ne peut être considéré comme un plan de soutien temporaire à la filière, qui a pu bénéficier d'aide d'urgence en dehors du PBD.

De la durabilité des effets du Plan Banane Durable

L'acquisition de compétences, **l'évolution progressive des changements de pratiques portée par un discours volontariste de la filière** (issus des éléments de langage de la filière) représente un acquis du PBD. Ainsi, l'emploi de vitroplants, les pratiques d'effeuillage sélectif, la diffusion de pratiques d'agriculture de conservation et l'utilisation de plantes de couverture semblent être **passés au stade d'acquis au niveau des exploitations**. Les mentalités des producteurs semblent avoir évolué avec la permanence de ce discours.

La **structuration du développement agricole** semble également assez solide avec une forte implication financière des producteurs (financement de l'IT²) et du CIRAD au niveau des plateformes. Cependant, il est difficile de juger de la pérennité des changements de pratiques en l'absence d'indicateurs économiques. En effet, ces changements se sont produits dans un contexte favorable (appui technique fort, orientations fortes de la filière). Demain, il pourrait y avoir des retours en arrière. Si les soutiens publics à cette « pression technique positive » venaient à se réduire, les exploitants pourraient adopter des solutions plus rustiques ou moins respectueuses de l'environnement, en l'absence d'argumentaire technico-économique mettant en avant les bénéfices.

Les investissements soutenus ont été sélectionnés pour s'inscrire dans cette logique de durabilité (vitroplants, matériel spécifique), même si l'ouverture de l'assiette éligible à partir de 2011 a limité l'orientation des soutiens publics vers des investissements qui ne soient pas conventionnels.

Au niveau communication et commercialisation, les moyens et les objectifs du Plan Banane Durable ont permis de développer des messages positifs de la filière au niveau des maillons de la filière. La durée des messages étant parfois limitée et **ceux-ci pouvant être déconstruits rapidement selon l'actualité médiatique, il faut relativiser les effets de la communication.**

Par contre, les actions conduites ont pu **développer la compétence des services marketing** de l'UGPBAN/FRUIDOR, et concevoir des types d'outil ou de méthodes d'intervention pouvant être réutilisés.

En termes de positionnement marketing, les acquis techniques enregistrés dans le PBD (réduction des matières actives, emploi de biopesticides...) pourraient peut-être permettre d'insérer une partie de la production de la banane antillaise sur le **segment bio**, seul segment porteur de valeur auprès des consommateurs à l'heure actuelle.

La communication locale a enregistré un succès et semble avoir amorcé **une reconquête d'une partie de l'opinion**, mais celle-ci peut être très versatile.

Le PBD a fourni des éléments de langage qui ont pu permettre à la filière de développer une communication positive et d'évoluer d'une situation défensive vers une position plus proactive.

Les travaux qui ont commencé sur la diversification des débouchés non alimentaires sont intéressants et méritent d'être développés, ils pourraient aussi s'intéresser à la valorisation des écarts de tri.

Tableau 6 : Atouts et faiblesses de l'efficience du PBD1 (résultats / moyens déployés)

Points forts	Points faibles
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le PBD est un plan d'investissement pour demain et non un plan de soutien temporaire ▪ Des changements durables acquis : <ul style="list-style-type: none"> ○ Evolution des mentalités et des discours des producteurs vis-à-vis de certaines pratiques ○ Structuration du développement agricole ○ Montée en puissance des compétences marketing 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Une pérennité des changements de pratiques difficile à évaluer si baisse du soutien public demain ▪ Des effets positifs de la communication qui peuvent être rapidement déconstruits par l'actualité médiatique ▪ Des travaux à amplifier sur les chantiers non alimentaires

3.6 Effets induits non attendus

Les effets induits non attendus de ce PBD sont de plusieurs ordres :

☉ Des effets positifs :

- ▶ **La structuration du développement agricole et les moyens techniques développés par la filière banane ont pu profiter à d'autres filières** : ITBAN est devenu ainsi IT², avec, notamment, des actions dans le domaine de l'homologation de biopesticides et de produits phytosanitaires sur des usages mineurs.
- ▶ **Le PBD a permis d'initier un projet commun entre les 2 îles et améliorer le dialogue entre acteurs et la diffusion de bonnes pratiques**
- ▶ Une meilleure acceptabilité sociale et politique a pu contribuer à retarder l'interdiction de l'épandage aérien (travaux d'OPTIBAN 1, meilleure image auprès de la population...)
- ▶ Le discours et le projet porté par le PBD ont également apporté une certaine fierté aux planteurs et redonner une motivation à l'ensemble des maillons de la filière, y compris les acteurs de l'encadrement technique qui ont dû relever un challenge technique intéressant
- ▶ L'action réactive des formations à l'effeuillage a permis aux producteurs de regagner en sérénité sur le front de la cercosporiose noire

☉ Des effets plus négatifs :

- ▶ Un partenariat privilégié avec le CIRAD qui a pu éloigner l'INRA de la problématique « Banane »
- ▶ Une relative absence de concertation qui a dû frustrer certains acteurs et limiter la portée d'un message positif lié au PBD
- ▶ Une puissance de communication qui a pu susciter des résistances parmi le public le moins perméable au message professionnel, qui doute de la sincérité des messages émis

4 Analyse critique et limites de l'évaluation du PBD1

4.1 Les difficultés rencontrées

Le travail d'évaluation du PBD a rencontré des difficultés de plusieurs ordres, décrites ci-après.

Un périmètre du Plan Banane Durable mal défini

Dans un premier temps, y compris lors de la phase d'élaboration de la proposition en réponse au cahier des charges, il n'a pas été aisé de bien définir le contenu même du Plan, sachant que les financeurs publics n'en avait pas une vision exhaustive.

La diffusion du document cadre s'est faite relativement tardivement au regard de la date de démarrage de l'étude. Il nous a été fourni sous forme scanné par la DAAF Martinique, puis sous format numérique par l'UGPBAN après un premier entretien individuel. Il sera nécessaire pour la prochaine évaluation que le cabinet évaluateur puisse disposer de tous les documents constitutifs du plan lors du démarrage de l'étude.

D'autre part, il s'est avéré difficile pour l'évaluateur de définir les actions qui étaient comprises dans le PBD1 et celles qui ne l'étaient pas (ex : Campagne de communication RUP3, projet INRA sur la farine de bananes....).

Pour l'aspect financier, nous avons même dû avoir des discussions sur les financements à intégrer ou non dans le PBD (ex : financement PO FEDER du CIRAD).

De plus, les bornes temporelles du PBD (date effective de démarrage pour chaque action, date réelle de fin avec le prolongement de certaines actions ou financements) ont pu, elles aussi, être remises en cause par certains financeurs ou acteurs.

Une collecte de données erratique

La **collecte de données**, notamment pour réaliser le bilan financier, **a été particulièrement difficile**, avec par exemple :

- ▶ Une **fourniture tardive de fichiers OSIRIS**, qui a été réalisée après de nombreux allers et retours entre administration centrale et déconcentrée. Sur ce sujet, le cabinet évaluateur n'a pas eu l'opportunité de délivrer un **cahier des charges** de sa demande de données, le Ministère ayant assuré l'extraction et la collecte de données avant le démarrage de l'étude (extraction commune pour une autre étude sur la filière sucre et ayant démarré plus précocement). Les données fournies ne permettent qu'une analyse partielle de l'utilisation des financements du FEADER.
- ▶ L'identification et la traçabilité des fonds FEDER octroyés dans le cadre du Plan Banane Durable, notamment dans le cadre d'INTERREG a été difficile. A titre d'exemple, il aura fallu 4 relances et près de 5 mois pour obtenir des données financières de la part du financeur, sur le programme INTERREG.

Ce travail de collecte et de recherche d'information a été beaucoup plus important que prévu, avec une relative absence de mise à disposition des données au démarrage de l'étude.

Une interprétation et une analyse des données rendue difficile par l'hétérogénéité et la qualité de la donnée

Deux problématiques sont apparues lors de la collecte de données :

- ▶ Des données non homogènes d'une source à l'autre
- ▶ Des indicateurs parfois équivoques ou hétérogène d'une île à l'autre

Ainsi, cette hétérogénéité a pu compliquer le travail d'analyse et limiter la « dureté » des données utilisées.

Quelques exemples sur la **non-concordance des données** :

- ▶ L'exploitation des données OSIRIS a été compliquée par :
 - la difficulté de sélectionner les producteurs de bananes dans la liste des bénéficiaires
 - la non concordance entre les données fournies par 2 sources différentes : extraction SSP et extraction des données DAAF / traitement MOM
- ▶ Des données statistiques sont parfois non concordantes (ex : données sur les volumes de production, les nombres de producteurs...)

Sur l'**hétérogénéité des données**, celles-ci sont principalement liées à des différences de disponibilité d'indicateurs entre les 2 îles (notamment les indicateurs de réalisation de certaines actions menées de façon indépendante).

Au niveau de la **qualité de la donnée**, il est parfois difficile de s'y retrouver sur des données comme :

- ▶ Le nombre de producteurs certifiés :
 - Nature de la certification : parfois uniquement BANAGAP, parfois comprenant agriculture raisonnée, GLOBAL GAP...
 - Indicateur exprimant le taux de réalisation : %RI, % des producteurs, % de la production globale...
- ▶ Les rendements, qui peuvent comprendre plusieurs subtilités :
 - Tonnages produits ou Tonnages reconstitués
 - SAU banane ou SAU banane productive (hors jachères)

Les informations non disponibles et les personnes n'ayant pu être contactées

Il est normal que toutes les informations dont l'évaluateur aimerait disposer dans l'absolu, ne le soient pas en réalité.

Par contre, le manque de données est parfois préjudiciable pour l'évaluation même du plan :

- ▶ **Aucune méthodologie pour évaluer l'autofinancement** des planteurs n'a été validée par les différentes parties, obligeant les OP à faire un travail de recensement qui peut avoir certaines limites (inclusion ou non dans le périmètre du PBD, extrapolation possible des chiffres obtenus...). Ce manque de donnée ne peut être compensé par une estimation approximative utilisant des données RICA, car ces dernières ne sont pas suffisamment robustes (échantillon trop restreint) pour être utilisables.
- ▶ Aucune donnée n'est également disponible au niveau des **montants défiscalisés ou soumis à la TVA NPR**, montants qui réduiraient la part réelle de financements privés pour les investissements.
- ▶ **Très peu de données ou de références économiques** existent au niveau de cette filière banane très concentrée (au niveau des Antilles et au niveau des puissances exportatrices). Par exemple, il n'est pas possible d'avoir :
 - une répartition des postes de coût de production, ni une évolution de ces postes
 - l'évolution des revenus, des marges, des chiffres d'affaire, avec et sans aides.

Cette carence est liée à plusieurs facteurs : réticence de la filière à produire ce type d'indicateurs, orientation politique du développement vers des aspects techniques et non technico-économiques, pas de volonté des différentes zones de production de divulguer les coûts de production, avec les différents postes de coûts, même si la volonté de connaître ces éléments pour une zone concurrente est bien présente.

- ▶ Au niveau des **emplois**, seules les données issues des OP ou du RGA permettent de disposer de quelques indicateurs, sans toutefois disposer de séries statistiques. Que ce soit au niveau des **emplois directs ou indirects**, une étude plus complète doit être menée, en mobilisant les différentes ressources disponibles (DADS, statistiques de la sécurité sociale...).
- ▶ Il n'existe **pas de comparaison du niveau de performance environnementale** entre zones de production à l'échelle mondiale. Un travail existerait en 2006, mais n'a pas été réactualisé depuis.
- ▶ Des **données parcellaires** (séries de données partielles, manque de données sur une île et non l'autre) **au niveau des indicateurs de réalisation**, notamment sur les surfaces en jachères, les surfaces plantée en vitroplants, en plants classiques et en surfaces réellement productives.

Enfin, certains interlocuteurs non pas été joignables malgré nos demandes et nos relances téléphoniques. Il s'agit principalement d'acteurs plus périphériques au PBD, mais qui auraient pu apporter un prisme d'analyse différent (Pôle Emploi Martinique, DEAL, DIECCTE...) voire contribuer à répondre aux questions évaluatives (représentants des Winwards).

Plus globalement, l'hétérogénéité de l'accès aux indicateurs a pu influencer sur la solidité de l'argumentation apportée à certaines questions évaluatives, quand il ne nous a pas été possible de combler un manque de données chiffrées par une analyse qualitative issue des entretiens réalisés. Ainsi, s'il est assez facile de procéder à la mesure de l'atteinte des objectifs concernant la réduction de l'emploi des quantités de produits phytosanitaires, il était moins aisé de se prononcer sur des questions économiques ou d'emploi.

4.2 Les limites de l'évaluation

Des limites liées au caractère transversal du PBD et à l'exhaustivité des questions évaluatives

L'une des limites de cette l'évaluation est lié à la nature-même du PBD qui **est très large**, qui embrasse beaucoup de thématiques différentes (technique, commerciales, sociales, etc...), rendant impossible une investigation très poussée dans tous les domaines.

Ainsi, cette évaluation nécessite un minimum de compétences pluridisciplinaires pour appréhender la complexité de la filière. De même, le temps de compréhension du plan et des différentes actions induites a été très long, pour les raisons évoquées précédemment.

Même si cette exigence de pluridisciplinarité se retrouve dans d'autres évaluations, il aurait été opportun de cibler les investigations **sur 3 à 4 points clés approfondis** en complément d'un survol sur le reste du programme. A noter que cette stratégie est possible uniquement dans le cas où il existe un travail préparatoire permettant de faire un bilan de la mise en œuvre facile et efficace (évaluation in itinere, reporting / tableau de bord).

Une filière très concentrée où peu de références existent

Le nombre d'acteurs dans la filière est assez restreint. Même si l'on peut saluer la réactivité de ces acteurs pour fournir les données demandées dans le cadre de l'évaluation, il est difficile pour l'évaluateur de croiser des données quand elles proviennent souvent de la même origine (notamment les OP, l'IT² et l'UGPBAN) ce qui suppose une grande transparence sur les modalités d'obtention des données.

De même, il est difficile de trouver des références techniques et économiques dans d'autres pays pour mesurer les performances des acteurs français. En effet, comme nous l'avons vu plus tôt, la filière est oligopolistique (au niveau des pays exportateurs), et les autres zones de production sont réticentes, pour ne pas dire plus, pour mettre en commun leurs données.

De nombreuses questions évaluatives, mais l'envie d'aller plus loin

Peu d'évaluation ou d'audit commandés par la puissance publique existent sur la filière banane. Aussi, le déroulement de cette étude a pu être l'opportunité pour certains interlocuteurs de faire des demandes ou des remarques pouvant dépasser le périmètre de l'évaluation.

Ainsi, l'évaluation ne peut :

- ▶ analyser le bien-fondé ou la légitimité d'aider la filière,
- ▶ réaliser des opérations de vérification de type audit pour valider des montants financiers, notamment pour l'autofinancement privé
- ▶ faire remonter des problématiques de contrôle de certaines aides (défiscalisation notamment)
- ▶ faire une analyse approfondie des impacts individuels des actions menées (investissements à l'échelle des exploitations par exemple)

De même, les recommandations de l'évaluation ne peuvent porter sur des points trop techniques ou trop ciblés au vu de son caractère transversal. Les propositions que nous apportons (sur le fond et sur la forme) sont liées principalement aux constats émis 5 à 6 ans après le démarrage du plan.

Une mesure de l'efficience perfectible

La mesure de l'efficience est toujours un exercice difficile pour une évaluation. Il faut en effet définir si les objectifs auraient pu être atteints avec des moyens moins importants, ou, si avec les mêmes moyens, on aurait pu obtenir des résultats supérieurs.

Dans notre cas, il a été difficile d'arriver à mesurer cette efficience en réalisant une analyse comparative. Il aurait fallu s'interroger sur les montants investis et sur les modes d'actions employés par d'autres filières françaises pour arriver à des résultats comparables. Malheureusement, les moyens disponibles pour faire cette étude, les difficultés pour pouvoir comparer les données et les échéances calendaires ne nous ont pas permis de creuser dans cette voie.

5 Annexes

5.1 Retour d'expériences de la filière banane des Canaries

5.1.1 La filière banane canarienne

La production

Aux Canaries, 9 000 ha sont plantés en banane, ce qui correspond à une production annuelle de 400 000 t. Les 10 000 exploitations bananières font en majorité moins de 1ha, même s'il y a quelques exploitations de plusieurs dizaines d'hectares (Fruticultura, 2013).

1/3 de la production est produite sous abri. La protection des bananeraies permet de limiter les dégâts des vents et brises marines, de réduire la consommation d'eau, de raccourcir la durée du cycle de production, de limiter les infestations d'aleurodes et de noctuelles et d'obtenir une meilleure qualité à la récolte.



Le cycle de production, compte tenu de l'existence d'une saison hivernale, est plus long qu'aux Antilles : 12 mois au lieu de 9 mois. Le climat est plus sec qu'aux Antilles ce qui rend obligatoire l'irrigation.

La variété la plus répandue est la Petite Naine, qui allie port bas, rusticité, très bonne adaptation aux conditions pédo-climatiques des îles Canaries. La banane des Canaries présente des caractéristiques esthétiques et organoleptiques bien spécifiques et connues du consommateur espagnol.



Les acteurs de la filière canarienne :

Il existe actuellement 5 groupements de producteurs : SAT AGRITEN (Agriculteurs de Tenerife), COPLACA (Groupe régional des coopératives bananières) qui compte 4000 planteurs, CUPALMA (Coopératives Unies de La Palma), SAT Europlatano et le SAT Bananeraie des canaries.

L'ASPROCAN, association qui fédère les organisations de producteurs, semble être l'équivalent de l'UGPBAN. Elle coordonne et harmonise les actions des organisations de producteurs.

L'ICIA, Institut de Recherche Agronomique des Canaries, conduit de nombreux travaux de Recherche et Développement sur la banane des Canaries, notamment dans le cadre de programmes et projets européens :

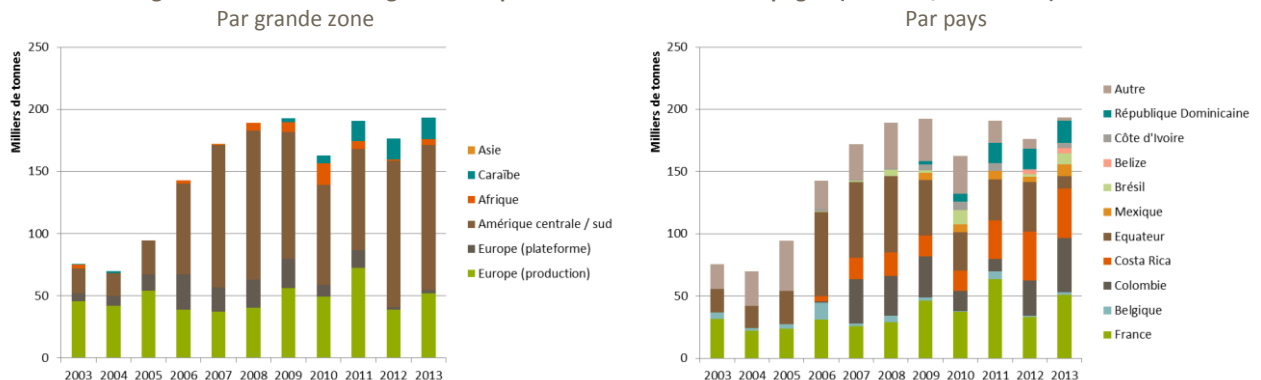
- ▶ L'ICIA fait partie du réseau ENDURE, réseau d'excellence européen sur la protection intégrée des cultures,
- ▶ L'ICIA est chef de file du projet BIOMUSA, projet de Recherche et Développement conduit en partenariat avec Madère et les Açores (Université des Açores et La Lagune, Direction Régionale de l'Agriculture et du Développement Rural de Madère) qui met l'accent sur le transfert de technologies et nouvelles pratiques culturales auprès des planteurs : création d'une plate-forme Internet, mise en place d'une réseau de fermes de démonstration, journées techniques et groupes de travail entre techniciens etc...(www.biomusa.net).
- ▶ L'ICIA collabore également avec le CIRAD sur la thématique du parasitisme tellurique (plus particulièrement les champignons du sol).

Le marché espagnol

En 2012, 440 000 t de banane ont été consommées en Espagne (330 000 t provenant des Canaries, et 110 000 t importées). 65 000 t de banane importées ont été réexportées.

On observe nettement l'effet post-2006, avec une évolution forte des importations, provenant notamment de la zone dollar, puis on assiste à une certaine stabilisation.

Figure 24 : volumes et origine des importations de banane en Espagne (COMEXT/EUROSTAT)



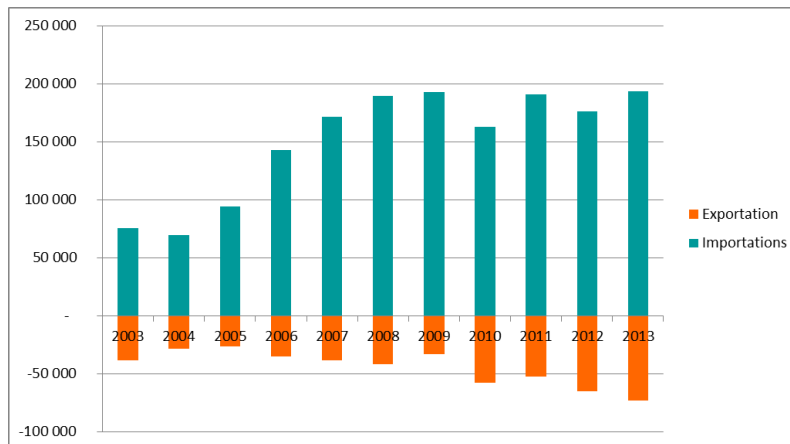
Dans le détail, on voit que l'Espagne est en partie alimentée avec des flux français (profitant de retour de camions frigo Nord-Sud).

La banane africaine est assez peu implantée, alors que la banane dollar domine.

Enfin, on remarque, depuis 2009, l'installation d'un segment bio avec la banane de République Dominicaine.

Une partie des importations, est réexportée, puisque la totalité de la production nationale (des Canaries) est consommée en Espagne.

Figure 25 : Volumes des flux import/export de banane en Espagne (COMEXT/EUROSTAT)



5.1.2 La stratégie de différenciation

Pendant longtemps, les consommateurs espagnols n'ont pu consommer que le « platano » canarien et des habitudes de consommation se sont forgées (jusqu'en 1993). Cette production est aujourd'hui préférée des consommateurs de la péninsule qui acceptent ainsi de la payer plus cher que la banane importée (« banana »).

Les efforts de différenciation visent à maintenir cet avantage concurrentiel en communiquant sur les particularités esthétiques et organoleptiques de cette production, ainsi que sur son origine nationale. Ces efforts remontent à 1993 avec la mise en place de l'OCM Banane. Ceux-ci se sont élevés à près de 3 M€/an depuis cette période, avec une communication basée sur la différence de produit.

Les planteurs des Canaries se sont orientés vers les cahiers des charges et normes nationales européennes : GLOBAL GAP mais aussi les cahiers des charges de la Production Intégrée et Ecologique (cahier des charges local défini dans une ordonnance de 2003). Mais la stratégie de différenciation de la banane des Canaries a été plus loin avec la mise en place d'une IGP et l'utilisation de nouvelles techniques culturales :

- ▶ utilisation de vitroplants, (« grossis » directement dans les différentes îles) sur sols sains (nouvelles plantations) ou pas (replantation sans jachères),
- ▶ utilisation de nouveaux cultivars de Petites Naines, introduction de la Grande Naine,
- ▶ développement du coupe feuille et de l'ablation de la « popote » pour réduire les attaques d'insectes,
- ▶ culture sous abri,
- ▶ nouveau schéma de plantation qui permet notamment la mécanisation des opérations culturales (inter-rang plus large), et permet de réduire leur coût.
- ▶ l'irrigation localisée et la ferti-irrigation,
- ▶ la fertilisation organique des bananeraies et l'utilisation de composts élaborés à partir de sous-produits de culture ou d'effluents d'élevage,
- ▶ la lutte biologique et l'utilisation de produits alternatifs pour contrôler les parasites et maladies. Les problèmes majeurs aux Canaries sont liés à des insectes (aleurodes, thrips, noctuelle et charançon du bananier).

La lutte contre les mauvaises herbes ne semble pas être une priorité aux îles Canaries.

Les planteurs des Canaries ne semblent pas mettre en avant une réduction effective de l'utilisation de produits phytosanitaires et restent très discrets sur leurs parcours phytosanitaires. Il serait notamment intéressant d'en savoir davantage sur leurs stratégies de lutte contre les nématodes.

5.1.3 Conclusion

Tableau 7 : Eléments clefs des filières banane des Canaries et des Antilles

Critères	Canaries	Antilles
Production		
Production (t)	400 000	252 000 (production en 2012, source DAAF)
Nombre de producteurs	10 000 (à valider)	600 (fichier OP)
Production moyenne par producteur (t)	40	420
Surface Banane (ha)	9 000	8 600 (surface banane export en 2012)
Rendement moyen (t/ha)	44	29,3
Nombre d'ETP par ha	1 à 1,2	0,5 à 0,8
Type de climat	Sec et tempéré	Tropical
Durée du cycle de production	12 mois	9 mois
Variété cultivée	Petite Naine, Grande Naine	Cavendish
Quantité de MA/ha	Non connu	6 à 8 kg/ha/an
Présence de cercosporiose	Non	Oui depuis 2010 (Martinique) et 2012 (Guadeloupe)
Principales problématiques	Accès à l'eau, pression de l'urbanisation	MRN, hétérogénéité de la production
Marché		
Consommation nationale (t)	440 000 t <i>+ 40 000 t aux Canaries</i>	507 000 t
Part de marché de la banane nationale (2012)	75% en 2012 (source Fruitrop n°210), soit 330 000 t environ	38% en 2013 (source UGPBAN)
Prix de détail 2012 (€/carton de 18 kg)	32,5 € Canaries 24,3 € Import	28,1 € Détail Cavendish 23,9 € Détail Promo
Prix à l'importation (€/kg en 2012)	0,87 (15,6 €/carton) Point bas atteint en 2012	0,71 Point haut atteint en 2012
Consommation individuelle (2012)	10,4 kg/an/hab	7,9 kg/an/hab
Importations nettes	110 000 t	314 000 t
Temps de trajet en bateau	1,5 jour	8 jours

Domaine technique

Les producteurs des Canaries ne sont pas confrontés aux mêmes problématiques phytosanitaires que les planteurs Antillais : absence des cercosporioses (jaune et noire), moins de problèmes d'adventices grâce à la sécheresse, à une irrigation ciblée (goutte à goutte) et à une couverture du sol quasi permanente car les replantations sont rares. Les ravageurs pour lesquels ils recherchent des solutions « soft » sont peu présents dans les Antilles.

Un certain nombre de travaux de recherche et l'expérience des planteurs des Canaries sont intéressants à citer :

- les recherches conduites sur la ferti-irrigation et la fertilisation organique (effet sur les rendements, la qualité des fruits etc...),
- les recherches conduites sur :
 - ▶ l'entomofaune auxiliaire,
 - ▶ les pièges de couleur pour les thrips et les aleurodes,
 - ▶ les tests sur des souches locales de champignons entomopathogènes,

- ▶ les identifications de microorganismes de la flore microbienne du sol qui peuvent aider au contrôle des nématodes,
 - ▶ les tests ou les utilisations en plein champ des insecticides naturels tels que l'azadirachtine, *Bacillus thuringiensis*, acides gras...
 - ▶ le piégeage sexuel des noctuelles *Spodoptera* et *Chrysodeixis*.
- le schéma de plantations pour faciliter la mécanisation des travaux notamment des traitements terrestres et l'enfouissement des déchets verts.

Des efforts semblent avoir été faits récemment pour impliquer davantage les planteurs dans les projets de recherche et développement, notamment dans le cadre du projet Biomusa.

Des échanges ont déjà eu lieu lors de journées techniques (BIOMUSA) et pourraient s'intensifier.

Enfin, on peut noter l'organisation sensiblement différentes concernant l'emballage avec des stations collectives automatisées et performantes (traitant 10 à 20 000 tonnes), sachant que les attendus qualitatifs (notamment au niveau visuel) sont moins forts au niveau de cette variété.

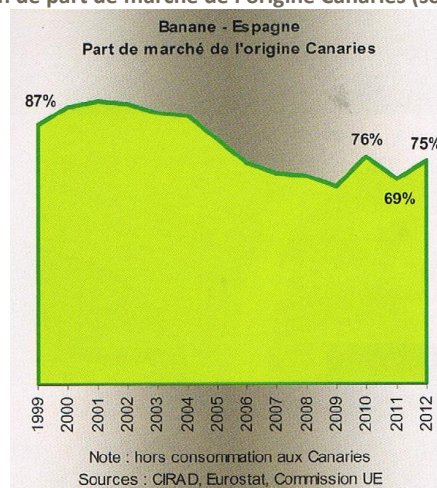
Domaine commercial

Le positionnement de la banane canarienne est très différent de la banane antillaise. Il est issu d'un historique particulier avec un monopole de la « platano » jusque dans les années 80, et avec des habitudes de consommation différentes de la Cavendish.

Les efforts de communication engagés depuis 1993 ont sans doute contribué à maintenir un positionnement fort sur le marché.

Depuis 2006, sa part de marché a cependant reculé pour atteindre un point bas en 2009 à 66% de la consommation espagnole.

Figure 26 : Evolution de part de marché de l'origine Canaries (source : Fruitrop n°210)



La différenciation « produit » permet une plus forte valorisation (+ 30% par rapport à la banane import), qui combinée avec des rendements importants, permet sans doute des marges importantes pour les producteurs.

Domaine stratégique

Les Canariens souhaitent maintenir leur positionnement historique rémunérateur avec des efforts de communication constants et la mise en place récente de l'IGP.

Les leaders européens, placés dans un contexte sociétal différent, soignent leur image de marque quant à l'environnement, mais n'ont pas entamée de démarche comparable à celle du PBD. Les résultats environnementaux ne sont pas mesurés.

Au niveau du POSEI, leur quota de référence est de 420 000 tonnes.

Le POSEI est conditionné au volume de production par un système de référence proche de celui des Antilles (70% de la production présentée au groupement) avec des seuils assez bas leur permettant de faire plus de spéculation si le marché est trop faible (ils retirent les bananes du marché pour le soutenir).

Par contre, le montant aux Canaries est moindre (350 euros par tonne contre 404 pour les Antilles)

5.2 Liste des acteurs interrogés dans le cadre de l'évaluation

Structure	Contact	Fonction	Objet du contact
ODEADOM	Paul LUU	Ancien directeur	<i>Evaluation</i>
DAAF Martinique	Stephan LERIDER	Service entreprises et filières	<i>Evaluation</i>
DAAF Martinique	Denis AUBAULT	pôle développement des entreprises	<i>Evaluation</i>
DAAF Martinique	Lise JEAN-LOUIS	SAPI	<i>Non disponible</i>
DAAF Guadeloupe	Marie BASCOU	SEA	<i>Evaluation</i>
CR Martinique	Régine LEBEL-MELOIS	Chef de service Agriculture	<i>Evaluation</i>
CR Guadeloupe	Charles-Edouard NICAISE	Pilotage InterReg	<i>Evaluation</i>
CR Guadeloupe	Denis CELESTE	Directeur général adjoint du développement économique	<i>Evaluation</i>
CR Guadeloupe	Benjamin MOUSTACHE	Instructeur Axe 1 FEADER	<i>Evaluation</i>
CG Martinique	Sylvie MERINE	Direction de l'Economie et de l'Aménagement du Territoire	<i>Non disponible</i>
CG Guadeloupe	Raymond SONOR	Direction des affaires agricoles, foncières et environnementales	<i>Evaluation</i>
FAFSEA	René DIGNE	Directeur Antilles et Guyane (basé en Guadeloupe)	<i>Evaluation</i>
CIRAD (Montpellier)	Jean-Michel RISEDE	Directeur UR26 Systèmes de culture bananiers, plantains, ananas	<i>Evaluation</i>
CIRAD (Guadeloupe)	Dominique MARTINEZ	Délégué régional	<i>Evaluation</i>
CIRAD (Guadeloupe)	Marc DOREL	Agronome / SdC	<i>Evaluation</i>
CIRAD (Guadeloupe)	Frédéric SALMON	Généticien sélectionneur	<i>Evaluation</i>
CIRAD (Montpellier)	Denis LOEILLET	Observatoire des marchés	<i>Evaluation</i>
CIRAD (Martinique)	Christian CHABRIER	Campus agro-environnemental Caraïbe (Ex-PRAM)	<i>Evaluation</i>
IT²	David DURAL	Directeur	<i>Evaluation</i>
IRSTEA	Frédéric SAUDUBRAY	Directeur Centre Bordeaux	<i>Evaluation</i>
INRA	Harry OZIER-LAFONTAINE	Président Centre	<i>Evaluation</i>
INRA	François BUSSIÈRE	Directeur unité ASTRO	<i>Evaluation</i>
UGPBAN	Sébastien ZANOLLETTI	Directeur Innovation et Développement Durable UGPBAN ; Consultant pour l'IT ²	<i>Evaluation</i>
UGPBAN	Philippe RUELLE	Directeur Général	<i>Evaluation</i>
UGPBAN	François PEYROT REBOUL	Directeur Commercial et Marketing	<i>Evaluation</i>
UGPBAN	Charles DE WULF	Consultant Marketing	<i>Evaluation</i>
UGPBAN	Audrey KTOURZA	Service marketing	<i>Evaluation</i>
EURODOM	Emmanuel DETTER	Consultant senior, en charge des relations avec la Commission européenne	<i>Evaluation</i>
LPG	Marcus HERY	Service technique	<i>Evaluation</i>
LPG	Philippe ALIANE	Directeur	<i>Evaluation</i>

BANAMART	Pierre MONTEUX	Directeur	<i>Evaluation</i>
BANAMART	Karine VINCENT	Service technique	<i>Evaluation</i>
VITROPIC	Yvan MATHIEU	Directeur	<i>Evaluation</i>
DIECCTE Martinique	Patricia LIDAR Alexander LAGRANCOURT	Chef de service pôle 3E	<i>Non disponible</i>
DIECCTE Martinique	Patrice PEYTAVIN Mme Fabrice MARAN	Service 3E (FSE) Responsable FSE	<i>Renvoi vers M. DIGNE(FAFSEA)</i>
DIECCTE Guadeloupe	Lambert DINGUI		<i>Non joignable</i>
FAFSEA/VIVEA Antilles	René DIGNE	Directeur	<i>Evaluation</i>
DEAL Martinique	Pas de correspondant identifié		<i>Non joignable</i>
DEAL Guadeloupe	Aurélié DERACO Marc LEROY	DCE et politiques de l'eau Service eau	<i>Non joignable</i>
ASSAUPAMAR	Marie Jeanne TOULON	Membre du comité directeur	<i>Evaluation</i>
AMSES	Dr JOS PELAGE	Présidente	<i>Evaluation</i>
URAPÉG (union des associations de l'environnement de la Guadeloupe)	Pauline COUVIN	Présidente	<i>Evaluation</i>
CR Martinique	José MAURICE	Président de la commission agriculture et élevage	<i>Evaluation</i>
CR Guadeloupe	Richard NEBOR	Président de la commission agricole	<i>Evaluation</i>
Association départementale des consommateurs de la Martinique	Denise MARIE	Présidente	<i>Evaluation</i>
NFTO (Organisation Nationale de Commerce Equitable)	Simon LEON Samuel DENNISTON	Manager Saint Lucia NFTO President Saint Vincent NFTO	<i>Non joignable</i>
DNFTO (Dominican Nat Fair Trade Org)	Camelia THOMA	Manager (intérimaire)	<i>Non joignable</i>
BANELINO (République Dominicaine)	Gustavo GANDINI	Responsable environnement et biodiversité-Groupement Banelino	<i>Evaluation</i>
BANAMIEL (République Dominicaine)	Salvador ESTEVEZ	Président Banamiel et ancien président Adobanano	<i>Evaluation</i>

5.3 Liste des planteurs interrogés en Guadeloupe

Nom	Commune
KARRAMKAN Rose Marie NÉE SINIVASSIN	Capesterre Belle-Eau
SIMANA Jean Jose	Trois-Rivières
ANDYPAIN Tony Athanase	Saint-claude
ANAIS Alix Alexandre	Capesterre Belle-Eau
FARO Juste Joel	Capesterre Belle-Eau
EARL MAXETTE	Port louis
GENGOUL Leon Marius	Petit-canal
VOISIN Pascal Francois Georges	Saint-claude
EARL POMME ROSE	Capesterre Belle-Eau
GOVINDIN Fred Gidas	Capesterre Belle-Eau
JAMES Philibert Jacques	Trois-Rivières
SAINT-JULIEN Remise Marie	Trois-Rivières
PERIANIN Jean-Pierre Francois	Capesterre Belle-Eau
SA BOIS DEBOUT	Capesterre Belle-Eau
EARL LES HAUTS DE FEFE	Capesterre Belle-Eau

5.4 Liste des planteurs interrogés en Martinique

Nom	Commune
PAVIOT Hubert	François
MARMONT Georges Antoine	Lamentin
ZIE-ME Florence	Robert
VERRES Willy	Sainte Marie
FLORENT Yves	Ducos
POMPIERE Manuel	François
TATLOT Jean-Michel	Lorrain
ADELAIDE Marie-Line	Ducos
BEDER Thierry	Saint Esprit
PERONET Frédéric	Marigot
BARTEL Sandra	Lorrain
DUPROS Louis-Bernard	Lorrain
FOND L'ETANG EARL	Robert
LEOPOLD Hubert	Lorrain
TENOS EARL	Sainte Marie
DUNON William	Lamentin
SCEA MARECHAL	Ducos
LES MUSACEES DE GRAND CASE SARL	Saint Esprit
RENARD Eric	Lorrain
CABRIMOL Dumerville	Lorrain
PECOUL SAS	Basse Pointe
LEYRITZ BERANGER EURL	Basse Pointe
PAQUEMAR SARL	Vauclin
HABITATION GRAND SUD SARL	Vauclin
FIJO EARL	Sainte Marie

5.5 Liste des opérateurs aval interrogés en métropole

MURISSERIES	Contact	Fonction
SELECT AGRUMES	Franck LISSO Jean-François CROUZET	directeur GIE FRUCTIFRUI
AGRUBAN	José BARBERA	directeur
LYON SELECT	Alain BOUCHARLAT Walter CORSETTI	directeur commercial bananes
LISSO frères	Salvador LISSO	directeur

GMS	Contact	Fonction
Système U	Frédéric MARTINEAU	acheteur prod exotique
CEDFIRAIS (Leader Price / Franprix)	Patrick SAVINA	Acheteur F&L
MATCH	Marc DEGRAVE	Acheteur F&L
MONOPRIX	David KELLER	Acheteur F&L
AUCHAN	Marc-Henri BLAREL	Acheteur F&L
CARREFOUR	Matthieu LOVERY François FROIDURE	Directeur Offre & sourcing F&L, PFI, Fleurs Sourceur F&L Central des Achats de Paris
ITM	François Xavier TRILLOT	responsable achat

5.6 Liste des figures

Figure 1 : Répartition des tâches entre structures au niveau de la plateforme de sélection (source : présentation CIRAD - <i>Plateforme de sélection de nouvelles variétés de bananes dessert</i> faite à l'occasion de l'entretien évaluatif le 20/03/14)	8
Figure 2 : Evolution des volumes importés par l'UE en milliers de tonnes (source CIRAD-PERSYST)	11
Figure 3 : Evolution des volumes importés par l'UE en milliers de tonnes (source CIRAD-PERSYST)	11
Figure 4 : Evolution des surfaces de plantes de couverture (en ha) et du nombre de producteurs concernés (source : BANAMART et IT ²)	13
Figure 5 : Evolution du nombre de producteurs et de la surface concernée par les plantes de couverture en Guadeloupe (source : LPG et IT ²)	13
Figure 6 : Evolution de l'IFT/ha en Martinique pour les nématicides (source IT2)	23
Figure 7 : Evolution de l'IFT/ha en Guadeloupe pour les nématicides (source IT2)	23
Figure 8 : Evolution de la production et des surfaces de banane d'exportation en Martinique (source : DAAF Martinique et ODEADOM pour les volumes commercialisés)	25
Figure 9 : Evolution de la production et des surfaces de bananes d'exportation en Guadeloupe (source DAAF Guadeloupe)	25
Figure 10 : Extrait de l'enquête Ginger « Les Français et l'agriculture durable », août 2010	31
Figure 11 : Extrait du pré-rapport du Bilan de la campagne de communication « J'aime mon pays et je le respecte », Harris, fourni par LPG	33
Figure 12 : Répartition des UTA agricoles du secteur banane Martinique (source : DAAF Martinique, Enquêtes Structure 2003, 2005, 2007 et RGA 2000 et 2010)	35
Figure 13 : Répartition des UTA agricoles du secteur banane en Guadeloupe (source : DAAF Martinique, Enquêtes Structure 2005, 2007 et RGA 2010)	35
Figure 14 : Evolution du nombre de producteurs par classe de volume annuel produit (source : BANAMART, rapports d'activité et ODEADOM pour BANALLIANCE) NB : pas de données de production pour BANALLIANCE	40
Figure 15 : Evolution de la répartition de la production par classe de volume annuel produit (reconstitué) par exploitation (source : BANAMART, rapports d'activité) NB : pas de données de production pour BANALLIANCE	40
Figure 16 : Evolution du nombre de producteurs par classe de volume annuel produit (Source : LPG, rapports d'activité)	40
Figure 17 : Evolution de la répartition de la production par classe de volume annuel produit (reconstitué) par exploitation (Source : LPG, rapports d'activité)	40
Figure 18 : Ventilation des frais par hectare de production, hors charges de structure, en 2010 (source : données BANAMART fournies par l'Observatoire des marchés du CIRAD)	41
Figure 19 : Evolution du rapport entre les tonnages totaux produits (commercialisés) et la somme des références historiques par région (source : ODEADOM)	44
Figure 20 : Evolution de la quantité de matière active (QSA/ha) en Martinique (source : IT ² , 2014)	45
Figure 21 : Evolution de la quantité de matière active (QSA/ha) en Guadeloupe (source : IT ² , 2014)	45
Figure 22 : Evolution des NODU/ha en Martinique, (source : IT ² , 2014)	45
Figure 23 : Evolution des NODU/ha en Guadeloupe, (source : IT ² , 2014)	45
Figure 24 : volumes et origine des importations de banane en Espagne (COMEXT/EUROSTAT)	67
Figure 25 : Volumes des flux import/export de banane en Espagne (COMEXT/EUROSTAT)	68
Figure 26 : Evolution de part de marché de l'origine Canaries (source : Fruitrop n°210)	70

5.7 Liste des tableaux

Tableau 1 : Comparaison de la situation de l'UPR 26 du CIRAD entre 2 évaluations AERES (source : AERES, rapport 2010 et CIRAD, dossier d'évaluation octobre 2013)	6
Tableau 2 : Atouts et faiblesses de la pertinence du PBD1 (objectifs / enjeux)	56
Tableau 3 : Atouts et faiblesses de la cohérence du PBD1 (axes et actions / objectifs)	57
Tableau 4 : Atouts et faiblesses de l'efficacité du PBD1 (résultats / objectifs)	58
Tableau 5 : Atouts et faiblesses de l'efficience du PBD1 (résultats / moyens déployés)	59
Tableau 6 : Atouts et faiblesses de l'efficience du PBD1 (résultats / moyens déployés)	61
Tableau 7 : Eléments clefs des filières banane des Canaries et des Antilles	69